



NORTH ATLANTIC COUNCIL

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

**NATO SANS CLASSIFICATION**

Communicable à la Suède

12 janvier 2024

**DOCUMENT**

PO(2023)0468-AS1 (INV)

**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL  
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)  
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2022  
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI),  
DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NDC)  
ET DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO)**

**NOTE SUR LA SUITE DONNÉE**

Le 12 janvier 2024, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport du RPPB et des rapports de l'IBAN joints au PO(2023)0468 (INV), approuvé les conclusions et les recommandations contenues dans le rapport du RPPB et donné son accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN et les états financiers de l'EMI, du NDC et de la STO, également joints au PO(2023)0468 (INV), soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg

NB : La présente note fait partie du PO(2023)0468 (INV) et doit être placée en tête de ce document.

Original : anglais

**NATO SANS CLASSIFICATION**

-1-





**NATO SANS CLASSIFICATION**  
Communicable à la Suède

20 décembre 2023

**DOCUMENT**  
PO(2023)0468 (INV)  
**Procédure d'accord tacite :**  
**12 jan 2024 15:30**

À : Représentants permanents (Conseil)

De : Secrétaire général

**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE  
L'OTAN (IBAN) SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2022 DE L'ÉTAT-MAJOR  
MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI), DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NDC)  
ET DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO)**

1 Vous trouverez ci-joint le rapport du RPPB concernant les rapports de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2022 de l'État-major militaire international (EMI), du Collège de défense de l'OTAN (NDC) et de l'Organisation pour la science et la technologie (STO). L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur ces états financiers ainsi que sur la conformité.

2 Je ne pense pas que cette question doive être examinée plus avant au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au vendredi 12 janvier 2024 à 15h30**, je considérerai que le conseil aura pris note du rapport du RPPB et des rapports de l'IBAN, approuvé les conclusions et les recommandations contenues dans le rapport du RPPB, et donné son accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN et les états financiers de l'EMI, du NDC et de la STO soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg

1 annexe  
2 pièces jointes

Original : anglais

**NATO SANS CLASSIFICATION**



**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE  
L'OTAN (IBAN) SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2022 DE L'ÉTAT-MAJOR  
MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI), DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NDC)  
ET DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO)**

**Rapport du Bureau de la planification  
et de la politique générale des ressources (RPPB)**

Références :

|    |                           |                                                                                                                                             |
|----|---------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A. | IBA-AR(2023)0018          | Rapport sur l'audit des états financiers de l'État-major militaire international (EMI) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022             |
| B. | IBA-AR(2023)0017          | Rapport sur l'audit des états financiers du Collège de défense de l'OTAN (NDC) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022                     |
| C. | IBA-AR(2023)0016          | Rapport sur l'audit des états financiers de l'Organisation pour la science et la technologie (STO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 |
| D. | PO(2022)0516-AS1 (INV)    | Note sur la suite donnée aux rapports de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 de l'EMI, du NDC et de la STO                         |
| E. | C-M(2015)0025             | Règlement financier de l'OTAN (NFR)                                                                                                         |
| F. | BC-D(2015)0260-REV3 (INV) | Règles et procédures financières de l'OTAN (FRP)                                                                                            |
| G. | C-M(2016)0023             | Cadre comptable OTAN (NAF)                                                                                                                  |
| H. | PO(64)379                 | Règlement du personnel civil (RPC) de l'OTAN                                                                                                |
| I. | PO(2015)0052              | Mandat issu du sommet du pays de Galles concernant la transparence et l'obligation de rendre compte                                         |

**INTRODUCTION**

3. Le présent rapport du RPPB concerne le rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2022 de l'État-major militaire international (EMI), du Collège de défense de l'OTAN (NDC) et de l'Organisation pour la science et la technologie (STO). L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de ces organismes ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (documents de référence A, B et C).

**OBJET**

4. Le présent rapport appelle l'attention sur les éléments les plus importants des rapports de l'IBAN afin que le RPPB puisse réfléchir aux questions d'ordre stratégique découlant de l'audit des états financiers des entités OTAN et, s'il y a lieu, recommander au Conseil une ligne de conduite propre à accroître la transparence, à améliorer le compte rendu et à renforcer la cohérence.

## OBSERVATIONS

5. À l'issue de l'audit des états financiers 2022 des trois organismes précités, l'IBAN n'a formulé aucune observation ni recommandation concernant l'EMI, et il a formulé deux observations, assorties de recommandations, pour le NDC et deux également pour la STO. Les observations adressées au NDC concernent d'une part un problème de conformité avec le Règlement financier de l'OTAN (référence E) lors de l'achat de billets d'avion et d'autre part l'incohérence de la présentation des dépenses relatives aux consultants dans les états financiers et dans les états de l'exécution du budget. Les observations adressées à la STO concernent quant à elles la nécessité d'améliorer les mécanismes de contrôle relatifs à la comptabilisation des avances et des coûts liés à la maintenance des navires par la société de gestion de navires, ainsi que le non-respect du NFR et des FRP (référence F) pour l'approvisionnement en électricité. Ces observations et recommandations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers ni sur l'opinion émise au sujet de la conformité.

5.1 NDC – Observation 1. S'agissant de l'achat de billets sur des vols commerciaux par l'intermédiaire d'agences de voyage, l'IBAN recommande au NDC de procéder dans le respect du NFR et des niveaux des limites financières établies (LFE), et s'il y a lieu, de dûment justifier toute demande de dérogation à la procédure d'appel d'offre international (AOI). S'agissant de l'organisation de vols charters, il recommande au NDC de mettre en place un dispositif contractuel, par exemple un accord-cadre avec un certain nombre d'intermédiaires, afin de fluidifier les achats, de réduire la nécessité de déroger régulièrement à la procédure pour cause d'urgence et d'atténuer le risque d'augmentation des prix. Dans ses commentaires officiels, le NDC a expliqué qu'il déterminait la méthode à adopter pour procéder à ses achats sur la base du coût estimatif du service fourni par l'agence (c'est-à-dire sa commission), plutôt que sur la base de la somme de la commission de l'agence et du prix des billets. Il s'est engagé à accorder toute l'attention voulue à la recommandation de l'IBAN lors de ses prochains achats. Par ailleurs, il souscrit à la recommandation visant à la négociation d'accords-cadres avec différents intermédiaires car c'est précisément l'approche qu'il prévoit d'adopter pour tenter de remédier à l'augmentation du prix des transports.

5.1.1 Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que le NDC mène ses activités d'acquisition dans le respect du NFR et des niveaux des LFE et à ce qu'il mette en place un dispositif contractuel qui permette de fluidifier les achats, de réduire la nécessité de déroger régulièrement à la procédure pour cause d'urgence et d'atténuer le risque d'augmentation des prix.

5.2 NDC – Observation 2. S'agissant de l'incohérence de la présentation des dépenses relatives aux consultants dans les états financiers et dans les états de l'exécution du budget, le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que le NDC révise les contrats des professeurs de langue afin que ceux-ci mentionnent clairement le statut de prestataires de services si le NDC ne fait pas appel à ces personnes sur la base des dispositions

du RPC (référence H). Il souscrit également à la recommandation de l'IBAN visant à ce que le NDC veille à ce que le classement comptable et budgétaire des consultants et des prestataires de services soit conforme aux dispositions de leurs contrats respectifs, aux différentes réglementations applicables, à la nature des services fournis et à la méthode choisie pour le recrutement ou pour la passation du contrat. Enfin, il souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que le NDC signale toute modification de la présentation comptable des opérations relatives aux consultants et aux prestataires de services conformément au NAF (référence G) et veille à ce que les informations fournies pour comparaison soient adaptées en conséquence dans les états financiers. Dans ses commentaires officiels, le NDC s'est engagé à veiller à ce que le classement comptable et budgétaire des dépenses relatives aux prestataires de services soit conforme aux dispositions des contrats conclus avec ces prestataires.

5.3 STO – Observation 1. S'agissant de l'observation de l'IBAN concernant la nécessité d'améliorer les mécanismes de contrôle relatifs à la comptabilisation des avances et des coûts liés à la maintenance des navires par la société de gestion de navires, le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes (CMRE) mette en place, avec la société de gestion de navires, une procédure officielle permettant de suivre l'avancement et le coût des travaux de maintenance des navires, le but étant d'assurer la fiabilité de l'évaluation des charges à constater en fin d'exercice selon les principes de la comptabilité d'exercice. Il souscrit également à la recommandation de l'IBAN visant à ce que le CMRE obtienne de la part de la société de gestion de navires une facture récapitulative indiquant les dépenses à imputer sur les avances et à ce qu'il adopte une procédure normalisée pour la vérification des coûts déclarés par la société de gestion de navires, qui soit conforme aux dispositions du contrat-cadre relatives à l'audit, sur la base, par exemple, d'un examen documenté des factures des sous-traitants.

5.4 STO – Observation 2. S'agissant du non-respect du NFR et des FRP pour l'approvisionnement en électricité du Bureau de soutien à la collaboration (CSO), le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que le CSO se conforme aux dispositions de l'article 32.1 du NFR et à la disposition XXXII des FRP concernant les règles applicables dans le cadre de la procédure d'acquisition simplifiée, ainsi que, s'il y a lieu, aux dérogations qui pourraient s'appliquer à la passation de son contrat de fourniture d'électricité.

6. L'IBAN a par ailleurs fait le point, pour les trois entités, sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté qu'au total, une question était toujours en cours de traitement et que huit autres avaient été traitées. À l'issue de l'audit, l'IBAN a considéré que les derniers éléments des observations relatives à l'exercice 2017 qui avaient été adressées aux trois entités, concernant la nécessité d'améliorations dans les domaines de la gestion des risques, du contrôle interne et de l'audit interne, avaient été traités et pouvaient donc être clôturés. Pour le NDC, l'IBAN a également considéré comme traitée l'observation relative à l'efficacité de la politique de gestion des risques du NDC. Et pour la STO, il a fait de même avec les observations

relatives à la comptabilisation des navires de la STO à leur juste valeur, à la nécessité de faire en sorte que les transferts intrabudgétaires effectués par le CSO dans le cadre du report spécial de crédits non engagés aient été préalablement autorisés et à la nécessité de renforcer la procédure sous-tendant l'établissement de la note relative aux parties liées jointe aux états financiers. Enfin, l'IBAN a pu clôturer une observation remontant à 2014 qui portait sur la nécessité d'adapter les pratiques comptables du CMRE à son statut d'entité financée par le client et d'améliorer la comptabilité de gestion par projet. Les observations sont présentées en détail dans les documents de référence A à C.

7. L'année dernière, le Conseil avait invité la STO (référence D) à présenter un plan d'action assorti d'échéances sur ce qui serait fait pour donner suite à l'observation concernant la nécessité d'inscrire à l'actif les coûts d'entretien des navires. La STO a fourni ces informations dans le cadre des commentaires officiels qu'elle a formulés suite à l'audit de ses états financiers de 2022. Elle a ainsi indiqué que les grosses dépenses relatives à l'entretien en cale sèche du navire Alliance seraient inscrites à l'actif en 2023. Elle a précisé qu'en 2022, le Leonardo avait fait l'objet d'un entretien en cale sèche mais le CMRE n'avait pas inscrit ces dépenses à l'actif car il avait estimé que la portion du montant correspondant aux dépenses à inscrire à l'actif et à reclassifier n'était pas significative. Le RPPB suivra de près la mise en application de cette recommandation ainsi que les progrès qui auront été réalisés durant l'exercice 2023.

#### **SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES – QUESTIONS EN COURS DE TRAITEMENT OU À TRAITER DEPUIS PLUS DE TROIS ANS**

8. Dans le document de référence D, le Conseil avait invité l'EMI, le NDC et la STO à présenter, au moment de soumettre leurs commentaires relatifs à l'audit des états financiers de 2022, un plan d'action assorti d'échéances sur ce qui serait fait pour donner suite aux observations et recommandations de l'IBAN qui remonteraient alors à plus de trois ans. Comme l'EMI, le NDC et la STO ont entre-temps fait le nécessaire pour donner suite à toutes les questions qui étaient en cours de traitement ou à traiter depuis plus de trois ans et que l'IBAN a ainsi pu les clôturer, la présentation d'un tel plan d'action n'a plus lieu d'être. Le RPPB félicite l'EMI, le NDC et la STO d'avoir fait le nécessaire à cet égard.

#### **CONCLUSIONS**

9. L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2022 de l'EMI, du NDC et de la STO ainsi que sur la conformité. Il n'a formulé aucune observation ni recommandation concernant l'EMI, et il a formulé deux observations, assorties de recommandations, pour le NDC et deux également pour la STO. À la date de publication des rapports de l'IBAN, une observation relative à un exercice précédent restait à traiter et huit autres avaient été traitées et clôturées.

10. Le RPPB souscrit aux recommandations de l'IBAN visant à ce que le NDC procède à l'achat de ses billets d'avion dans le respect du NFR et à ce qu'il présente correctement les dépenses relatives aux consultants. Il souscrit également aux recommandations de l'IBAN visant à ce que la STO améliore les mécanismes de contrôle relatifs à la comptabilisation des avances et des coûts liés à la maintenance des navires par la société de gestion de navires, et à ce qu'elle respecte le NFR et les FRP pour son approvisionnement en électricité.

11. Le RPPB se félicite que la STO ait fourni un plan d'action dans le cadre la recommandation formulée l'année dernière par l'IBAN au sujet de la nécessité d'inscrire à l'actif les coûts d'entretien des navires. Il suivra de près la mise en application de cette recommandation ainsi que les progrès qui auront été réalisés durant l'exercice 2023.

12. S'agissant des observations remontant à de précédents exercices, le RPPB félicite l'EMI, le NDC et la STO d'avoir fait le nécessaire pour donner suite à toutes les questions qui étaient en cours de traitement ou à traiter depuis plus de trois ans.

## **RECOMMANDATIONS**

13. Le RPPB recommande au Conseil :

- 13.1 de prendre note du présent rapport ainsi que des rapports de l'IBAN cités en référence A à C ;
- 13.2 d'approuver les conclusions formulées aux paragraphes 7 à 10 du présent rapport ;
- 13.3 d'autoriser la communication au public des états financiers 2022 de l'EMI, du NDC et de la STO, des rapports de l'IBAN correspondants ainsi que du présent rapport, en vertu de la politique agréée dans le document de référence I.



International Board of Auditors for NATO  
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



**NATO SANS CLASSIFICATION**

IBA-A(2023)0084  
25 août 2023

À : Secrétaire général  
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN  
Directeur général de l'État-major militaire international  
Contrôleur des finances de l'État-major militaire international  
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources  
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources  
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'État-major militaire international (EMI) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 – IBA-AR(2023)0018***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport approuvé par l'IBAN ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2022 de l'EMI ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Radek Visinger  
Président

Pièces jointes : voir ci-dessus.

**NATO SANS CLASSIFICATION**

-1-

**Note succincte  
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN)  
à l'intention du Conseil  
sur l'audit des états financiers  
de l'État-major militaire international (EMI)  
pour l'exercice clos le 31 décembre 2022**

L'État-major militaire international (EMI) est la principale entité militaire du siège de l'OTAN. C'est l'organe exécutif du Comité militaire, qui est la plus haute instance militaire de l'OTAN. L'EMI a pour rôle de fournir au Comité militaire des avis militaires à caractère stratégique ainsi qu'un soutien administratif. Il est également chargé de veiller à ce que les politiques et décisions du Comité militaire soient dûment appliquées par les organismes OTAN concernés. Le budget de l'EMI couvre les programmes de travail du Secrétariat des C3 du siège de l'OTAN (NHQC3S) et du Bureau du directeur des systèmes d'information de l'OTAN (OCIO).

L'EMI présente aussi les états financiers des éléments suivants, qui ont leur propre budget :

- le Bureau OTAN de normalisation (NSO), bureau indépendant composé de personnel militaire et de personnel civil, placé sous la responsabilité d'un directeur et chargé de lancer, de coordonner, de soutenir et d'administrer les activités de normalisation menées sous l'autorité du Comité de normalisation ;
- le programme d'ouverture de l'EMI, qui couvre les activités de partenariat menées avec des pays d'Afrique du Nord (Dialogue méditerranéen), avec des pays du Moyen-Orient (Initiative de coopération d'Istanbul) ou avec l'Afghanistan, l'Iraq, le Pakistan ou l'Union africaine (autres coopérations militaires).

Les états financiers de l'EMI, du NSO et du programme d'ouverture sont réunis en un tout qui fait l'objet du présent rapport.

Le montant total des dépenses (EMI, NSO et activités d'ouverture) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est établi à 38,7 millions d'euros.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation. Il a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que la dernière question encore en suspens avait été traitée.

Le rapport d'audit a été transmis à l'EMI, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

25 août 2023

**COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN**

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS  
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI)  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022**

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2024)0007 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD*****Audit des états financiers*****Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'État-major militaire international (EMI) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2022. Diffusés sous la cote IMS-FC 290320 et soumis à l'IBAN le 31 mars 2023, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2022, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2022, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de l'EMI au 31 décembre 2022 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

**Justification de l'opinion émise sur les états financiers**

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2000-2899).

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

**Responsabilité de la direction concernant les états financiers**

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de l'EMI sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel

qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

### **Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers**

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué selon des normes conformes aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués sur la base de normes conformes aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;
- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation

considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;

- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

### ***Audit de conformité***

#### **Opinion sur la conformité**

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

**Justification de l'opinion émise sur la conformité**

L'IBAN a effectué l'audit de conformité en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899).

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

**Responsabilité de la direction concernant la conformité**

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

**Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité**

Selon sa charte, en plus d'être chargé de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 25 août 2023



Radek Visinger  
Président

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que la dernière question encore en suspens avait été traitée.

Le rapport d'audit a été transmis à l'EMI, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

## SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN) ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

| OBSERVATION/RECOMMANDATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ                                                                                                                                                                                                            | ÉTAT DE LA QUESTION             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| <p><b>(1) Exercice 2017</b><br/> <b>IBA-AR(2018)0005, paragraphe 1</b></p> <p><b>NÉCESSITÉ D'APPORTER DES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DU CONTRÔLE INTERNE, DE LA GESTION DES RISQUES ET DE L'AUDIT INTERNE</b></p> <p><b>Recommandation de l'IBAN</b></p> <p>a) Élaborer une politique de gestion des risques, notamment du risque financier, qui soit applicable à toute l'entité.</p> <p>b) Consigner par écrit les procédures de contrôle interne et de gestion des risques en place pour les principaux processus opérationnels de l'EMI et évaluer la conformité avec le cadre de contrôle interne choisi.</p> | <p>a) Question <b>traitée</b>.<br/> Voir IBA-AR(2019)0008.</p> <p>b) Question <b>traitée</b>.</p> <p>L'IMS a évalué et mis par écrit les principaux processus de son système de contrôle interne et de gestion des risques, lequel</p> | <p>Question <b>traitée</b>.</p> |

| OBSERVATION/RECOMMANDATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | ÉTAT DE LA QUESTION |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| <p>a) Améliorer la communication des informations dans la déclaration sur le contrôle interne afin d'en assurer la conformité avec les FRP XII.</p> <p>d) Effectuer un audit interne, en recourant à l'externalisation si cette option est jugée plus appropriée, aux fins d'une évaluation complète de l'efficacité du système de contrôle interne et de gestion des risques dans l'ensemble de l'entité.</p> | <p>a) atteint un niveau de maturité satisfaisant. Le nouvel administrateur responsable du contrôle interne pour le groupe de budgets de l'EMI, nommé en 2022, est notamment chargé de procéder à un examen systématique et structuré des risques associés à ces processus et à leur actualisation.</p> <p>c) Question <b>traitée</b>.<br/>Voir IBA-AR(2019)0008.</p> <p>d) Question <b>traitée</b>.</p> <p>En 2022, l'EMI a demandé à l'auditeur interne de la NCIO de procéder officiellement à une deuxième autoévaluation du système de contrôle interne de l'EMI. Un risque (lié à l'utilisation des applications informatiques) a été mis en évidence, et des possibilités d'amélioration ont été trouvées dans plusieurs domaines.</p> <p>Par ailleurs, comme recommandé par la commission consultative sur l'audit de l'EMI, il a été décidé avec l'auditeur interne de la NCIO que les accords sur les niveaux de service conclus entre l'EMI et le Secrétariat international feraient l'objet d'un réexamen. L'IBAN estime que l'EMI a ainsi mis en œuvre la recommandation qu'il avait faite, à savoir effectuer un audit interne, en recourant à l'externalisation si cette option était jugée plus appropriée, aux fins d'une évaluation complète de</p> |                     |

| OBSERVATION/RECOMMANDATION | MESURES PRISES<br>PAR L'ENTITÉ                                                                              | ÉTAT DE LA<br>QUESTION |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|                            | l'efficacité du système de<br>contrôle interne et de<br>gestion des risques dans<br>l'ensemble de l'entité. |                        |

**COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI)  
SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES  
AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)**

***Commentaires officiels de l'EMI***

*Nous notons avec satisfaction que l'IBAN a émis des opinions sans réserve. Nous  
n'avons pas de commentaire officiel ou factuel à formuler.*

## GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



**NATO SANS CLASSIFICATION**

25 août 2023

IBA-A(2023)0077

À : Secrétaire général  
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN  
Commandant du Collège de défense de l'OTAN  
Contrôleur des finances de l'État-major militaire international  
Chef de la Branche Budget et finances du Collège de défense de l'OTAN  
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources  
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources  
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers du Collège de défense de l'OTAN (NDC) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 – IBA-AR(2023)0017***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport approuvé par l'IBAN ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2022 du Collège de défense de l'OTAN ainsi que sur la conformité pour cet exercice 2012.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Radek Visinger  
Président

Pièces jointes : voir ci-dessus.

**NATO SANS CLASSIFICATION**

-1-

**Note succincte  
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN  
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers  
du Collège de défense de l'OTAN (NDC)  
pour l'exercice clos le 31 décembre 2022**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers du Collège de défense de l'OTAN (NDC), qui est chargé d'organiser des stages et d'autres programmes conçus pour préparer des officiers et des responsables appelés à servir à des postes importants à l'OTAN ou en lien avec l'OTAN, et pour faire connaître les initiatives et les intérêts de l'OTAN. Le montant total des dépenses du NDC pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est établi à 13,3 millions d'euros (MEUR).

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2022 du NDC ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise. Elles portent sur les points suivants :

1. Problème de conformité avec le NFR lors de l'achat de billets d'avion
2. Incohérence de la présentation des dépenses relatives aux consultants dans les états financiers et dans les états de l'exécution du budget.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que les deux questions qui subsistaient étaient désormais traitées.

Le rapport d'audit a été transmis au NDC, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

25 août 2023

**COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN**

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS  
DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NDC)  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022**

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2024)0007 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE  
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

**Audit des états financiers****Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers du Collège de défense de l'OTAN (NDC) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2022. Diffusés sous la cote IMSTAM(FC)-0008-2023 et soumis à l'IBAN le 31 mars 2023, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2022, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2022, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière du NDC au 31 décembre 2022 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

**Justification de l'opinion émise sur les états financiers**

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2000-2899).

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

**Responsabilité de la direction concernant les états financiers**

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers du NDC sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

**Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers**

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué sur la base de normes conformes aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués sur la base de normes conformes aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une

inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

**Audit de conformité****Opinion sur la conformité**

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

**Justification de l'opinion émise sur la conformité**

L'IBAN a effectué l'audit de conformité en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899).

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

**Responsabilité de la direction concernant la conformité**

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

**Responsabilités de l'IBAN concernant la conformité**

Selon sa charte, en plus d'être chargé de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 25 août 2023



Radek Visinger  
Président

**OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS**

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Problème de conformité avec le NFR lors de l'achat de billets d'avion
2. Incohérence de la présentation des dépenses relatives aux consultants dans les états financiers et dans les états de l'exécution du budget.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que les deux questions qui subsistaient étaient désormais traitées.

Le rapport d'audit a été transmis au Collège de défense de l'OTAN (NDC), dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

## **1. PROBLÈME DE CONFORMITÉ AVEC LE NFR LORS DE L'ACHAT DE BILLETS D'AVION**

**Contexte**

1.1 Selon l'article 32.1 du Règlement financier de l'OTAN (NFR), l'activité d'acquisition et de passation de marchés à l'OTAN doit être conforme aux principes suivants :

« a) l'acquisition, en temps voulu, de biens et de services se fait autant que possible par appel à la concurrence, [...] par application des procédures d'acquisition approuvées ;

(b) l'acquisition des biens et services se fait d'une manière transparente et équitable sur la base du principe de non-discrimination et d'équité, en vertu duquel les fournisseurs admissibles se voient donner les mêmes chances et réserver le même traitement ».

1.2 De plus, d'après les alinéas a) et b) du paragraphe 5 de la section XXXII des règles et procédures financières (FRP) de l'OTAN :

« (a)(iii) pour les biens et services dont le coût estimatif est supérieur au double du niveau B des LFE (40 000 EUR) mais inférieur au niveau D des LFE (160 000 EUR), au moins cinq fournisseurs dont il est avéré qu'ils satisfont aux normes techniques et aux critères commerciaux sont invités à soumissionner.

(b) Procédure d'acquisition formelle : appels d'offres et de propositions internationaux pour tous les marchés d'un montant supérieur au niveau D des LFE (160 000 EUR) ».

1.3 S'agissant des dérogations aux règles et procédures d'application pour les acquisitions, le paragraphe 5 de la section XXXII des FRP précise :

« Les dérogations aux prescriptions exposées ci-dessus ne peuvent être accordées par le contrôleur des finances que pour des raisons de sécurité, en cas d'urgence, à des fins de normalisation de matériels ou dans des circonstances exceptionnelles. Lorsque le montant total est supérieur au niveau E des LFE (800 000 EUR), le dossier est soumis à la décision du Comité des budgets ».

1.4 Dans le cadre des activités de formation qu'il organise, le NDC est régulièrement amené à réserver des billets sur des vols commerciaux ou à réserver des vols charters auprès d'agences de voyage ou d'autres intermédiaires. Les vols commerciaux ont lieu selon des horaires prédéterminés, ils sont accessibles à tous et ils peuvent faire l'objet de réservations individuelles. Les vols charters sont des vols sur mesure, à l'usage exclusif de l'affréteur, et offrent une totale flexibilité s'agissant des horaires, des itinéraires et du choix de l'appareil.

### Observations

1.5 En 2022, l'État-major militaire international (EMI) et le contrôleur des finances du NDC ont à deux reprises approuvé des engagements dérogeant à la procédure qui est normalement d'application pour l'achat de billets sur des vols commerciaux ou la réservation de vols charters.

1.6 Dans un cas, le NDC a acheté par l'intermédiaire d'une agence de voyage des billets d'avion pour le transport d'un groupe de plus de cent personnes. L'agence avait présenté au NDC un devis de 169 616 EUR pour l'achat de ces billets, soit un montant supérieur au niveau D des LFE. Il aurait donc fallu, d'après les FRP, procéder à un appel d'offres international (AOI). L'agence a ensuite adressé sa facture au NDC, le coût des billets s'établissant au final à 154 900 EUR.

1.7 Compte tenu du fait qu'il s'agissait d'un vol commercial, le NDC a considéré que c'est à l'agence de voyage qu'il était principalement lié et non pas à la compagnie aérienne, et que ce n'est donc que le prix de la prestation fournie par cette agence, à savoir sa commission, qu'il fallait prendre en considération pour déterminer la nécessité de recourir à un appel d'offres ou pas.

1.8 L'IBAN est néanmoins d'avis que l'estimation des crédits nécessaires doit inclure tant le prix des billets que le coût de la commission et que c'est sur cette base que doit être choisie la méthode d'acquisition appropriée. Cela tient au fait que la prestation inclut la fourniture de billets, comme en atteste la facture émise par l'agence.

1.9 Par ailleurs, déléguer à une tierce partie la tâche de recherche de la meilleure offre sur le marché n'exempte par le NDC de se conformer aux règles qui sont d'application pour l'achat de billets sur des vols commerciaux. L'agence de voyage est un intermédiaire, non soumis aux règles applicables à l'OTAN, et il ne faut pas voir dans le recours à un tel intermédiaire le moyen de ne pas se conformer à ces règles.

1.10 Sachant que le coût estimatif de ces billets était supérieur au niveau D des LFE, le NDC aurait dû procéder à un AOI. L'IBAN reconnaît toutefois que, dans la pratique, le

recours à une telle procédure pour l'achat de billets sur des vols commerciaux peut se révéler impossible puisque le prix de ces billets est fixe et non négociable.

1.11 Cela dit, le NDC n'a produit aucun justificatif à l'appui de sa dérogation aux règles applicables, comme par exemple l'évocation de circonstances exceptionnelles sur la base de la section XXXII des FRP. Le NDC ne s'est donc pas pleinement conformé au NFR.

1.12 Dans le deuxième cas, souhaitant affréter un avion pour un montant de 198 200 EUR, le NDC a demandé à déroger à l'obligation d'AOI en appliquant une procédure simplifiée consistant à n'inviter que cinq fournisseurs à soumissionner. La raison invoquée à l'appui de cette demande de dérogation était que le délai nécessaire au lancement d'une procédure d'appel d'offres international en bonne et due forme était trop long par rapport au temps disponible avant la visite d'étude pour laquelle ce transport était requis.

1.13 Bien qu'il soit conscient des difficultés auxquelles le NDC se trouve confronté au moment de conclure avec les pays hôtes des accords logistiques pour l'organisation de telles visites, l'IBAN estime qu'il s'agit là de tâches courantes pour le NDC et que le recours aux vols charters est une solution se prêtant parfaitement à l'anticipation et à la proactivité en matière de contrats. Il convient donc que le recours à l'affrètement ne fasse pas systématiquement l'objet de dérogations pour cause d'urgence, l'urgence relevant normalement des circonstances exceptionnelles, comme indiqué dans le NFR.

1.14 Une option serait de mettre en place un contrat-cadre pour l'achat de services de charter auprès d'un pool d'intermédiaires qui auraient été présélectionnés selon la méthode de l'AOI, lorsqu'il y a lieu. Cela permettrait de fluidifier les achats et de réduire la nécessité de déroger régulièrement à la procédure, et cela pourrait également contribuer à atténuer le risque d'augmentation des prix.

### **Recommandations**

1.15 L'IBAN recommande au NDC :

- a) s'agissant de l'achat de billets sur des vols commerciaux par l'intermédiaire d'agences de voyage, de procéder dans le respect du NFR et des niveaux des LFE, et s'il y a lieu, de dûment justifier toute demande de dérogation à la procédure d'AOI ;
- b) s'agissant de l'organisation de vols charters, de mettre en place un dispositif contractuel, par exemple un accord-cadre avec un certain nombre d'intermédiaires, afin de fluidifier les achats, de réduire la nécessité de déroger régulièrement à la procédure pour cause d'urgence et d'atténuer le risque d'augmentation des prix.

## 2. INCOHÉRENCE DE LA PRÉSENTATION DES DÉPENSES RELATIVES AUX CONSULTANTS DANS LES ÉTATS FINANCIERS ET DANS LES ÉTATS DE L'EXÉCUTION DU BUDGET

### Contexte

2.1 Selon son préambule, le Règlement du personnel civil (RPC) s'applique à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord dans son ensemble et régit l'administration du personnel de chacun des organismes OTAN appartenant aux catégories suivantes : personnel civil international, consultant(e)s, et personnel (civil) temporaire.

2.2 Dans le chapitre XVI, il est précisé, à propos des consultants :

« 68.1 Le chef d'organisme OTAN peut, en cas de besoin, faire appel au concours de consultant(e)s.

68.2 Par consultant(e), il faut entendre toute personne experte ou spécialiste reconnue, engagée à titre consultatif ou technique ».

2.3 Par ailleurs, dans les directives internes relatives à l'emploi de personnel temporaire et de consultants établies à l'intention des administrateurs OTAN (AP-WP(2009)0001-Final, du 17 mars 2010), il est stipulé que « 3.6. Avant que soit prise la décision d'engager un consultant au titre du chapitre XVI du RPC, il convient réfléchir à la possibilité de se procurer ces services dans le cadre des procédures d'acquisition et de passation de marchés de l'organisme OTAN concerné, en particulier si la valeur du contrat devait être supérieure au niveau déclenchant une mise en concurrence d'après le Règlement financier de l'OTAN ».

2.4 Quant à la directive du Comité des budgets sur l'élaboration des projets de budget militaire et sur les exigences à respecter en matière de compte rendu de l'exécution des budgets (BC-D(2021)0046-REV2), elle précise, au paragraphe 1.9.5, que :

« les catégories et définitions figurant dans le Règlement du personnel civil (RPC) de l'OTAN et dans le MC/0216/AAP16(D) doivent être strictement respectées, y compris dans le cas des consultants et du personnel temporaire. Le Comité des budgets continuera d'exiger que les consultants (c'est-à-dire toute personne experte ou spécialiste reconnue, engagée à titre consultatif ou technique) soit clairement distinguée, du point de vue budgétaire, des contractants chargés de fournir des biens ou des services ».

2.5 Dans les paragraphes 1.9.5.2 et suivants, il est dit également que :

« Les dépenses relatives aux consultants qui sont engagés au titre de l'article XVI du RPC, pour lesquels on peut considérer qu'il existe une relation employé-employeur, doivent être inscrites au CASA 711200 – Consultants. [...] Contractants : Les dépenses relatives aux contractants sont à imputer sur le chapitre 2 ».

2.6 Par ailleurs, il est dit au paragraphe 42 de l'IPSAS 1 que :

« La présentation et la classification des postes dans les états financiers doivent être conservées d'une période à l'autre, à moins :

(a) qu'il soit apparent, suite à un changement important de la nature des activités de l'entité ou à un examen de la présentation de ses états financiers, qu'une autre présentation ou classification serait plus adéquate eu égard aux critères de sélection et d'application des méthodes comptables selon IPSAS 3 ; ou

(b) qu'une IPSAS impose un changement de présentation ».

2.7 Et il est stipulé au paragraphe 44 qu'« une entité ne modifie la présentation de ses états financiers que si la présentation modifiée fournit des informations fiables et plus pertinentes pour les utilisateurs des états financiers et si la structure modifiée est susceptible de perdurer, de manière à ne pas affecter la comparabilité. Lorsque de tels changements de présentation sont réalisés, une entité reclasse ses informations comparatives selon les paragraphes 55 et 56 ».

### Observations

2.8 Le NDC fait appel à trois types de consultant dans le cadre de son activité principale, qui consiste à organiser des formations à l'intention de hauts responsables OTAN : des professeurs de langue, des interprètes et des conférenciers.

2.9 Ces consultants sont recrutés à l'issue d'un processus de sélection mené par la Direction académique et les Services linguistiques, sans recours à une mise en concurrence. Les contrats des consultants ne se présentent pas sous la même forme, et seuls les contrats des professeurs de langue font explicitement référence au chapitre XVI du RPC.

2.10 Jusqu'à l'exercice 2021, le coût de la rémunération de ces trois types de consultant était consigné au chapitre 1 (Dépenses de personnel) de l'état de l'exécution du budget. Mais, pour l'exercice 2022, le coût des prestations des professeurs de langue, soit 74 240 EUR, a été notifié au chapitre 2 (Services), alors que les dépenses relatives aux autres catégories de consultant continuaient d'apparaître au chapitre 1.

2.11 D'après les informations dont nous disposons, ce reclassement tient au fait que le NDC a estimé que les professeurs de langue devaient en réalité être traités comme des prestataires de services puisqu'ils sont chargés de dispenser des cours de langue de qualité professionnelle. Et le NDC entend, à compter de l'exercice 2023, appliquer aussi ce reclassement aux conférenciers, considérant que ceux-ci dispensent des conférences spécialisées, à des fins spécifiques, en dehors de toute relation employé-employeur. Ce reclassement ne s'appliquera néanmoins pas aux interprètes, que le NDC continuera de considérer comme des consultants, en consignait les dépenses correspondantes au chapitre 1 de l'état de l'exécution du budget.

2.12 Cependant, comme indiqué plus haut, les contrats liant les professeurs de langue au NDC sont fondés sur le RPC. Par conséquent, les dépenses correspondantes doivent être inscrites au chapitre 1, sous la rubrique Personnel, conformément aux exigences de compte rendu exposées dans la directive du Comité des budgets. Et ce classement doit être

maintenu jusqu'à ce que les contrats de ces personnes soient officiellement révisés et reflètent leur nouveau statut juridique, en tant que prestataires de services.

2.13 Enfin, conformément aux IPSAS 1 et 3 du cadre comptable OTAN, une fois le reclassement effectué, il convient de signaler le changement de méthode comptable dans une note puisqu'il affecte la présentation de l'état de la performance financière et la ventilation des dépenses entre les différentes catégories de consultant aux chapitres 1 et 2. Il convient aussi d'adapter les informations relatives à l'exercice précédent qui sont fournies pour comparaison afin qu'elles correspondent à la nouvelle méthode de comptabilisation. Nous avons cependant constaté que les états financiers ne mentionnaient aucun de ces éléments.

### **Recommandations**

2.14 L'IBAN recommande au NDC :

- a) de réviser les contrats des professeurs de langue afin que ceux-ci mentionnent clairement le statut de prestataires de services si le NDC ne fait pas appel à ces personnes sur la base des dispositions du RPC ;
- b) de veiller à ce que le classement comptable et budgétaire des consultants et des prestataires de services soit conforme aux dispositions de leurs contrats respectifs, aux différentes réglementations applicables, à la nature des services fournis et à la méthode choisie pour le recrutement ou pour la passation du contrat ;
- c) de signaler toute modification de la présentation comptable des opérations relatives aux consultants et aux prestataires de services conformément au cadre comptable OTAN et de veiller à ce que les informations fournies pour comparaison soient adaptées afin de tenir compte de la nouvelle présentation.

### **SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES**

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN) ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

| OBSERVATION/RECOMMANDATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | ÉTAT DE LA QUESTION      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| <p><b>(1) Exercice 2019</b><br/>IBA-AR(2020)0006, paragraphe 1</p> <p><b>EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES DU NDC</b></p> <p><b>Recommandations de l'IBAN</b><br/>L'IBAN recommande au NDC de renforcer ses procédures de gestion des risques afin de garantir leur efficacité dans le respect de l'article 11 du NFR, et de demander ensuite à son auditeur interne d'évaluer ces procédures à des fins de contrôle et de validation, comme le prévoient les FRP XI (5).</p> | <p>En décembre 2021, l'auditeur interne a publié un rapport intitulé « Suivi de la mission d'audit interne sur la gestion des risques relative au groupe de budgets de l'EMI ». Dans ce rapport, il énumérait les améliorations qui restaient nécessaires pour une pleine mise en œuvre de la politique de gestion des risques (s'agissant notamment des propriétaires des risques, des risques/mesures d'atténuation, etc.).</p> <p>En 2022, cette politique de gestion des risques a été pleinement mise en œuvre par le NDC. Il a été remédié aux failles mises au jour dans la gestion des risques grâce à l'établissement d'un cadre de gouvernance, à un renforcement des processus et à la mise en place d'outils permettant d'intégrer la gestion des risques dans le processus de prise de décision au quotidien. Tout au long de 2022, les risques et les mesures d'atténuation correspondantes ont été gérés au moyen d'un ensemble complet de dispositions intégrées et transversales. Il s'agissait notamment d'associer les propriétaires des risques à l'évaluation semestrielle et au processus de réexamen des risques, et de faire en sorte que le Groupe de commandement assure un suivi rapproché des risques critiques.</p> | <p>Question traitée.</p> |

| OBSERVATION/RECOMMANDATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | MESURES PRISES<br>PAR L'ENTITÉ                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | ÉTAT DE LA<br>QUESTION   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| <p>(2) Exercice 2017<br/>IBA-AR(2018)0006, paragraphe 1</p> <p><b>NÉCESSITÉ D'APPORTER DES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DU CONTRÔLE INTERNE, DE LA GESTION DES RISQUES ET DE L'AUDIT INTERNE</b></p> <p><b>Recommandations de l'IBAN</b><br/>L'IBAN recommande au NDC de mettre par écrit les procédures de contrôle interne et de gestion des risques en place pour les principaux processus opérationnels et d'évaluer la conformité avec le cadre de contrôle interne choisi.</p> | <p>Le NDC a évalué et mis par écrit les principales procédures de son système de contrôle interne et de gestion des risques, lequel a désormais atteint un niveau de maturité satisfaisant. Le nouvel administrateur responsable du contrôle interne pour le groupe de budgets de l'EMI, nommé en 2022, est notamment chargé de procéder à un examen systématique et structuré des risques associés à ces procédures et de les actualiser.</p> | <p>Question traitée.</p> |

**COMMENTAIRES OFFICIELS DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NDC) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)****OBSERVATION N°1 :  
PROBLÈME DE CONFORMITÉ AVEC LE NFR LORS DE L'ACHAT DE BILLETS D'AVION****Commentaires officiels du NDC**

*Le NDC ne souscrit pas à cette observation.*

*Le NDC souscrit partiellement à la recommandation formulée par l'IBAN. Voici son commentaire officiel :*

- a) *Conformément à l'IPSAS 9, l'agence de voyage agit en tant que mandataire du NDC pour procurer à ce dernier les transports aériens dont il a besoin. En recueillant le prix des billets d'avion, l'agence n'accède pas à des avantages économiques ou à un potentiel de service, les montants correspondants étant exclu de ses recettes. Seul le montant de sa commission est enregistré en tant que produit.*

*Le NDC détermine donc la méthode à adopter pour procéder à ses achats sur la base du coût estimatif du service fourni par l'agence (c'est-à-dire sa commission), plutôt que sur la base de la somme de la commission de l'agence et du prix des billets. Le NDC accordera à la recommandation de l'IBAN toute l'attention voulue lors de ses prochains achats.*

- b) *Le NDC souscrit à la recommandation visant à la négociation d'accords-cadres avec différents intermédiaires car c'est précisément l'approche qu'il prévoit d'adopter pour tenter de remédier à l'augmentation du prix des transports.*

**Position de l'IBAN**

**Si l'agence de voyage agit en tant que mandataire du NDC, cela signifie que le NDC est son mandant. Le NDC doit donc déterminer la méthode à appliquer pour l'achat de billets d'avion sur la base du coût estimatif total de son achat, soit la commission plus le prix des billets d'avion. L'IBAN maintient donc sa sous-recommandation a).**

**Sachant par ailleurs que d'autres dispositions contractuelles peuvent s'appliquer, l'IBAN a modifié en conséquence sa sous-recommandation b).**

**OBSERVATION N° 2 :  
INCOHÉRENCE DE LA PRÉSENTATION DES DÉPENSES RELATIVES  
AUX CONSULTANTS DANS LES ÉTATS FINANCIERS ET DANS LES ÉTATS  
DE L'EXÉCUTION DU BUDGET**

**Commentaires officiels du NDC**

*Le NDC souscrit à la recommandation de l'IBAN.*

*Le NDC veillera à ce que le classement comptable et budgétaire des dépenses relatives aux prestataires de services soit conforme aux dispositions des contrats conclus avec ces prestataires. Il veillera également à notifier tout changement de méthode comptable et à adapter en conséquence les montants fournis pour comparaison, en signalant toute rectification d'importance significative, conformément aux dispositions de l'IPSAS 3 du cadre comptable OTAN.*

**SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES**

**(1) Exercice 2019**

**IBA-AR(2020)0006, paragraphe 1**

**EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES DU NDC**

**Commentaires officiels du NDC**

*Le NDC souscrit à l'analyse de l'IBAN.*

*Il n'a aucun commentaire à formuler.*

**(2) Exercice 2017**

**IBA-AR(2018)0006, paragraphe 1**

**NÉCESSITÉ D'APPORTER DES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DU  
CONTRÔLE INTERNE, DE LA GESTION DES RISQUES ET DE L'AUDIT INTERNE**

**Commentaires officiels du NDC**

*Le NDC souscrit à l'analyse de l'IBAN.*

*Il n'a aucun commentaire à formuler.*

## GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et lorsque rien ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque des problèmes particuliers lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



**NATO SANS CLASSIFICATION**

25 août 2023

IBA-A(2023)0075

À : Secrétaire général  
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN  
Conseiller scientifique de l'OTAN et président du Comité pour la science et la technologie  
Président du sous-groupe Finances et Audit de l'Organisation pour la science et la technologie  
Directrice du Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes  
Directeur du Bureau de soutien à la collaboration  
Contrôleur des finances de l'État-major militaire international/l'Organisation pour la science et la technologie  
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources  
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources  
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'Organisation pour la science et la technologie (STO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 – IBA-AR(2023)0016***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport approuvé par l'IBAN ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2022 de la STO ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Radek Visinger  
Président

Pièces jointes : voir ci-dessus.

**NATO SANS CLASSIFICATION**

-1-

**Note succincte  
du Collège international  
des auditeurs externes de l'OTAN  
à l'intention du Conseil  
sur l'audit des états financiers  
de l'Organisation pour la science et la technologie (STO)  
pour l'exercice clos le 31 décembre 2022**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation pour la science et la technologie (STO), entité OTAN présentant des états financiers créée le 1<sup>er</sup> juillet 2012. La STO a pour mission de contribuer à ce que les investissements réalisés par les pays et par l'OTAN dans le domaine de la science et de la technologie jouent le rôle de catalyseurs stratégiques des savoirs et de l'avantage technologique pour la posture de défense et de sécurité des pays membres et des pays partenaires de l'OTAN.

La STO comporte trois organes exécutifs : le Bureau du conseiller scientifique (OCS), implanté à Bruxelles (Belgique) et placé sous l'autorité du conseiller scientifique, le Bureau de soutien à la collaboration (CSO), implanté à Neuilly-sur-Seine (France) et placé sous l'autorité de son directeur, et le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes (CMRE), implanté à La Spezia (Italie) et placé sous l'autorité de son directeur.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise. Elles portent sur les points suivants :

3. Nécessité d'améliorer les mécanismes de contrôle relatifs à la comptabilisation des avances et des coûts liés à la maintenance des navires par la société de gestion des navires
4. Non-respect du Règlement financier et des règles et procédures financières de l'OTAN pour l'approvisionnement en électricité

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que cinq questions avaient été traitées et qu'une autre était toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la STO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Les observations et recommandations qui ne figurent pas dans le présent rapport d'audit font l'objet d'une lettre qui a été adressée à la direction de la STO. En effet, l'IBAN estime que les questions soulevées relèvent de la responsabilité de celle-ci.

25 août 2023

**COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN**

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS  
DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE  
(STO)  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022**

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2024)0007 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE  
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

**Audit des états financiers****Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation pour la science et la technologie (STO) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2022. Diffusés sous la cote STO-OCS(2023)0030 et soumis à l'IBAN le 31 mars 2023, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2022, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2022, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la STO au 31 décembre 2022 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

**Justification de l'opinion émise sur les états financiers**

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2000-2899).

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

**Responsabilité de la direction concernant les états financiers**

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de la STO sont établis en application

des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

### **Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers**

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué sur la base de normes conformes aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués sur la base de normes conformes aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

### ***Audit de conformité***

#### **Opinion sur la conformité**

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

#### **Justification de l'opinion émise sur la conformité**

L'IBAN a effectué l'audit de conformité en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes

internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899).

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

### **Responsabilité de la direction concernant la conformité**

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le Comité pour la science et la technologie (STB), présidé par le conseiller scientifique, est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

### **Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité**

Selon sa charte, en plus d'être chargé de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 25 août 2023



Radek Visinger  
Président

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

3. Nécessité d'améliorer les mécanismes de contrôle relatifs à la comptabilisation des avances et des coûts liés à la maintenance des navires par la société de gestion des navires
4. Non-respect du Règlement financier et des règles et procédures financières de l'OTAN pour l'approvisionnement en électricité

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que cinq questions avaient été traitées et qu'une autre était toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la STO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Les observations et recommandations qui ne figurent pas dans le présent rapport d'audit font l'objet d'une lettre qui a été adressée à la direction de la STO. En effet, l'IBAN estime que les questions soulevées relèvent de la responsabilité de celle-ci.

### **3. NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE RELATIFS À LA COMPTABILISATION DES AVANCES ET DES COÛTS LIÉS À LA MAINTENANCE DES NAVIRES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION DES NAVIRES**

#### **Contexte**

3.1 Comme le prévoit le Règlement financier de l'OTAN (NFR), il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle financier interne et de l'établissement des états financiers conformément au cadre comptable OTAN.

3.2 Aux termes de l'article 34.2 du NFR, « *les états financiers de tous les organismes OTAN sont établis selon les principes de la comptabilité d'exercice* ».

3.3 Selon le cadre comptable OTAN (IPSAS 1), « *les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie d'une entité. La présentation d'une image fidèle nécessite une représentation sincère des effets des transactions, autres événements et conditions selon les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges exposés dans les IPSAS.* »

3.4 La STO comporte trois organes exécutifs : le Bureau du conseiller scientifique (OCS), implanté à Bruxelles (Belgique) et placé sous l'autorité du conseiller scientifique, le Bureau de soutien à la collaboration (CSO), implanté à Neuilly-sur-Seine (France) et placé sous l'autorité de son directeur, et le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes (CMRE), implanté à La Spezia (Italie) et placé sous l'autorité de son directeur.

3.5 En décembre 2021, le CMRE a souscrit un contrat pour la gestion technique de ses deux navires, le Leonardo et l'Alliance. La société de gestion qu'il a choisie est ainsi chargée, entre autres, « *d'organiser et de superviser la mise en cale sèche, les réparations, les modifications et la maintenance du navire de manière à satisfaire aux normes agréées avec les propriétaires, sous réserve que les gestionnaires soient autorisés à engager les dépenses nécessaires pour que le navire réponde à toutes les exigences et recommandations de la société de classification et respecte la législation de l'État du pavillon ainsi que de tout autre endroit où il peut être amené à opérer* ». Concrètement, il s'agit d'un contrat-cadre, la société de gestion de navires faisant appel à différents sous-traitants et fournisseurs pour les travaux à effectuer sur les navires.

3.6 Le CMRE est contractuellement tenu de verser régulièrement des avances pour financer les dépenses que devra engager la société, sur la base du budget qui aura été établi : « *Après approbation du budget, les gestionnaires préparent et soumettent aux propriétaires leur estimation du besoin en fonds de roulement et, chaque mois, ils demandent par écrit aux propriétaires de verser les fonds dont ils auront besoin pour gérer le navire pendant le mois qui suit, c'est-à-dire pour couvrir toute dépense occasionnelle ou extraordinaire, comme les réparations d'urgence, les assurances supplémentaires ou l'achat d'hydrocarbures de soute. Les fonds doivent parvenir aux gestionnaires dans les dix jours de la réception par les propriétaires de la demande de paiement. Ils sont détenus au nom des propriétaires sur un compte séparé* ».

3.7 Par ailleurs, le contrat prévoit que la société de gestion de navires applique les principes de la comptabilité d'exercice à toutes les charges relatives à la maintenance des navires : « *Les gestionnaires tiennent en permanence une comptabilité fidèle et correcte des prestations fournies, dans le respect des normes internationales d'information financière applicables ou de toute autre norme dont les parties conviendraient ; ils enregistrent notamment tous les coûts et toutes les dépenses, et ils établissent pour chaque navire une comparaison entre les recettes et les dépenses budgétisées et les recettes et les dépenses effectives, sous la forme et à la fréquence qui auront été mutuellement agréées.* »

3.8 Le CMRE est autorisé à consulter et à récupérer toute information comptable en possession de la société de gestion de navires au titre du contrat de gestion technique, de manière à pouvoir lui-même s'acquitter de ses obligations comptables. « *Les gestionnaires mettent ces comptes à la disposition des propriétaires et/ou de leurs représentants à des fins d'inspection ou d'audit, soit dans les bureaux des gestionnaires soit par voie électronique, sous réserve de notification préalable par les propriétaires dans un délai raisonnable.* »

3.9 Sur le plan comptable, le CMRE traite toutes les demandes de fonds que lui adresse la société de gestion de navires comme des avances. En fin d'exercice, il reçoit un rapport (« état relatif aux coûts d'exploitation du navire ») qui présente l'ensemble des dépenses exposées ainsi que le solde du compte bancaire sur lequel sont versées les avances. Le CMRE examine les charges liées à la maintenance des navires sur la base des flux de trésorerie, afin de déterminer l'écart entre le total des avances versées et le solde des fonds non utilisés notifié par la société de gestion de navires. Ce montant constituera le solde de clôture des avances versées par le CMRE et sera reporté sur l'exercice suivant.

3.10 Par ailleurs, le CMRE enregistre les montants à payer en s'appuyant sur les informations complémentaires que lui transmet la société de gestion de navires concernant l'état d'avancement, à la fin de la période considérée, de la fourniture de biens et de services par les différents fournisseurs et sous-traitants pour chaque bon de commande en cours.

3.11 Pour l'exercice 2022, le CMRE a versé des avances d'une valeur totale de 1,9 MEUR, dont 1,5 MEUR ont été dépensés par la société de gestion des navires et donc comptabilisés en charges par le CMRE. La société a par ailleurs indiqué au CMRE, sur la base des bons de commande en cours, que les montants à payer s'élevaient à 130 000 EUR.

### Constatations

3.12 L'IBAN a relevé plusieurs erreurs ou inexactitudes dans l'information financière communiquée par la société de gestion de navires, qui ont mené à une sous-évaluation, à hauteur de 149 241 EUR, des dépenses comptabilisées par le CMRE.

3.13 Tout d'abord, l'IBAN a constaté une surévaluation du solde des fonds non utilisés notifié en fin d'exercice par la société de gestion de navires. Cette surévaluation est le résultat de la mise en compte de montants n'ayant pas fait l'objet d'un appel de fonds, ni d'un versement par le CMRE. Ce dernier a donc erronément surévalué le solde final de ses avances, et les dépenses de maintenance ont été sous-estimées de 42 266 EUR.

3.14 L'IBAN a aussi constaté que les informations fournies au CMRE concernant l'état d'avancement, au 31 décembre 2022, de la fourniture de biens et de services par les différents fournisseurs et sous-traitants pour les bons de commande en cours étaient incomplètes. Il a examiné les factures émises par les fournisseurs et les sous-traitants de la société de gestion de navires qui avaient été transmises au CMRE au cours de la première moitié de 2023 et il a constaté que des services et des biens fournis en 2022 d'une valeur totale de 106 975 EUR n'avaient initialement pas été comptabilisés dans le solde des montants à payer par la société. Le CMRE a donc sous-évalué d'autant ses propres montants à payer.

3.15 De plus, pour ce qui est de la méthode employée, l'information financière fournie par la société de gestion de navires dans l'« état relatif aux coûts d'exploitation » repose sur les opérations de trésorerie et ne tient donc pas compte des sommes à payer ni des différents paiements anticipés effectués aux profit des contractants. Cela peut avoir une

incidence sur l'évaluation des dépenses, que le CMRE réalise sur la base des principes de la comptabilité d'exercice.

3.16 L'IBAN a également constaté que le CMRE ne disposait pas d'une procédure normalisée sur la base de laquelle il pourrait contrôler efficacement la qualité de l'information financière présentée dans l'« état relatif aux coûts d'exploitation ». Il serait nécessaire notamment de mettre en place une procédure permettant de rapprocher les coûts de maintenance présentés dans les états financiers et les factures émises par les fournisseurs et les sous-traitants, conformément aux engagements pris par la société de gestion de navires.

3.17 Pour terminer, l'IBAN a constaté que, hormis les factures relatives aux appels de fonds, le CMRE n'a reçu aucune facture intermédiaire de la part de la société de gestion des navires qui refléterait le coût de maintenance tel qu'il est présenté dans l'« état relatif aux coûts d'exploitation ». Le CMRE n'a donc pas reçu, de la part de la société qui assure la gestion technique de ses navires, de document de facturation officiel couvrant les dépenses imputées sur les avances.

### Recommandations

3.18 L'IBAN recommande au CMRE :

- a) de mettre en place, avec la société de gestion de navires, une procédure officielle de production d'états financiers permettant de suivre l'avancement et le coût des travaux de maintenance des navires, le but étant d'assurer la fiabilité de l'évaluation des charges à constater en fin d'exercice selon les principes de la comptabilité d'exercice ;
- b) d'obtenir de la part de la société de gestion de navires une facture récapitulative indiquant les dépenses à imputer sur les avances ;
- c) d'adopter une procédure normalisée pour la vérification des coûts déclarés par la société de gestion de navires, qui soit conforme aux dispositions du contrat-cadre relatives à l'audit, sur la base, par exemple, d'un examen documenté des factures des sous-traitants.

## 4. NON-RESPECT DU RÉGLEMENT FINANCIER ET DES RÈGLES ET PROCÉDURES FINANCIÈRES DE L'OTAN POUR L'APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ AU CSO

### Contexte

4.1 Aux termes de l'article 32.1 du Règlement financier de l'OTAN (NFR), « *l'acquisition des biens et services se fait d'une manière transparente et équitable sur la base du principe de non-discrimination et d'équité, en vertu duquel les fournisseurs admissibles se voient donner les mêmes chances et réserver le même traitement* ».

4.2 Par ailleurs, l'alinéa 5(a)(ii) de la disposition XXXII des règles et procédures financières de l'OTAN (FRP) indique que, dans le cadre de la procédure d'acquisition simplifiée, *« pour les biens et services dont le coût estimatif est supérieur au niveau B des LFE (20 000 EUR) mais inférieur au double du niveau B des LFE (40 000 EUR), au moins trois fournisseurs dont il est avéré qu'ils satisfont aux normes techniques et aux critères commerciaux sont invités à soumissionner »*.

4.3 De plus, selon l'alinéa 13 de la même disposition des FRP, les dérogations aux règles d'acquisition *« ne peuvent être accordées par le contrôleur des finances que pour des raisons de sécurité, en cas d'urgence, à des fins de normalisation de matériels ou dans des circonstances exceptionnelles »*. De telles dérogations, dûment motivées, sont requises lorsque, par exemple, l'entité concernée octroie un contrat à un fournisseur en situation de monopole sans invitation à soumissionner ou mise en concurrence.

### Constatations

4.4 L'IBAN a constaté que le CSO continuait de s'approvisionner en électricité auprès du fournisseur historique du pays, dans le cadre d'un contrat qui se renouvelle automatiquement, alors que toute une série d'autres fournisseurs sont présents sur le marché. Cette dérogation à la procédure normale d'acquisition n'a pas été officiellement approuvée. Le montant total des engagements en faveur de ce fournisseur s'est établi à 30 274 EUR en 2022.

4.5 Cette situation est contraire au principe de non-discrimination et d'équité inscrit à l'article 32.1 du NFR, ainsi qu'à la disposition XXXII des FRP, qui prévoit qu'au moins trois fournisseurs soient invités à soumissionner pour la passation d'un tel contrat ; toute dérogation à cette règle ne peut être accordée par le contrôleur des finances que pour des raisons de sécurité, en cas d'urgence, à des fins de normalisation de matériels ou dans des circonstances exceptionnelles.

### Recommandations

4.6 L'IBAN recommande au CSO de se conformer aux dispositions de l'article 32.1 du NFR et à la disposition XXXII des FRP concernant les règles d'acquisition applicables dans le cadre de la procédure d'acquisition simplifiée, ainsi que, s'il y a lieu, aux dérogations qui pourraient s'appliquer à la passation de son contrat de fourniture d'électricité.

### SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

| OBSERVATION/RECOMMANDATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | MESURES PRISES<br>PAR L'ENTITÉ                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | ÉTAT DE LA<br>QUESTION        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| <p><b>(1) Exercice 2021</b><br/>IBA-AR(2022)0022, paragraphe 1</p> <p><b>NÉCESSITÉ D'INSCRIRE À L'ACTIF LES COÛTS D'ENTRETIEN DES NAVIRES</b></p> <p><b>Recommandation de l'IBAN</b><br/>L'IBAN recommande au CMRE :</p> <p>a) de comptabiliser les coûts des inspections effectuées en vue de l'obtention du certificat de classification en tant qu'immobilisations corporelles dans l'état de la situation financière de la STO, et non plus en tant que charges dans l'état de la performance financière de la STO ;</p> <p>b) de veiller à ce que, dans les états financiers de la STO, les dépenses liées aux inspections précédemment effectuées en vue de l'obtention du certificat de classification soient comptabilisées et présentées, avec effet rétroactif, en tant qu'immobilisations corporelles, comme le prévoit le cadre comptable OTAN ;</p> <p>c) d'amortir les coûts liés aux inspections réalisées en vue de l'obtention du certificat de classification en considérant que la période d'amortissement correspond à la période comprise entre deux inspections, conformément au cadre comptable OTAN ;</p> <p>d) de procéder à une évaluation afin de déterminer si les coûts des entretiens mineurs doivent être inscrits à l'actif en application de l'IPSAS 17 ;</p> <p>e) d'élaborer une méthode pour la comptabilisation des coûts des inspections effectuées en vue de l'obtention des certificats de classification qui soit conforme aux dispositions du cadre</p> | <p>Dans ses commentaires officiels de l'an dernier, la STO indiquait : « La STO fera le nécessaire pour inscrire à l'actif les coûts d'entretien relatifs à l'entretien majeur en cale sèche qui aura lieu en 2023. Actuellement, il est difficile de différencier les coûts liés à l'entretien régulier de ceux liés aux visites nécessaires à l'obtention du certificat de classification. À l'avenir, les coûts seront clairement ventilés, ce qui permettra d'identifier ceux qui doivent être portés à l'actif. »</p> <p>Le CMRE a informé l'IBAN que les grosses dépenses relatives à l'entretien en cale sèche du navire Alliance seraient inscrites à l'actif en 2023. Il n'a cependant pas procédé de la sorte pour l'entretien en cale sèche du navire Leonardo qui a eu lieu en 2022.</p> | <p>Question<br/>à traiter</p> |

| OBSERVATION/RECOMMANDATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | ÉTAT DE LA QUESTION |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| comptable OTAN et de l'IPSAS 17, en tenant compte des modifications susmentionnées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                     |
| <p><b>(2) Exercice 2021</b><br/> <b>IBA-AR(2022)0022, paragraphe 2</b></p> <p><b>NÉCESSITÉ DE RENFORCER LA PROCÉDURE SOUS-TENDANT L'ÉTABLISSEMENT DE LA NOTE RELATIVE AUX PARTIES LIÉES JOINTE AUX ÉTATS FINANCIERS DE LA STO</b></p> <p><b>Recommandation de l'IBAN</b><br/> L'IBAN recommande à la STO de renforcer la procédure qui lui permet de recenser les opérations entre parties liées et de s'assurer de l'absence de conflits d'intérêts. Afin de constituer une piste d'audit propre à étayer adéquatement les notes jointes aux états financiers de la STO, les principaux dirigeants, y compris les membres du STB, devraient confirmer chaque année les déclarations signées précédemment concernant les relations ou les opérations avec des parties liées qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'activité de l'entité.</p> | <p>Une nouvelle procédure a été mise en place en 2022 suite à la recommandation de l'IBAN. Les membres du STB sont désormais invités au moins une fois par an à notifier au Bureau du conseiller scientifique (OCS) tout changement concernant leur statut de « partie liée ». Les principaux dirigeants des entités de la STO sont également invités à fournir une déclaration chaque année. L'IBAN constate que, bien qu'ils aient été invités à le faire, quatre pays n'ont toujours pas communiqué, ni en 2022 ni en 2023, sur d'éventuels changements. Les mesures prises par l'OCS sont conformes à la recommandation de l'IBAN.</p> | Question traitée    |
| <p><b>(3) Exercice 2021</b><br/> <b>IBA-AR(2022)0022, paragraphe 3</b></p> <p><b>NÉCESSITÉ DE FAIRE EN SORTE QUE LES TRANSFERTS INTRABUDGÉTAIRES EFFECTUÉS PAR LE CSO DANS LE CADRE DU REPORT SPÉCIAL DE CRÉDITS NON ENGAGÉS AIENT ÉTÉ PRÉALABLEMENT AUTORISÉS</b></p> <p><b>Recommandation de l'IBAN</b><br/> L'IBAN recommande au CSO de veiller, lorsqu'il demande au Comité des budgets d'autoriser un report spécial, à solliciter aussi l'approbation des transferts intrabudgétaires correspondants, en indiquant les chapitres budgétaires d'origine et de destination.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                     | <p>Il n'y a pas eu de report spécial en 2022.</p> <p>Pour plus de transparence, la STO veillera à mettre en évidence, lorsqu'elle demandera à l'avenir au Comité</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Question traitée    |

| OBSERVATION/RECOMMANDATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | ÉTAT DE LA QUESTION |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | des budgets d'approuver un report spécial, les éventuels transferts budgétaires qui y sont liés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                     |
| <p><b>(4) Exercice 2019</b><br/> <b>IBA-AR(2020)0010, paragraphe 1</b></p> <p><b>COMPTABILISATION DES NAVIRES DE LA STO À LEUR JUSTE VALEUR</b></p> <p><b>Recommandation de l'IBAN</b><br/> L'IBAN recommande à la STO d'améliorer la fiabilité des informations présentées dans ses états financiers. À cet effet, la STO devrait :</p> <p>a) veiller à ce que les navires qu'elle contrôle soient comptabilisés à leur juste valeur comme des immobilisations corporelles dans ses états financiers, ainsi que le prévoit l'IPSAS 1 ;</p> | <p>a) Le 14 janvier 2022, le Conseil a pris note de ce qui suit : « <i>Le Comité des budgets estime qu'il serait utile d'étoffer les informations relatives aux navires qui sont présentées dans les états financiers et propose ainsi que la STO – même si elle respecte le NAF – accroisse la fiabilité de ces informations en mentionnant dans ses notes les navires qu'elle contrôle. De plus, afin de donner une image fidèle et exacte de la situation, la STO devrait, tout en appliquant le NAF, améliorer les informations présentées dans les notes en précisant à qui appartiennent les navires et en mentionnant les obligations et les responsabilités financières correspondantes. Le Comité des budgets propose que la STO continue de porter à l'actif les coûts liés à la transformation et à la modernisation des navires.</i> »</p> <p>L'IBAN est conscient que, dans le cas des navires du CMRE, il est important d'améliorer la qualité de l'information financière en allant au-delà des exigences du NAF. Il s'agit donc de préciser dans les notes à qui appartiennent les navires et de mentionner les obligations et les responsabilités financières correspondantes. Étant donné</p> | Question traitée    |

| OBSERVATION/RECOMMANDATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | ÉTAT DE LA QUESTION     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| <p>b) corriger l'erreur relevée dans la note 4 jointe aux états financiers, qui concerne la garde des navires, et communiquer des informations supplémentaires sur la propriété des navires ainsi que sur les obligations et les responsabilités financières qui en découlent ;</p> <p>c) revoir le traitement comptable et la présentation des coûts d'entretien et de démantèlement des navires dans les états financiers, dans le respect de l'IPSAS 17.</p>                                                                                                        | <p>que les pays ne demandent pas explicitement que la juste valeur des navires soit indiquée dans les notes, l'IBAN estime que les informations communiquées sont conformes aux exigences du NAF et satisfont aux besoins des pays en matière de compte rendu. Sous-question <b>traitée</b></p> <p>b) Dans l'IBA-AR(2021)0020, l'IBAN a considéré que cette sous-question avait été <b>traitée</b>.</p> <p>c) Sous-question <b>traitée car rendue caduque</b> dans l'IBA-AR(2022)0022.</p> |                         |
| <p><b>(5) Exercice 2017</b><br/><b>IBA-AR(2018)0017, paragraphe 4</b></p> <p><b>NÉCESSITÉ D'APPORTER DE NOUVELLES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DE LA GESTION DES RISQUES, DU CONTRÔLE INTERNE ET DE L'AUDIT INTERNE</b></p> <p><b>Recommandation de l'IBAN</b><br/>La STO devrait mener à bien son travail d'évaluation et de consignation du fonctionnement du système de contrôle interne et des procédures de gestion des risques, afin de se conformer aux articles 11 et 12 du NFR, aux FRP XI et XII et au cadre de contrôle interne qu'elle aura choisi.</p> | <p>La STO a évalué et mis par écrit les principaux processus de son système de contrôle interne et de gestion des risques, lequel a atteint un niveau de maturité satisfaisant. Le nouvel administrateur responsable du contrôle interne pour le groupe de budgets de l'EMI, nommé en 2022, est notamment chargé de procéder à un examen systématique et structuré des risques associés à ces processus et à leur actualisation.</p>                                                       | Question <b>traitée</b> |

| OBSERVATION/RECOMMANDATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | ÉTAT DE LA QUESTION     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| <p>(6) Exercice 2014<br/>IBA-AR(2015)36, paragraphe 1.1</p> <p><b>CMRE – NÉCESSITÉ D'ADAPTER LES PRATIQUES COMPTABLES AU STATUT D'ENTITÉ FINANCÉE PAR LE CLIENT / NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA COMPTABILITÉ DE GESTION PAR PROJET</b></p> <p><b>Recommandation de l'IBAN</b><br/>Le Collège recommande au CMRE de mettre au point une méthode lui permettant de déterminer les coûts par projet, et notamment les frais généraux imputables sur chacun d'eux. Il pourra ainsi calculer le montant du bénéfice ou de la perte propre à chaque projet et fournir à la direction des informations utiles pour la gestion de l'activité.</p> | <p>Le CMRE dispose d'un outil de budgétisation par projet dans le module financier de son système ERP (planification des ressources d'entreprise), outil qui lui permet de créer des budgets pour différents projets ainsi que de répartir et de suivre les dépenses directes au cours de l'exécution de ces projets. L'IBAN constate néanmoins que cet outil ne permet pas de répartir et de contrôler les dépenses liées aux effectifs en financement direct ni les frais généraux pour chacun des différents projets, frais qui ne peuvent être gérés qu'au travers de centres de coûts généraux.</p> <p>Face à cette contrainte, le CMRE a récemment mis en place un système de comptabilité horaire qui permet de suivre la répartition du temps de travail entre les différents projets et de comparer les données avec le budget. Ce système fournit des informations précieuses pour une gestion d'entreprise axée sur les projets. Grâce à la mise en place de ces éléments techniques ainsi qu'à l'intégration de coûts budgétaires standards pour les effectifs en financement direct et à l'intégration de frais généraux standards, le CMRE est à même de calculer le coût des différents projets et d'évaluer leurs résultats.</p> | <p>Question traitée</p> |

**COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)****OBSERVATION 1 :****NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE RELATIFS À LA COMPTABILISATION DES AVANCES ET DES COÛTS LIÉS À LA MAINTENANCE DES NAVIRES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION DES NAVIRES****Commentaires officiels de la STO**

*Recommandation a) : La STO souscrit à la recommandation.*

*Le CMRE va travailler avec la société de gestion de navires en vue de fournir plus d'informations au sujet des bons de commande qu'elle émet, de manière à mieux respecter les principes de la comptabilité d'exercice. Le CMRE demandera à la société de gestion de navires de séparer les fonds relatifs à la maintenance technique et les frais de gestion afin d'améliorer le processus de rapprochement.*

*Recommandations b) et c) : La STO souscrit partiellement aux recommandations.*

*Le CMRE estime que les pratiques en place couvrent les points soulevés au cours de l'audit et que, lorsqu'il aura été donné suite à la recommandation a), la précision et la fiabilité générales des coûts à enregistrer s'en trouveront suffisamment améliorées.*

*Avant le début de chaque exercice, un budget de maintenance est établi et approuvé par le CMRE et la société de gestion des navires. L'« état relatif aux coûts d'exploitation du navire » est un tableau Excel qui présente les dépenses effectives, avec les factures en pièces jointes. Même si cette méthode n'est pas conforme aux principes de la comptabilité d'exercice, elle permet bien de contrôler le budget, en comparant les dépenses planifiées et les dépenses effectives.*

**Position de l'IBAN**

**Comme indiqué dans l'observation, la société de gestion de navires n'émet pas de facture finale résumant les dépenses à déduire des avances versées par la STO. De plus, les contrôles spécifiques relatifs au suivi de l'exécution du contrat et à la comptabilisation des charges ne sont actuellement pas documentés sur la base d'une procédure normalisée, alors que cela permettrait d'assurer en permanence le respect du cadre de contrôle interne adopté. L'IBAN maintient donc les recommandations b) et c).**

**OBSERVATION 2 :****NON-RESPECT DU RÉGLEMENT FINANCIER ET DES RÈGLES ET PROCÉDURES FINANCIÈRES DE L'OTAN POUR L'APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ AU CSO****Commentaires officiels de la STO**

*La STO souscrit à la recommandation.*

*Le CSO prendra les mesures nécessaires pour se conformer au NFR et aux FRP, tout en faisant valoir que son fournisseur d'électricité actuel est le fournisseur historique du pays, ce qui garantit un approvisionnement stable et des coûts prévisibles, éléments essentiels à la continuité de l'activité du CSO.*

**SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES****(1) Exercice 2021**

**IBA-AR(2022)0022, paragraphe 1**

**NÉCESSITÉ D'INSCRIRE À L'ACTIF LES COÛTS D'ENTRETIEN DES NAVIRES****Commentaires officiels de la STO*****Plan d'action et suite donnée à la recommandation 1 de l'IBA-AR(2022)0022 (nécessité d'inscrire à l'actif les coûts d'entretien des navires)***

*Pour l'exercice 2023, le CMRE inscrira à l'actif, conformément au NAF/à l'IPSAS 17 ainsi qu'à la recommandation de l'IBAN, les dépenses liées aux visites d'inspection du navire Alliance (nécessaires à l'obtention du certificat de classification). Ces visites comprennent notamment deux entretiens en cale sèche sur une période de cinq ans. Les coûts engagés en 2023 pour l'entretien en cale sèche seront évalués en vue de leur inscription à l'actif et de leur classification, requises en application de l'IPSAS, sur la base notamment des informations qui seront fournies par le responsable de la gestion technique des navires.*

*En 2022, l'entretien en cale sèche du navire Leonardo a coûté 270 000 EUR. La portion de ce montant qui correspond aux dépenses à inscrire à l'actif et à reclassifier n'est pas considérée comme significative.*

## GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.

NATO UNCLASSIFIED  
Releasable to Finland and Sweden



International Military Staff  
Etat-Major Militaire International

Brussels - Belgium



31 March 2023

IMSTAM(FC)-0007-2023

CHAIR, INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS FOR NATO (IBAN)

**INTERNATIONAL MILITARY STAFF (IMS) FINANCIAL STATEMENTS 2022**

1. Please find attached the 2022 International Military Staff (IMS) Financial Statements, issued in accordance with NATO Financial Regulation (NFR) Article 35.1.
2. I can confirm that, in accordance with NFR Financial Rules and Procedures (FRP) XXXV (4), the IMS can agree to public disclosure of these Financial Statements.
3. Notwithstanding the above, as stated in C-M(2012)0041, public disclosure of IBAN Audit Reports is a matter for Council decision, based upon the recommendation of the RPPB. Decisions are informed by the NATO policy on public disclosure of documents (C-M(2008)0116).
4. The IBAN Audit Report covering these Financial Statements has not been issued, but should be presented to Council no later than 31 August 2023 (NFR 15.2). As such, the IMS is not yet in a position to anticipate any potential representations that may be made to the RPPB, regarding the Audit Report.
5. The IMS therefore reserves its position on public disclosure of the eventual IBAN Audit Report.

Rui Mendes Da Silva  
PRT CV  
Financial Controller  
International Military Staff  
Science and Technology Organisation

Enclosure:

1. IMS-FC 290320 - IMS Financial Statements FY 2022, 29 Mar 23.

Copy to: IMS-EXCO, MA DGIMS, DIRECTOR NHQC3S, DIRECTOR CS, DIRECTOR NSO, IMS-FC, IMS-RECORDS

Releasable to Finland and Sweden  
NATO UNCLASSIFIED

Originating Office: FC - DGIMS-FC

Action Officer: Mrs A. MUEFFKE, Head, IMS-BG FC Office, (4593)

Taxonomy: Organisation and Management Support (ORG) - ORG - Finance and Accounting

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2024)0007 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

# INTERNATIONAL MILITARY STAFF (IMS) FINANCIAL STATEMENTS 2022



PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2024)0007 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE



## Table of Contents

|                                                                                  |    |
|----------------------------------------------------------------------------------|----|
| Introduction .....                                                               | 3  |
| Statement on Internal Control .....                                              | 5  |
| for the year ended 31 December 2022.....                                         | 5  |
| IMS Statement of Financial Position as at 31 December 2022 .....                 | 8  |
| IMS Statement of Financial Performance for the year ended 31 December 2022 ..... | 9  |
| IMS Cash Flow Statement for the year ended 31 December 2022 .....                | 10 |
| IMS Statement of Changes in Net Assets for the year ended 31 December 2022.....  | 11 |
| IMS Notes for the year ended 31 December 2022 .....                              | 12 |
| 1 Significant accounting policies .....                                          | 12 |
| 2 Cash and cash equivalents .....                                                | 17 |
| 3 Receivables.....                                                               | 17 |
| 4 Prepayments .....                                                              | 17 |
| 5 Property, plant and equipment .....                                            | 18 |
| 6 Intangible assets .....                                                        | 19 |
| 7 Payables .....                                                                 | 19 |
| 8 Deferred revenue .....                                                         | 20 |
| 9 Revenue.....                                                                   | 20 |
| 10 Personnel expenses.....                                                       | 20 |
| 11 Contractual supplies and services.....                                        | 21 |
| 12 Related parties .....                                                         | 22 |
| 13 Representation allowance .....                                                | 22 |
| 14 Contingent Liabilities .....                                                  | 22 |
| 15 Morale and Welfare Activities .....                                           | 22 |
| 16 Events after reporting date .....                                             | 23 |
| ANNEX A IMS Budget Execution Statement for the year ended 31 December 2022 ..... |    |
| ANNEX B NATO-Iraq Trust Fund Status as at 31 December 2022.....                  |    |

## Introduction

The International Military Staff (IMS) provides strategic and military advice and staff support to the Military Committee, which advises the North Atlantic Council on military aspects of policy, operations and transformation within the Alliance. It is responsible for preparing assessments and analysis on NATO military issues, identifying areas of strategic and operational interest, and proposing courses of action. It also ensures that the appropriate NATO military bodies implement NATO decisions and policies on military matters.

The IMS 2022 Financial Statements have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework, based on the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO and the NATO Financial Regulations (NFRs). They are presented in a commonly adopted layout. The expenses are charged over three budgets covering the IMS (including the Programmes of Work for the NATO Headquarters C3 Staff (NHQC3S) and the NATO Office of the Chief Information Officer (OCIO)), the NATO Standardization Office (NSO) and Outreach Programme. The budgetary expenses are recorded on an accrual basis, i.e. in the period in which the goods or services are delivered. Any exception to that principle is outlined in Annex A to the financial statements, which provides a comparison between the Budget Execution and IPSAS. The current status of the NATO-Iraq Trust Fund is presented in Annex B to the financial statements.

The IMS Budget Group covers the International Military Staff, the Science and Technology Organization (STO) and the NATO Defense College (NDC) linked together for financial management purposes by one Financial Controller. The IMS, STO and NDC are therefore related parties under a common Financial Controller.

While 2022 started with the ongoing implementation of work strands focussed on NATO's 2030 Agenda, these were overtaken when Russia began amassing forces along Ukraine's eastern and southern borders. NATO's gaze turned east to ensure the bordering Allies remained safe and secure. The IMS – through its Joint Intelligence and Security Division – closely monitored the situation and provided regular situational updates to all Allies. Given Russia's aggression against Ukraine in 2022, this work continues.

At the Madrid Summit, in July 2022, Allied Heads of State and Government agreed to invest more in NATO and increase common funding. They launched a new NATO Innovation Fund to help the Alliance sharpen its technological edge. NATO's closest partners Finland and Sweden were invited to join the Alliance, a significant boost to Euro-Atlantic security.

Changes within the IMS, in 2022 have included the creation of the Joint Air Power and Space Staff Element, dedicated solely to the analysis and advice of all Joint Air Power and Space related-issues, ranging from Concepts, Plans and Policies to the Development of future capabilities.

The IMS C3 Programme of Work allowed the NHQC3S to provide the Alliance C3 strategic military and political advice in a number of areas, including digital transformation, information and data management.

The OCIO had its first full year of operations in 2022 and despite challenging circumstances, the office has delivered against the mandates agreed by the Council. The OCIO continues to grow, following Allies' decision to add significant cybersecurity responsibilities and associated resources.

In 2022, the NATO Standardization Office, as part of the IMS, continued to initiate, co-ordinate, support and administer standardization activities as agreed by Allies.

The 2022 IMS Outreach Programme budget supported 74 Partnership Cooperation Menu events whereby 439 partner participants were subsidized (2021: 33 events and 195 partner participants). Partner Nations can participate in a broad menu of education, training and consultation events through the Partnership Cooperation Menu.

Overall, despite challenging circumstances, the IMS continued to provide unconditional support to the NATO Military Committee, IS Divisions and to joint work-strands, across all domains – demonstrating its continued drive to contribute to the Alliance's overall objectives, its three core tasks and its strengthened Deter and Defend Posture.



Janusz Adamczak  
Lieutenant General, Polish Army  
Director General  
International Military Staff



Rui M.M. da Silva  
PRTCV - Financial Controller  
International Military Staff

## **Statement on Internal Control for the year ended 31 December 2022**

The Director General, International Military Staff (DGIMS), exercises overall responsibility for IMS risk management and internal control systems, in accordance with Articles 3.1, 11.1 and 12.1 of the NATO Financial Regulations (NFRs).

In accordance with Article 6.1 of the NFRs, the IMS Financial Controller is responsible for the organisation and administration of the financial internal control system established pursuant to Article 12.1. The Financial Controller is responsible to the DGIMS for financial risk management and for establishing financial risk management standards (NFRs Financial Rules and Procedures XI.3 and XI.4). In addition, the Financial Controller is responsible for establishing a system of internal financial and budgetary control (Article 12.2 of the NFRs).

The systems of risk management and internal financial control are based on an on-going process designed to identify the principal risks to the achievement of IMS policies, aims and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently, effectively and economically. This process has been in place for the year ended 31 December 2021 and up to the date of these financial statements.

The systems of risk management and internal financial control are designed to manage and minimize rather than entirely eliminate risk at the IMS. Risk management and internal financial controls can therefore provide only a reasonable, but not absolute, assurance of effectiveness. The risks addressed at the IMS include risks to IMS operational aims and objectives; compliance with the NFRs; the reliability of financial information; and the safeguarding of assets.

The risk management and internal control processes in place at the IMS can be assessed using the five key components of the COSO Framework:

### Control Environment

The culture and ethical values of the overall control environment are established by senior management. Measures for the promotion of ethical values include: IMS participation in the NATO-wide 'Building Integrity' initiative; the promulgation of the NATO Code of Conduct to all IMS staff; and disclosures on any senior management related party transactions in our annual financial statements.

Oversight is provided by the NATO Military Committee, supported by various subcommittees, who routinely scrutinize IMS Senior Management reports on strategic operational matters.

On financial matters, interim Budgetary Execution Reports are presented to and reviewed by the NATO Budget Committee twice per year. In addition, IMS financial requirements comprising the yearly budget proposals are screened and reviewed by the nations at various oversight fora.

The Audit Advisory Panel (AAP) makes periodic assessments as to whether Internal Audit is properly resourced and has the appropriate standing. It reviews, provides input to and endorsement of, internal audit planning. It reviews the findings and recommendations of Internal Audit and the IBAN, and reviews management responses and follow-up actions. The AAP provides DGIMS with an annual report which includes an assessment on the effectiveness of risk management, internal control, and external financial reporting, along with advice and recommendations for

DGIMS.

An IMS Internal Control Framework (ICF) was adopted by the Audit Advisory Panel on 8 December 2020 and approved by DGIMS on 14 January 2021. The ICF is based on COSO's Internal Control – Integrated Framework (2013).

The current management structure of the IMS was reviewed by a panel of military experts in support of the Military Committee and was re-established under the authority of the NATO Secretary General in May 2016. Since 2020, an internal review is on-going to assess the necessary changes required to the personnel structure to achieve the IMS goals and objectives. The overall structure of the IMS incorporates clearly defined responsibilities and authorities in the pursuit of operational objectives.

#### Risk Assessment

As per the IMS risk management policy and in accordance with NFR Article 11, DGIMS has appointed a Risk Management coordinator. A Risk Management Board (RMB) prepares documentation for risk decision making at the Executive Management Board (EMB) while ensuring that risk management is conducted thoroughly and consistently across all IMS divisions. The EMB regularly monitors actions mitigating the significant risks identified.

#### Control Activities

The IMS operates a 'Tasker Tracker' mechanism which uses software to launch, monitor and control ongoing progress towards management's operational requirements, in accordance with deadlines and priorities.

In the financial domain, the IMS finance and accounting system (FinS) has built-in approval workflows and controls, together with audit trails. The controls are designed in order that transactions are recorded consistently, accurately and in accordance with applicable rules and regulations.

IMS leadership is supported by the Executive Management Board which meets on a routine basis to review internal processes and to inform decision making.

#### Information and Communication

IMS internal communications are enhanced by strong reporting lines, based on military principles. The IMS has an extensive standard operating policy on the management of information and communications. This provides for effective communications in pursuit of operational objectives.

Communication also provides for the effective functioning of internal control. The Audit Advisory Panel, for example, reports to the Director General.

The IMS communicates externally on matters affecting the functioning of internal control mechanisms via the Statement on Internal Control, as part of the annual financial statements. External audit reports are reviewed by various oversight authorities and made available to the general public along with the financial statements.

#### Monitoring

An outsourced service provider is engaged to undertake internal audit assignments. The IMS is also subject to annual external audit from IBAN. Recommendations and observations arising from audits are assessed by the Audit Advisory Panel reporting

to the Director General. The results are then assessed by the Executive Management Board, who initiate any appropriate actions.

The Director General of the IMS and the Financial Controller have a collective responsibility for periodically assessing and reviewing the adequacy and effectiveness of the system of internal control as stipulated in the NFRs. Their review is informed by the above five COSO components and by the work of IMS Senior Managers, the AAP and the Risk Management Board and of internal audit; with external audits performed by IBAN also contributing to their review.

No significant issues regarding financial or operational matters were raised in 2022 during the IBAN external audit of the IMS Financial Statements 2021, resulting in an unqualified audit opinion.

In 2022, the internal auditor conducted the second iteration of the formal internal control self-assessment survey which yielded a high participation rate this year. The results show on average there is agreement that internal controls are working across all areas surveyed, with some participants identifying ideas for improvement in their area of responsibility. The risk related to deficiencies of the financial system (FinS) to support Business Continuity, reported in last year's financial statements, remains ongoing.

As recommended by internal audit in their 2021 report, risk management training was rolled out to responsible staff members in divisions and independent offices in 2022. As a final step, internal audit recommends that the divisions conduct a deep dive threat analysis taking into consideration risks to achieve the objectives of the entity.

#### **Annual confirmation by the Head of NATO Body and the Financial Controller**

Overall, we confirm that an effective system of internal control is maintained and operated by the IMS in the financial year 2022 and up to the date of these financial statements. We confirm that the system of internal control provides reasonable assurance of the achievement of the following objectives: effectiveness and efficiency operations, reliability of financial information, and compliance with applicable rules and regulations; and with regard to safeguarding of assets.



Janusz Adamczak  
Lieutenant General, Polish Army  
Director General  
International Military Staff



Rui M.M. da Silva  
PRTCV - Financial Controller  
International Military Staff

**IMS**  
**Statement of Financial Position**  
**as at 31 December 2022**  
(in EUR)

|                                |       | <u>2022</u>              | <u>2021</u>              |
|--------------------------------|-------|--------------------------|--------------------------|
| <b>Assets</b>                  |       |                          |                          |
| <b>Current Assets</b>          | Notes |                          |                          |
| Cash and cash equivalents      | 2     | 35,553,035               | 18,933,761               |
| Receivables                    | 3     | 16,973                   | 10,427                   |
| Prepayments                    | 4     | 882,084                  | 853,353                  |
|                                |       | <u>36,452,091</u>        | <u>19,797,541</u>        |
| <b>Non-current Assets</b>      |       |                          |                          |
| Property, plant and equipment  | 5     | 89,161                   | 76,985                   |
| Intangible assets              | 6     | 11,095                   | 23,198                   |
|                                |       | <u>100,256</u>           | <u>100,183</u>           |
| <b>Total Assets</b>            |       | <u><b>36,552,347</b></u> | <u><b>19,897,724</b></u> |
| <b>Liabilities</b>             |       |                          |                          |
| <b>Current Liabilities</b>     |       |                          |                          |
| Payables                       | 7     | 13,650,402               | 7,938,973                |
| Deferred revenue               | 8     | 22,801,689               | 11,858,569               |
|                                |       | <u>36,452,091</u>        | <u>19,797,541</u>        |
| <b>Non-current Liabilities</b> |       |                          |                          |
| Deferred revenue               | 8     | 100,256                  | 100,183                  |
| <b>Total Liabilities</b>       |       | <u><b>36,552,347</b></u> | <u><b>19,897,724</b></u> |



Janusz Adamczak  
Lieutenant General, Polish Army  
Director General  
International Military Staff



Rui M.M. da Silva  
PRTCV - Financial Controller  
International Military Staff

The notes on pages 12 to 23 form an integral part of these financial statements.

The financial statements were issued to the International Board of Auditors for NATO on 31 March 2023.

**IMS**  
**Statement of Financial Performance**  
**for the year ended 31 December 2022**  
(in EUR)

|                                         |       | <u>2022</u>       | <u>2021</u>       |
|-----------------------------------------|-------|-------------------|-------------------|
|                                         | Notes |                   |                   |
| <b>Revenue</b>                          |       |                   |                   |
| Revenue                                 | 9     | 38,711,322        | 28,466,634        |
| <b>Total Revenue</b>                    |       | <u>38,711,322</u> | <u>28,466,634</u> |
| <b>Expenses</b>                         |       |                   |                   |
| Personnel                               | 10    | 12,338,025        | 11,550,574        |
| Contractual supplies and services       | 11    | 26,335,410        | 16,864,442        |
| Depreciation and amortization           | 5,6   | 37,887            | 51,618            |
| <b>Total Expenses</b>                   |       | <u>38,711,322</u> | <u>28,466,634</u> |
| <b>Surplus/(Deficit) for the period</b> |       | <u>-</u>          | <u>-</u>          |

**IMS**  
**Cash Flow Statement**  
**for the year ended 31 December 2022**  
(in EUR)

|                                                             |       | <u>2022</u>       | <u>2021</u>       |
|-------------------------------------------------------------|-------|-------------------|-------------------|
| <b>Cash Flows from operating activities</b>                 | Notes |                   |                   |
| Surplus/(Deficit) for the period                            |       | -                 | -                 |
| <b>Non-cash movements</b>                                   |       |                   |                   |
| Depreciation and amortization                               | 5,6   | 37,887            | 51,618            |
| (Decrease)/Increase in payables                             |       | 5,711,430         | 4,792,627         |
| (Decrease)/Increase in other current liabilities            |       | 10,943,120        | (737,212)         |
| (Increase)/Decrease in receivables                          |       | (6,545)           | 418               |
| (Increase)/Decrease in other current assets                 |       | (28,731)          | 385               |
| (Decrease)/Increase in long-term provisions                 |       | 73                | (34,692)          |
| <b>Net cash flows from operating activities</b>             |       | <u>16,657,234</u> | <u>4,073,144</u>  |
| <b>Cash flows from investing activities</b>                 |       |                   |                   |
| Purchase of property, plant and equipment                   | 5     | (37,960)          | (48,114)          |
| <b>Net cash flows from investing activities</b>             |       | <u>(37,960)</u>   | <u>(48,114)</u>   |
| <b>Cash flows from financing activities</b>                 |       |                   |                   |
| Cash out from IMS BG transfer                               | 2     | (1,000,000)       | -                 |
| Cash in from IMS BG transfer                                |       | 1,000,000         | -                 |
| <b>Net cash flows from financing activities</b>             |       | <u>-</u>          | <u>-</u>          |
| <b>Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents</b> |       | <u>16,619,274</u> | <u>4,025,030</u>  |
| Cash and cash equivalents at the beginning of the period    |       | 18,933,761        | 14,908,730        |
| Cash and cash equivalents at the end of the period          | 2     | <b>35,553,035</b> | <b>18,933,761</b> |

**IMS**  
**Statement of Changes in Net Assets**  
**for the year ended 31 December 2022**  
(in EUR)

|                                                            |   |
|------------------------------------------------------------|---|
| <b>Balance at 31 December 2020</b>                         | - |
| Surplus/(Deficit) for the period                           | - |
| <b>Change in net assets/equity for the year ended 2021</b> | - |
| <b>Balance at 31 December 2021</b>                         | - |
| Surplus/(Deficit) for the period                           | - |
| <b>Change in net assets/equity for the year ended 2022</b> | - |
| <b>Balance at 31 December 2022</b>                         | - |

**IMS  
Notes  
for the year ended 31 December 2022**

**1 Significant accounting policies**

**1.1 Basis of preparation**

The IMS Financial Statements 2022 have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework. This accounting framework is based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO. The financial statements comply with the financial requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the associated Financial Rules and Procedures (FRPs) as well as with IMS directives and policies.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with Article 2 of the NFRs, the financial year covered by these financial statements is 1 January 2022 to 31 December 2022.

The financial statements have been prepared on the historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period. The principle accounting policies are set out below.

**1.2 Accounting estimates and judgements**

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

**1.3 Changes in accounting policy and standards**

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2022 financial statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

## 1.4 Changes in pronouncements

At the date of authorisation of these financial statements, the following revised IPSAS is effectively implemented at the IMS:

- IPSAS 5, Borrowing Costs – Non-Authoritative Guidance (issued November 2021).

The IMS has not applied the following new IPSAS that has been issued but is not yet effective.

- IPSAS 43, Leases (issued January 2022)

The IPSASB also approved Improvements to IPSAS, 2021 (issued January 2022), which resulted in the amendment of the following IPSAS:

- IPSAS 17, Property, Plant, and Equipment;
- IPSAS 19, Provisions, Contingent Liabilities and Contingent Assets;
- IPSAS 22, Disclosure of Financial Information About the General Government Sector;
- IPSAS 29, Financial Instruments: Recognition and Measurement;
- IPSAS 30, Financial Instruments: Disclosures;
- IPSAS 33, First-time Adoption of Accrual Basis International Public Sector Accounting Standards (IPSASs);
- IPSAS 39, Employee Benefits; and
- IPSAS 41, Financial Instruments.

It is not expected that the adoption of or updates to these standards will have a material impact on the financial statements of the IMS in future periods.

## 1.5 Foreign currency transactions

These financial statements are prepared in euro, which is the functional and reporting currency of the IMS. Foreign currency transactions are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the transaction date in the general ledger. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies are assessed for materiality and if material are translated into euro using the applicable NATO exchange rates as at 31 December 2022. Realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statements of Financial Position and Financial Performance. An assessment was made of all assets and liabilities in foreign currencies as at 31 December 2022. The amount of unrealized gains is deemed immaterial.

## 1.6 Consolidation

Consolidated financial statements include the financial results of the controlling entity and its controlled entities.

While Morale and Welfare activities are under the control of the head of the NATO body, in accordance with the NATO Accounting Framework departure from IPSAS 6, they have not been consolidated into these financial statements. A separate activity report is

submitted to the Budget Committee as required by the NFRs, and summary information is presented in Note 15.

### 1.7 Services in-kind

The IMS received services in-kind in the form of mainly military personnel provided by NATO and partner nations. Such personnel are assigned to military posts on the Peacetime Establishments (PE) or to additional posts above the PE ceiling of the IMS (see Note 10). In these financial statements, services in-kind are recognized neither as revenue nor as an asset.

### 1.8 Financial instruments

The IMS uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include: cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable, provisions and cash transfers between NATO entities.

All financial instruments are recognized in the Statement of Financial Position at their fair value.

**Credit Risk:** In the normal course of business, the IMS incurs credit risk from trade receivables and transactions with banking institutions. The IMS manages its exposure to credit risk by:

- Holding current account bank balances and short-term deposits with registered banking institutions with a high credit rating;
- Maintaining credit control procedures over receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2022 is equal to the total amount of bank balances, short-term deposits, and receivables disclosed in the statement of financial position. Receivables considered uncollectible are adequately provided for. There is a very limited credit risk associated with the realization of these instruments.

**Currency risk:** The IMS' exposure to foreign currency exchange risk is very limited, as nearly all transactions are in euro.

**Liquidity risk:** The liquidity risk is based on the assessment of whether the organization will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is a very limited exposure to liquidity risk because the budget funding mechanism guarantees contributions in relation to approved budgets. The accuracy of forecasting cash requirements as well as the delay in payment represent the main liquidity risk.

**Interest rate risk:** The IMS is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no interest rate risk identified.

### 1.9 Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfers substantially all the risks and rewards of ownership to the lessee. All other leases are classified as operating leases.

The IMS only enters into operating leases. They are recognized as an expense in the statement of financial performance on a straight-line basis over the lease term.

### 1.10 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include current bank accounts, deposits held with banks, pre-paid credit cards and other short-term highly liquid investments.

### 1.11 Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

Contributions receivable are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for loss is recorded with respect to member countries' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

### 1.12 Prepayments

Prepayments and deposits are payments to suppliers, employees and other NATO entities in advance of the period to which they pertain.

### 1.13 Property, plant and equipment

Property, plant and equipment with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated depreciation and any recognized impairment losses. Depreciation is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Full depreciation is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Property, plant and equipment is derecognized upon disposal or when no future economic benefit is expected. The cost and any related accumulated depreciation are removed from the accounting records.

### 1.14 Intangible assets

Intangible assets with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated amortization and any recognized impairment losses. Amortization is recognized on a straight line basis over their estimated useful lives. Full amortization is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and amortization method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Intangible assets are derecognized when no future economic benefit is expected. The cost and any related accumulated amortization are removed from the accounting records.

### 1.15 Impairment of tangible and intangible assets

The carrying values of non-current assets are reviewed for impairment when events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Any provision for impairment is charged against the statement of financial performance in the year concerned.

### 1.16 Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are initially recognized at their fair value and subsequently measured at amortized cost. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received but not yet invoiced.

### 1.17 Deferred revenue and advances

Deferred revenue represents contributions from nations and/or third parties that have been called for current or prior years budgets but that have not yet been recognized as revenue. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities. Advances are contributions called or received related to future budgets.

### 1.18 Employee benefits – Post-employment benefits

IMS civilian employees either participate in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) or the Coordinated Pension Scheme (NATO Defined Benefit Plan).

The assets and liabilities for all NATO post-employment benefit schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters by the International Staff and therefore are not recognized in these financial statements.

**Defined Contribution plan:** The assets of the plan are held separately from those of IMS in funds under the control of independent trustees or an Administrator. The IMS is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognized as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of IMS with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

**Defined Benefit plan:** Employees who joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme which is a funded defined benefit plan. Under the plan and upon completion of 10 years employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 60. Staff members whose length of service is not sufficient to entitle them to a retirement pension are eligible for a leaving allowance.

**Continued Medical Coverage:** Some qualifying retirees may also benefit from Continued Medical Coverage.

### 1.19 Revenue recognition

Revenue comprises contributions from member nations and other customers to fund the entity's budgets. It is recognized as revenue in the Statement of Financial Performance in the year for which the contributions are used for their intended purpose as envisioned by the budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognizes a liability until the condition is fulfilled.

## 1.20 Financial result

The financial result represents the net of bank interest earned, bank charges incurred and exchange rate gains and losses due to transactions in foreign currency. It is recognized as a payable to nations in order to return it to the nations.

## 1.21 Trust funds

The IMS manages the NATO-Iraq Trust Fund on behalf of the contributing nations. NATO recognizes an asset when it controls access to the asset and gains economic benefit or service potential but matches this to an equal liability. In its Statement of Financial Performance, the IMS does not recognize any expenditure or revenue in relation to the trust funds, which it does not control. After payment of the final invoice and bank charges, the trust fund is fully depleted and the bank account closed in January 2023.

## 2 Cash and cash equivalents

| (in EUR)                               | 2022              | 2021              |
|----------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Current bank accounts IMS              | 34,536,126        | 17,864,880        |
| Cash equivalents                       | 993,804           | 993,804           |
| Current bank accounts NATO-Iraq Trust  | 21,391            | 72,227            |
| Advances                               | 1,714             | 2,849             |
| <b>Total Cash and Cash Equivalents</b> | <b>35,553,035</b> | <b>18,933,761</b> |

Cash and cash equivalents are short-term liquid assets. Deposits are held in interest bearing bank accounts in immediately available funds. Cash holdings are largely determined by the timing of receipts from the nations, which arrive in two instalments, generally in April and December. The bank account for the NATO-Iraq Trust Fund was closed in January 2023 (see Annex B).

Cash equivalents are held in euros and are funds invested on a short-term deposit or business account.

During the year, cash transfers totalling 1,000,000 EUR (2021: nil) were provided to other entities in the IMS Budget Group in order to cover temporary shortfalls of funds related to the timing of the receipt of the calls for contributions. As at 31 December 2022 all of these cash transfers have been repaid.

## 3 Receivables

The average credit period on receivables is 30 days.

The receivables balance in the amount of 16,973 EUR (2021: 10,427 EUR) primarily consists of a reimbursement for an event held in late 2022. No receivables are past their due date as at 31 December.

## 4 Prepayments

| (in EUR)                              | 2022           | 2021           |
|---------------------------------------|----------------|----------------|
| Advances and prepayments to suppliers | 682,711        | 663,000        |
| Prepaid expenses                      | 199,373        | 190,353        |
| <b>Total Prepayments</b>              | <b>882,084</b> | <b>853,353</b> |

The advances relate to the provision of contractually agreed working capital for the C3 and CIO Programmes of Work. The main balance of prepaid expenses is the 2023 portion of the education allowance entitlements for the school year 2022-2023.

## 5 Property, plant and equipment

| (in EUR)                                        | 2022           | 2021           |
|-------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Cost opening balance                            | 360,150        | 334,990        |
| Additions                                       | 37,960         | 48,114         |
| Disposals                                       | (30,624)       | (22,954)       |
| <b>Cost closing balance</b>                     | <b>367,486</b> | <b>360,150</b> |
| Accumulated depreciation opening balance        | 283,165        | 281,773        |
| Current year depreciation                       | 25,784         | 24,346         |
| Retired depreciation                            | (30,624)       | (22,954)       |
| <b>Accumulated depreciation closing balance</b> | <b>278,325</b> | <b>283,165</b> |
| <b>Net Carrying Amount</b>                      | <b>89,161</b>  | <b>76,985</b>  |

The useful life of the vehicles used in the calculation of depreciation is 5 years. The depreciation charge for the year is 25,784 EUR (2021: 24,346 EUR).

In 2022, the IMS disposed of one vehicle as shown in the above table. Proceeds of sale of property plant and equipment amounting to 5,400 EUR were realised in the year (2021: 1,700 EUR). These proceeds are included under payables to nations to be reimbursed as miscellaneous income in the following year.

In accordance with the NATO Financial Regulations (art. 17) an annual summary of property written-off or transferred is provided in the following table. In 2022, all transactions were under the authority of the Financial Controller.

| Items          | Date purchased | Cost in EUR | NBV in EUR                           | Write-off or transfer | Reason   | Disposal date | Revenue in EUR |
|----------------|----------------|-------------|--------------------------------------|-----------------------|----------|---------------|----------------|
| Vehicle 1      | 2012           | 30,624      | Nil                                  | Write-off             | Obsolete | 2022          | 5,400          |
| Vehicle 2      | 2014           | 32,496      | Nil                                  | Write-off             | Obsolete | 2023          | TBD            |
| Vehicle 3      | 2009           | 17,858      | Nil                                  | Write-off             | Obsolete | 2023          | TBD            |
| Shelving units | 2018           | 3,337       | N/A – below capitalization threshold | Transfer              | Obsolete | 2022          | N/A            |

## 6 Intangible assets

| (in EUR)                                        | Software       |                |
|-------------------------------------------------|----------------|----------------|
|                                                 | 2022           | 2021           |
| Cost opening balance                            | 409,043        | 409,043        |
| <b>Cost closing balance</b>                     | <b>409,043</b> | <b>409,043</b> |
| Accumulated amortization opening balance        | 385,846        | 358,574        |
| Current year amortization                       | 12,103         | 27,272         |
| <b>Accumulated amortization closing balance</b> | <b>397,949</b> | <b>385,846</b> |
| <b>Net Carrying Amount</b>                      | <b>11,094</b>  | <b>23,197</b>  |

The useful life of software systems used in the calculation of amortization is 4 years.

The amortization charge for the year is 12,103 EUR (2021: 27,272 EUR).

In general, software is considered to be internally developed, however an assessment is made for each individual case to determine whether the asset can be considered as acquired off-the-shelf.

## 7 Payables

| (in EUR)              | 2022              | 2021             |
|-----------------------|-------------------|------------------|
| Payables to nations   | 6,381,683         | 4,757,598        |
| Payables to suppliers | 3,784,351         | 756,699          |
| Accruals              | 3,433,500         | 2,422,958        |
| Other payables        | 50,869            | 1,718            |
| <b>Total Payables</b> | <b>13,650,402</b> | <b>7,938,973</b> |

The payables to nations are surplus funds to be returned to the nations. They include lapsed appropriations and miscellaneous income from operational and financial results.

Similar to 2021, nations have decided to convert prior years' surplus funds into advances for the following year (see note 8).

Accruals are mainly related to goods and services received on the Programmes of Work of the IMS.

Payables are short-term liabilities to third parties directly related to the activities and operations of the IMS. The average credit period on purchases is 30 days. The IMS has financial risk management policies in place to ensure that all payables are paid within the pre-agreed credit terms.

## 8 Deferred revenue

| (in EUR)                                  | 2022              | 2021              |
|-------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Advanced contributions for next year      | 22,000,000        | 11,213,791        |
| Deferred revenue - carry forwards         | 801,689           | 572,550           |
| Deferred revenue - trust funds            | -                 | 72,227            |
| <b>Total current deferred revenue</b>     | <b>22,801,689</b> | <b>11,858,569</b> |
| Investment in PPE and intangible assets   | 100,256           | 100,183           |
| <b>Total non-current deferred revenue</b> | <b>100,256</b>    | <b>100,183</b>    |
| <b>Total deferred revenue</b>             | <b>22,901,945</b> | <b>11,958,752</b> |

Current deferred revenue consists mostly of advanced contributions for the next financial year and deferred revenue (budget appropriations carried forward) for which corresponding expenses will be incurred after the reporting date.

Advanced contributions include an element of prior years' surplus funds converted into 2023 advances (see note 7). Therefore, 4.7 MEUR of prior years' surpluses were converted into 2023 advanced contributions, along with the 2023 advance of 17.3 MEUR, for a total of 22 MEUR.

The deferred revenue for carry forwards relates primarily to the C3 programme of work and the IMS asset replacement plan.

The deferred revenue for trust funds is the corresponding liability for the cash received by nations to fund the NATO-Iraq Trust Fund (see Annex B), now depleted and closed.

Non-current deferred revenue represents the net carrying amount of property, plant and equipment and intangible assets as at 31 December 2022. The revenue will be recognized in the year when the depreciation and amortization expense will be recognized.

## 9 Revenue

| (in EUR)                               | 2022              | 2021              |
|----------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Revenue from contributions             | 38,673,435        | 28,415,016        |
| Revenue released from deferred revenue | 37,887            | 51,618            |
| <b>Total Revenue</b>                   | <b>38,711,322</b> | <b>28,466,634</b> |

Revenue from contributions is revenue received from the member nations to cover the operational expenses of the IMS.

Revenue released from deferred revenue represents revenue released in respect of property, plant and equipment depreciation and amortization of intangible assets.

## 10 Personnel expenses

Employees are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each host nation and the protocols of NATO.

## Peacetime Establishment (PE)

|                                                              | Approved<br>PE - IMS | Filled<br>IMS | Approved<br>PE - NSO | Filled<br>NSO | Approved<br>PE - IMS and NSO | Filled<br>IMS and NSO |
|--------------------------------------------------------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|------------------------------|-----------------------|
| <b>Services paid by NATO budgets:</b>                        |                      |               |                      |               |                              |                       |
| Civilians (paid by Military Budget)*                         | 89                   | 74            | 16                   | 16            | 105                          | 90                    |
| Civilians (paid by Civil Budget)                             | 16                   | 14            | -                    | -             | 16                           | 14                    |
| Local Wage Rate                                              | 1                    | -             | -                    | -             | 1                            | -                     |
| <b>Services-in-kind provided by the nations:</b>             |                      |               |                      |               |                              |                       |
| Military                                                     | 318                  | 297           | 26                   | 18            | 344                          | 315                   |
| Voluntary National Contribution<br>(paid by Military Budget) | 52                   | 25            | -                    | -             | 52                           | 25                    |
| Voluntary National Contribution<br>(paid by Civil Budget)    | 33                   | 22            | -                    | -             | 33                           | 22                    |
| Partnership Staff Posts                                      | 11                   | 4             | 2                    | 2             | 13                           | 6                     |
| Other                                                        | 28                   | 28            | 2                    | 2             | 30                           | 30                    |
| <b>Total Ceiling posts</b>                                   | <b>406</b>           | <b>371</b>    | <b>42</b>            | <b>34</b>     | <b>448</b>                   | <b>405</b>            |
| <b>Total Posts</b>                                           | <b>548</b>           | <b>464</b>    | <b>46</b>            | <b>38</b>     | <b>594</b>                   | <b>502</b>            |

\* 1 military post temporarily civilianized in accordance with workforce guidelines.

The breakdown of salaries and other personnel related expenses is as follows:

| (in EUR)                   | 2022              | 2021              |
|----------------------------|-------------------|-------------------|
| Employment of personnel    | 11,614,396        | 10,879,731        |
| Post-employment benefits   | 578,092           | 540,779           |
| Training                   | 111,563           | 69,255            |
| Recruitment and separation | 32,883            | 57,093            |
| Miscellaneous              | 1,090             | 3,716             |
| <b>Total expenses</b>      | <b>12,338,025</b> | <b>11,550,574</b> |

**Untaken leave:** The balance of untaken leave at the end of 2022 was 696 days (2021: 883 days) for IMS and 65 days (2021: 129 days) for NSO. The associated cost is recognized as an accrual. The reduction in untaken leave is due to the end of COVID-19 measures and restrictions.

### 11 Contractual supplies and services

Contractual supplies and services are expenses required for administrative support to the Military Committee. General support expenses mainly include costs for facility and infrastructure operation and maintenance, while mission support is mainly costs for CIS and scientific research contracts. The expenses are further broken down as follows:

| (in EUR)              | 2022              | 2021              |
|-----------------------|-------------------|-------------------|
| Mission support       | 12,548,894        | 11,765,533        |
| General support       | 12,050,161        | 4,033,591         |
| Grants and subsidies  | 1,082,061         | 615,691           |
| Travel transportation | 638,158           | 201,426           |
| Miscellaneous costs   | 16,137            | 248,201           |
| <b>Total expenses</b> | <b>26,335,410</b> | <b>16,864,442</b> |

In 2022, the IMS ended one contract for the lease of a vehicle (2022: 75,210 EUR) and entered into a new 3-year contract (2022: 39,950 EUR) with an annual cost of 95,880 EUR (2021: 126,500 EUR), which is cancellable.

## 12 Related parties

The key management personnel includes: the Director General IMS, Directors, and the Financial Controller. They are all rotated, typically every three years, and with the exception of the Financial Controller, have only management oversight of routine operating and maintenance activities. The detailed work related to these tasks tends to be undertaken by staff officers. The IMS Financial Controller is also the Financial Controller of the Science and Technology Organization (STO) and the NATO Defense College (NDC), forming together the IMS Budget Group. The IMS, STO and NDC are therefore related parties under a common Financial Controller.

The other key management personnel of the entity have no known significant related party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Key management are remunerated in accordance with the applicable national or NATO pay scales. They do not receive from NATO any additional remuneration for Board responsibilities or access to preferential benefits such as the entitlement to receive loans over and above those available to all NATO personnel under normal rules.

During the year, the IMS entered into transactions with NATO entities outside the IMS Budget Group. The fees charged for these transactions were an appropriate allocation of the costs incurred.

## 13 Representation allowance

Representation allowance is available to certain designated NATO high-level officials whose position entails responsibility for maintaining relationships of value to NATO. In 2022, three senior IMS officials received representation allowances.

The total entitlement was 39,000 EUR (2021: 39,000 EUR) and the actual expenses were 30,020 EUR (2021: 9,329 EUR). The increase in actual expenses is due to the end of COVID-19 measures and restrictions.

## 14 Contingent Liabilities

There has been one appeal lodged with the NATO Administrative Tribunal against the IMS related to a recruitment process. The case was heard in March 2023 with the ruling expected to be provided after the issuance of these financial statements. The probability of the outcome is assessed as not likely to result in any liability for the IMS.

## 15 Morale and Welfare Activities

The IMS carried out Morale and Welfare Activities (MWA) in 2022 for which a detailed annual special purpose report is presented to the Budget Committee. Morale and Welfare Activity is an activity of a NATO body that enhances the quality of life, promotes cohesion and integrity, and/or contributes to the physical and mental wellbeing of eligible individuals. At the IMS, the MWA mainly relate to the sale of petrol products and the language training centre.

The position of MWA at year-end is:

| (in EUR)                                                          | 2022   | 2021   |
|-------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Cash and cash equivalents                                         | 96,157 | 50,506 |
| Total liabilities including provisions and contingent liabilities | 71,143 | 42,277 |

As of year-end, no full-time equivalent staff (2021: nil) directly support the MWA.

In both years, four staff support the MWA as a minor part of their duties. The total extent of their MWA responsibilities amounts to less than one part-time equivalent.

#### 16 Events after reporting date

There have been no other material events between the reporting date and the date the financial statements are authorized for issue that would affect the amounts recognized in these financial statements.

**ANNEX A**  
**IMS**  
**Budget Execution Statement**  
**for the year ended 31 December 2022**  
(in EUR)

|                                | Initial<br>Budget | BA2               | BA3               | Transfers | Final<br>Budget   | Expenses          | Carry<br>Forward | Lapsed           |
|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| <b>BUDGET 301 (IMS) 2022</b>   |                   |                   |                   |           |                   |                   |                  |                  |
| Chapter 1                      | 10,687,677        | 10,687,677        | 10,687,677        | -         | 10,687,677        | 10,290,667        | -                | 397,010          |
| Chapter 2                      | 29,475,117        | 29,475,117        | 29,475,117        | -         | 29,475,117        | 23,227,377        | 779,048          | 5,468,692        |
| Chapter 3                      | 40,000            | 40,000            | 40,000            | -         | 40,000            | 37,960            | -                | 2,040            |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>40,202,794</b> | <b>40,202,794</b> | <b>40,202,794</b> | <b>-</b>  | <b>40,202,794</b> | <b>33,556,003</b> | <b>779,048</b>   | <b>5,867,743</b> |
| <b>BUDGET 302 (NSO) 2022</b>   |                   |                   |                   |           |                   |                   |                  |                  |
| Chapter 1                      | 1,990,919         | 1,990,919         | 1,990,919         | 1,318     | 1,992,237         | 1,992,237         | -                | -                |
| Chapter 2                      | 1,330,190         | 1,330,190         | 1,330,190         | (1,318)   | 1,328,872         | 1,180,935         | 22,641           | 125,297          |
| Chapter 3                      | -                 | -                 | -                 | -         | -                 | -                 | -                | -                |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>3,321,109</b>  | <b>3,321,109</b>  | <b>3,321,109</b>  | <b>-</b>  | <b>3,321,109</b>  | <b>3,173,171</b>  | <b>22,641</b>    | <b>125,297</b>   |
| <b>BUDGET 501 (OTRCH) 2022</b> |                   |                   |                   |           |                   |                   |                  |                  |
| Chapter 1                      | 164,000           | 164,000           | 164,000           | -         | 164,000           | 55,122            | -                | 108,878          |
| Chapter 2                      | 1,400,000         | 1,400,000         | 1,400,000         | -         | 1,400,000         | 1,354,549         | -                | 45,451           |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>1,564,000</b>  | <b>1,564,000</b>  | <b>1,564,000</b>  | <b>-</b>  | <b>1,564,000</b>  | <b>1,409,671</b>  | <b>-</b>         | <b>154,329</b>   |
| <b>TOTAL FY2022</b>            | <b>45,087,903</b> | <b>45,087,903</b> | <b>45,087,903</b> | <b>-</b>  | <b>45,087,903</b> | <b>38,138,845</b> | <b>801,689</b>   | <b>6,147,369</b> |
| <b>BUDGET 301 (IMS) 2021</b>   |                   |                   |                   |           |                   |                   |                  |                  |
| Chapter 2                      | 572,550           | 572,550           | 572,550           | -         | 572,550           | 572,550           | -                | -                |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>572,550</b>    | <b>572,550</b>    | <b>572,550</b>    | <b>-</b>  | <b>572,550</b>    | <b>572,550</b>    | <b>-</b>         | <b>-</b>         |
| <b>BUDGET 302 (NSO)2021</b>    |                   |                   |                   |           |                   |                   |                  |                  |
| <b>TOTAL ALL BUDGETS</b>       | <b>45,660,453</b> | <b>45,660,453</b> | <b>45,660,453</b> | <b>-</b>  | <b>45,660,453</b> | <b>38,711,395</b> | <b>801,689</b>   | <b>6,147,369</b> |

The budget covers the financial year from 1 January 2022 to 31 December 2022 and includes the following budgets: 301 (IMS), 302 (NSO) and 501 (Outreach). The initial budget and subsequent revisions are reviewed, approved and issued by the Budget Committee.

In accordance with the NFRs, all changes between the initial and the final budget due to transfers of appropriations were either authorized by the Budget Committee, or were within the authority of the IMS Financial Controller. These changes are presented in the Budget Execution Statement. The lapses are mainly due to delays in the execution of the Chief Information Office (CIO) and NHQC3S programmes of work, and a reduction in NATO HQ occupancy costs.

The credits carried forward are presented in the Budget Execution Statement as required by the NATO Financial Regulations and the FRPs. They represent the unexpended balances at year-end for which there is a legal liability or a Budget Committee decision and are equal to the deferred revenue – carry forwards (see Note 8).

The budget and the financial statements are not prepared on the same basis. In the financial statements, only current year depreciation/amortization is recognized as an expense, while in the budget all non-current assets are fully expensed during the year. The following table summarizes the differences:

| (in EUR)                                                  | <u>2022</u>              |
|-----------------------------------------------------------|--------------------------|
| <b>Total expenses, Statement of Financial Performance</b> | 38,711,322               |
| Capital and investments (see notes 5 and 6)               | 37,960                   |
| Depreciation and amortization (see notes 5 and 6)         | <u>(37,887)</u>          |
| <b>Total expenses, Budget Execution Statement</b>         | <u><b>38,711,395</b></u> |

**ANNEX B**  
**NATO-Iraq Trust Fund**  
**Status as at 31 December 2022**  
(in EUR)

| FINANCIAL YEAR                                       | IN COUNTRY COURSES | OUT OF COUNTRY COURSES |               |             | TOTAL             |
|------------------------------------------------------|--------------------|------------------------|---------------|-------------|-------------------|
|                                                      | EXPENSES           | EXPENSES               | SLOTS OFFERED | SLOTS TAKEN |                   |
| 2005                                                 | 133,235            | 1,494,235              | 123           | 200         | 1,627,470         |
| 2006                                                 | 966,684            | 1,355,890              | 444           | 253         | 2,322,574         |
| 2007                                                 | 745,024            | 1,230,390              | 223           | 197         | 1,975,414         |
| 2008                                                 | 2,900,068          | 1,105,880              | 230           | 208         | 4,005,948         |
| 2009                                                 | 200,557            | 1,263,332              | 220           | 208         | 1,463,889         |
| 2010                                                 | 218,647            | 1,737,842              | 412           | 336         | 1,956,489         |
| 2011                                                 | 44,135             | 1,733,875              | 468           | 420         | 1,778,010         |
| 2012                                                 | -                  | 23,366                 | 23            | 15          | 23,366            |
| 2013                                                 | -                  | 176,359                | 42            | 42          | 176,359           |
| 2014                                                 | -                  | 10,340                 |               |             | 10,340            |
| 2015                                                 |                    | 301,817                | 62            | 62          | 301,817           |
| 2016                                                 |                    | 1,565,362              | 340           | 268         | 1,565,362         |
| 2017                                                 |                    | 55,568                 | 4             | 4           | 55,568            |
| 2018                                                 |                    | 99,180                 | 7             | 7           | 99,180            |
| 2019                                                 |                    | 42,345                 | 4             | 4           | 42,345            |
| 2020                                                 |                    | -                      | -             | -           | -                 |
| 2021                                                 |                    | 66,553                 | 9             | 9           | 66,553            |
| 2022                                                 |                    | 72,227                 |               |             | 72,227            |
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>5,208,350</b>   | <b>12,334,560</b>      |               |             | <b>17,542,910</b> |
| <b>NATO-IRAQ TRUST FUND STATUS AS OF 31 DEC 2022</b> |                    |                        |               |             |                   |
| <b>FUND DONATED</b>                                  |                    |                        |               |             | <b>17,176,421</b> |
| <b>INTEREST EARNED (net of finance costs)</b>        |                    |                        |               |             | <b>366,490</b>    |
| <b>FUND USED</b>                                     |                    |                        |               |             | <b>17,542,910</b> |
| <b>FUND AVAILABLE</b>                                |                    |                        |               |             | <b>0</b>          |

Note: In 2022, expenses totalled 72,227 EUR (2021: 66,553 EUR). After payment of the final invoice and bank charges, the trust fund is fully depleted and the bank account closed in January 2023.



International Military Staff  
Etat-Major Militaire International

Brussels - Belgium



31 March 2023

IMSTAM(FC)-0008-2023

CHAIR, INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS FOR NATO (IBAN)

**NATO DEFENSE COLLEGE (NDC) FINANCIAL STATEMENTS 2022**

1. Please find attached the 2022 NATO DEFENSE COLLEGE (NDC) Financial Statements, issued in accordance with NATO Financial Regulation (NFR) Article 35.1.
2. I can confirm that, in accordance with NFR Financial Rules and Procedures (FRP) XXXV (4), the NDC can agree to public disclosure of these Financial Statements.
3. Notwithstanding the above, as stated in C-M(2012)0041, public disclosure of IBAN Audit Reports is a matter for Council decision, based upon the recommendation of the RPPB. Decisions are informed by the NATO policy on public disclosure of documents (C-M(2008)0116).
4. The IBAN Audit Report covering these Financial Statements has not been issued, but should be presented to Council no later than 31 August 2023 (NFR 15.2). As such, the NDC is not yet in a position to anticipate any potential representations that may be made to the RPPB, regarding the Audit Report.
5. The NDC therefore reserves its position on public disclosure of the eventual IBAN Audit Report.

Rui Mendes Da Silva  
PRT CV  
Financial Controller  
International Military Staff  
Science and Technology Organisation

Enclosure:

1. NDC 290323- NDC Financial Statements FY 2022, 29 Mar 23

Copy to: COMMANDANT NDC, HEAD OF FINANCE NDC, IMS-FC, IMS-RECORDS

Originating Office: FC - DGIMS-FC

Action Officer: Mrs A. MUEFFKE, Head, IMS-BG FC Office, (4593)

Taxonomy: Organisation and Management Support (ORG) - ORG - Finance and Accounting

NATO UNCLASSIFIED

# NATO DEFENSE COLLEGE FINANCIAL STATEMENTS

## 2022



Via Giorgio Pelosi, 1  
00143 Rome  
ITALY

NATO UNCLASSIFIED



## TABLE OF CONTENTS

|                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------|----|
| Introduction .....                                                        | 2  |
| NDC Statement of Internal Control FY 2022 .....                           | 3  |
| STATEMENT OF FINANCIAL POSITION .....                                     | 6  |
| STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE .....                                  | 7  |
| STATEMENT OF CASH FLOWS .....                                             | 8  |
| STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS .....                                  | 9  |
| NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS .....                                   | 10 |
| 1. Significant Accounting Policies .....                                  | 10 |
| 2. Cash and cash equivalents .....                                        | 13 |
| 3. Receivables.....                                                       | 14 |
| 4. Prepayments and Advances.....                                          | 14 |
| 5. Property, Plant and Equipment.....                                     | 14 |
| 6. Payables .....                                                         | 15 |
| 7. Deferred revenue and advances .....                                    | 15 |
| 8. Revenue.....                                                           | 16 |
| 9. Personnel.....                                                         | 16 |
| 10. Contractual Supplies and Services .....                               | 17 |
| 11. Related Parties Disclosure .....                                      | 17 |
| 12. Representation Allowance .....                                        | 17 |
| 13. Events after reporting date .....                                     | 18 |
| 14. Morale and Welfare Activities .....                                   | 18 |
| ANNEX 1 - BUDGET EXECUTION STATEMENTS FOR THE YEAR ENDED 31/12/2022 ..... | 19 |

## Introduction

1. The NATO Defense College (NDC) is a NATO Military body of the NATO Military Committee (MC) led by the Commandant, who reports to the Chair of the Military Committee through the Director General of the International Military Staff. Its mission is to contribute to the effectiveness and cohesion of the Alliance by developing its role as a major centre of education, outreach and research on transatlantic security issues. As the Alliance's premier academic institution, the NDC aspires to be regarded as the first choice for nations in the educational development of their senior officers and officials, and as a respected source of relevant policy-making advice.
2. The year 2022 was a successful year for the NDC. Although the transition back from COVID was a demanding process, rendered even more difficult by the situation in Ukraine, the College managed to achieve all objectives set for the year across all three pillars of its mission. The NDC not only delivered all scheduled courses, with more than 400 course members from more than 50 NATO and Partner countries, but it also enhanced the overall quality of the education provided, by consistently integrating feedback from internal and external stakeholders, and thus significantly improving Course Members' experience. On the Research pillar the College recorded a significant increase in publications, while also maintaining a solid conference programme, whereas in the Engagement domain, activities were not only back at pre-COVID level, but a more focused and integrated approach was developed in order to better manage the growing number of requests for cooperation from around the globe.
3. The NDC 2022 Financial Statements have been produced in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF) based on the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO and the NATO Financial Regulations (NFRs). They are presented in a commonly adopted layout.
4. The expenses recorded herein are mainly charged over two budgets, the NDC budget, covering its operating and maintenance costs, and a delegated portion of the Outreach Programme for which the NDC has operational control. In 2022 the NDC has also executed a portion of the centrally-managed NATO-Iraq Trust Fund, as well as other non-appropriated reimbursable activities.
5. The budgetary expenses are recorded on an accrual basis, i.e. in the period in which the goods or services are delivered. Any exception to that principle is outlined in Annex 1 to the financial statements, which provides a comparison between the Budget Execution and IPSAS.
6. The IMS Budget Group covers a number of budgets and entities linked together for financial management purposes by a Financial Controller. The Financial Controller is the Financial Controller of the IMS, the Science and Technology Organisation (STO) and the NDC. The NDC, the STO and IMS are therefore related parties under a common Financial Controller.



Olivier RITTIMANN  
Lieutenant General, French Army  
Commandant  
NATO Defense College



Rui M. M. DA SILVA  
PRTCV - Financial Controller  
International Military Staff  
Science & Technology Organisation

## NDC Statement of Internal Control FY 2022

In accordance with the NATO Financial Regulations (NFRs) as supplemented by the Financial Rules and Procedures (FRPs), the Commandant of the NATO Defense College is responsible and accountable for implementing and maintaining a sound financial management. In particular, as set forth in articles 11 and 12 of the NFRs, the Commandant is responsible for implementing sound risk management procedures and effective internal control arrangements aimed at supporting the achievement of the organizational objectives.

The NDC Financial Controller, in accordance with articles XI.3 and XI.4 of the FRPs, is responsible for financial risk management and for establishing financial risk management standards, as well as responsible for the system of internal financial and budgetary control (NFR 12.2).

In order to meet the provisions of the NFRs, the NDC has established systems of Risk Management and Internal Control, which are being continuously enhanced with the aim to ensure the achievement of NDC mission and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently, effectively and economically. The systems of Risk Management and Internal Control are designed to manage and minimize, rather than entirely eliminate, risk at the NDC. Risk Management and Internal Control can therefore provide only a reasonable, but not absolute, assurance of effectiveness. The risks addressed at the NDC include risks to NDC operational aims and objectives; compliance with the NFRs; the reliability of financial information; and the safeguarding of assets. This process has been in place for the year ended 31 December 2022 and up to the date of these financial statements.

In accordance with the Budget Committee recommendation to adopt COSO as internationally-recognized Internal Control Framework, the risk management and financial control processes at the NDC provide a network of internal controls that can be assessed using the five key components of the COSO Framework:

### Control Environment

The culture and ethical values of the overall control environment are established by senior management. The promotion of ethical values includes: NDC participation in the NATO-wide 'Building Integrity' Initiative; the promulgation of the NATO Code of Conduct to all NDC staff; the disclosures on any senior management related party transactions in NDC annual financial statements.

The NDC structure provides for clear, hierarchical reporting lines based on military principles, as well as functional reporting lines, and appropriate authorities and responsibilities are formally entrusted to personnel in accordance with their role within the organization.

Oversight is provided by the MC, supported by various subcommittees, who routinely scrutinize NDC senior management reports on strategic operational matters.

On financial matters, interim Budgetary Execution Reports are presented to, and reviewed by, the Budget Committee twice per year. In addition, NDC financial requirements comprising the yearly budget proposals are screened and reviewed by the nations at various oversight fora.

The Audit Advisory Panel (AAP) makes periodic assessments as to whether Internal Audit is properly resourced and has the appropriate standing. It reviews, provides input to and endorsement of, internal audit planning. It reviews the findings and recommendations of Internal Audit and the International Board of Auditors for NATO (IBAN), and reviews management responses and follow-up actions.

The AAP provides the Commandant with an annual report which includes an assessment on the effectiveness of risk management, internal control, and external financial reporting, along with advice and recommendations for the Commandant.

The new mission and structure of the NDC was agreed in 2021, resulting in a revised “Policy Guidance for the NATO Defense College”, and the ensuing End-State Peacetime Establishment approved in the course of 2022. The new structure has been implemented and the recruitment of the newly approved NATO International Civilian positions is ongoing.

#### Risk Assessment

The NDC continues to develop internal risk management policies and procedures, adapting existing risk management frameworks, to better identify those events that if occurring may affect the achievement of its objectives. Risk identification and management is progressively being extended to all organizational elements of the NDC.

In the course of 2022 the NDC has further improved the effectiveness of its risk management framework, and a ‘risk culture’ is now embedded in all NDC’s internal processes. The risk register has been institutionalised, made available across the Organisation, and its revisions with relevant updates are conducted every six months.

#### Control Activities

The NDC, through its Command Group and other internal boards, monitors and controls ongoing progresses towards the achievement of the set objectives, in accordance with deadlines and operational priorities.

In the financial domain, the NDC finance and accounting system has built-in approval workflows, controls and verifications, which grant the necessary segregation of responsibilities, together with relevant audit trails, and ensures sufficient control as regards consistency and accuracy of financial transactions, and compliance to the NFRs.

#### Information and Communication

The NDC structure with its clear reporting lines underpins internal communication. The internal boards structure is the primary channel of information flow across internal stakeholders, and informs decision-making at all levels. The NDC has a Standard Operating Procedure for a secure user access to Communication & Information resources. This provides for effective communications in pursuit of operational objectives. The NDC also holds an Audit Advisory Panel that periodically reports to the Commandant.

Communication also provides for the effective functioning of internal control. In this regard important information is disseminated through the staff by means of weekly bulletins and periodic all-hands meetings called by the Commandant.

The NDC communicates externally on matters affecting the functioning of internal control mechanisms via the Statement on Internal Control, which is included with the annual Financial Statements and is released to the general public. External audits include examinations of internal controls and compliance with applicable rules and regulations. The results of these audits are reviewed by various oversight authorities and made available to the general public along with the financial statements.

#### Monitoring Activities

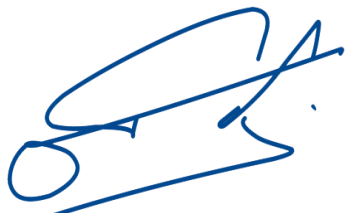
An outsourced Internal Audit service provider is engaged on a periodic basis, to undertake internal audit assignments. On top, NDC internal controls of non-appropriated funds are conducted regularly. The NDC is also subject to annual external audit from the IBAN.

Recommendations and observations arising from audits are assessed by the Audit Advisory Panel reporting to the Commandant. The results are then assessed by NDC senior management, who initiate any appropriate actions.

The Commandant of the NDC and the Financial Controller have a collective responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. Our review is informed by the above five COSO components and by the work of NDC senior managers, external audits, and internal audits.

No issues regarding financial or operational matters were raised in 2022. The IBAN external audit of the 2021 Financial Statements resulted in an unqualified opinion, with no new observation and recommendations. Of the five observations and recommendations from previous years' audits, only two remained in progress and were addressed in the course of 2022.

We are satisfied that the Risk Management and Internal Control systems in operation across the NDC during the year 2022 were reasonably adequate and effective. However, areas of improvements still exist, in particular on internal control certification. In the course of 2023 it is NDC's intention to implement an organization wide internal control certification process along the lines of what is already done at other NATO bodies including—*inter alia*—initiatives such as the issue of sub-certification letters and COSO self-assessment surveys.

A blue ink signature, appearing to be 'O. Rittmann', written in a stylized, cursive manner.

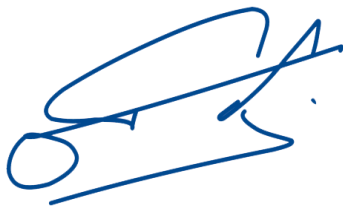
Olivier RITTIMANN  
Lieutenant General, French Army  
Commandant  
NATO Defense College

A blue ink signature, appearing to be 'Rui M. M. da Silva', written in a stylized, cursive manner.

Rui M. M. DA SILVA  
PRTCV - Financial Controller  
International Military Staff  
Science & Technology Organisation

**NATO DEFENSE COLLEGE  
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION**

|                                      | <i>Notes</i> | <b>2022</b>       | <b>2021</b>       |
|--------------------------------------|--------------|-------------------|-------------------|
| <b>ASSETS</b>                        |              |                   |                   |
| <b>Current Assets</b>                |              |                   |                   |
| Cash and Cash Equivalents            | 2            | 3,390,316         | 5,204,768         |
| Receivables                          | 3            | 420,180           | 237,276           |
| Prepayments and Advances             | 4            | 11,052            | 19,390            |
| <b>Total Current Assets</b>          |              | <b>3,821,548</b>  | <b>5,461,434</b>  |
| <b>Non-Current Assets</b>            |              |                   |                   |
| Property, Plant & Equipment          | 5            | 13,099,264        | 12,698,451        |
| <b>Total Non-Current Assets</b>      |              | <b>13,099,264</b> | <b>12,698,451</b> |
| <b>TOTAL ASSETS</b>                  |              | <b>16,920,812</b> | <b>18,159,885</b> |
| <b>LIABILITIES</b>                   |              |                   |                   |
| <b>Current Liabilities</b>           |              |                   |                   |
| Payables                             | 6            | 1,085,848         | 1,541,057         |
| Deferred Revenue & Advances          | 7            | 2,735,700         | 3,920,377         |
| <b>Total Current Liabilities</b>     |              | <b>3,821,548</b>  | <b>5,461,434</b>  |
| <b>Non-Current Liabilities</b>       |              |                   |                   |
| Non-Current Deferred Revenue         | 7            | 13,099,264        | 12,698,451        |
| <b>Total Non-Current Liabilities</b> |              | <b>13,099,264</b> | <b>12,698,451</b> |
| <b>TOTAL LIABILITIES</b>             |              | <b>16,920,812</b> | <b>18,159,885</b> |
| <b>TOTAL NET ASSETS/EQUITY</b>       |              | <b>-</b>          | <b>-</b>          |



Olivier RITTIMANN  
Lieutenant General, French Army  
Commandant  
NATO Defense College

The notes on pages 10 to 18 form an integral part of these financial statements.



Rui M.M. DA SILVA  
PRTCV - Financial Controller  
International Military Staff  
Science & Technology Organisation

The notes on pages 10 to 18 form an integral part of these financial statements.

The financial statements were issued to the International Board of Auditors for NATO on 31 March 2023.

## NATO DEFENSE COLLEGE STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

For the year ended 31 December 2022  
(in EUR)

|                                         | <i>Notes</i> | <u><b>2022</b></u>       | <u><b>2021</b></u>       |
|-----------------------------------------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| <b>Revenue</b>                          |              |                          |                          |
| Revenue                                 |              | 13,268,659               | 10,804,751               |
| <b>Total Revenue</b>                    | <b>8</b>     | <u><b>13,268,659</b></u> | <u><b>10,804,751</b></u> |
| <b>Expenses</b>                         |              |                          |                          |
| Personnel                               | 9            | 5,689,047                | 5,443,858                |
| Contractual Supplies and Services       | 10           | 6,555,824                | 4,872,889                |
| Capital and Investments Budgeting       |              | 473,279                  | 37,449                   |
| Depreciation                            | 5            | 550,509                  | 450,555                  |
| <b>Total Expenses</b>                   |              | <u><b>13,268,659</b></u> | <u><b>10,804,751</b></u> |
| <b>SURPLUS / DEFICIT FOR THE PERIOD</b> |              | <u><b>-</b></u>          | <u><b>-</b></u>          |

## NATO DEFENSE COLLEGE STATEMENT OF CASH FLOWS

For the year ended 31 December 2022  
(in EUR)

|                                                                 | <i>Notes</i> | <u>2022</u>        | <u>2021</u>      |
|-----------------------------------------------------------------|--------------|--------------------|------------------|
| <b>CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES</b>                     |              |                    |                  |
| <i>Surplus/Deficit for the period</i>                           |              | -                  | -                |
| <b>Non-cash movements</b>                                       |              |                    |                  |
| Depreciation / Amortization                                     | 5            | 550,509            | 450,555          |
| Increase - (Decrease) in payables                               |              | (455,209)          | 660,683          |
| Increase - (Decrease) in other current liabilities              |              | (1,184,677)        | (901,940)        |
| (Increase) - Decrease in receivables                            |              | (182,904)          | (220,839)        |
| (Increase) - Decrease in other current assets                   |              | 8,338              | (17,664)         |
| (Increase) - Decrease in Non-current deferred revenue           |              | 400,813            | 291,686          |
| <b>NET CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES</b>                 |              | <u>(863,130)</u>   | <u>262,481</u>   |
| <b>CASH FLOWS FROM INVESTING ACTIVITIES</b>                     |              |                    |                  |
| Purchase of property plant and equipment                        | 5            | (951,322)          | (742,241)        |
| <b>NET CASH FLOWS FROM INVESTING ACTIVITIES</b>                 |              | <u>(951,322)</u>   | <u>(742,241)</u> |
| <b>CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES</b>                     |              |                    |                  |
| Cash in from IMS BG cash transfer                               |              | 500,000            | -                |
| Cash out from IMS BG cash transfer                              |              | (500,000)          | -                |
| <b>NET CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES</b>                 |              | <u>-</u>           | <u>-</u>         |
| <b>Net Increase - (Decrease) in cash and cash equivalents</b>   |              | <u>(1,814,451)</u> | <u>(479,760)</u> |
| <b>Cash and cash equivalents at the beginning of the period</b> |              | <u>5,204,768</u>   | <u>5,684,528</u> |
| <b>Cash and cash equivalents at the end of the period</b>       |              | <u>3,390,316</u>   | <u>5,204,768</u> |

**NATO DEFENSE COLLEGE  
STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS**

For the year ended 31 December 2022  
(in EUR)

|                                                            | Total |
|------------------------------------------------------------|-------|
| <b>Balance at the beginning of the period 2021</b>         | -     |
| Surplus / (deficit) for the period                         |       |
| <b>Change in net assets/equity for the year ended 2021</b> | -     |
| <b>Balance at the beginning of the period 2022</b>         | -     |
| Surplus / (deficit) for the period                         |       |
| <b>Change in net assets/equity for the year ended 2022</b> | -     |
| <b>Balance at the end of the period 2022</b>               | -     |

## NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

### 1. Significant Accounting Policies

#### 1.1. Basis of Preparation

The NATO Defense College (NDC) Financial Statements 2022 have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF). This accounting framework is based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS), as adapted by NATO. The financial statements comply with the financial requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the associated Financial Rules and Procedures (FRPs) as well as with NDC directives and policies.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with Article 2.1 of the NFRs, the financial year covered by these financial statements is 1 January to 31 December 2022.

The financial statements have been prepared on the historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period. The principal accounting policies are set out below.

#### 1.2. Accounting Estimates and Judgements

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

#### 1.3. Changes in Accounting Policy and Standards

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2022 financial statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

#### 1.4. Changes in Pronouncements

At the date of authorisation of these financial statements, the following revised IPSAS is effectively implemented at the NDC:

- IPSAS 5, Borrowing Costs – Non-Authoritative Guidance (issued November 2021).

The NDC has not applied the following new IPSAS that has been issued but is not yet effective:

- IPSAS 43, Leases (issued January 2022)

The IPSASB also approved Improvements to IPSAS, 2021 (issued January 2022), which resulted in the amendment of the following IPSAS:

- IPSAS 17, Property, Plant, and Equipment;
- IPSAS 19, Provisions, Contingent Liabilities and Contingent Assets;
- IPSAS 22, Disclosure of Financial Information About the General Government Sector;
- IPSAS 29, Financial Instruments: Recognition and Measurement;
- IPSAS 30, Financial Instruments: Disclosures;
- IPSAS 33, First-time Adoption of Accrual Basis International Public Sector Accounting Standards (IPSASs);

- IPSAS 39, Employee Benefits; and
- IPSAS 41, Financial Instruments.

It is not expected that the adoption of or updates to these standards will have a material impact on the financial statements of the NDC in future periods.

### 1.5. Foreign Currency Transactions

These financial statements are prepared in euro, which is the functional and reporting currency of the NDC. Foreign currency transactions are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the transaction date. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies are assessed for materiality and if material are translated into euro using the applicable NATO exchange rates as at 31 December 2022. Realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the statements of financial position and performance. An assessment was made of all assets and liabilities in foreign currencies as at 31 December 2022. The amount of unrealized gains is deemed immaterial.

### 1.6. Consolidation

Consolidated financial statements include the financial results of the controlling entity and its controlled entities.

While Morale and Welfare activities (MWAs) are under the control of the head of the NATO body, in accordance with the NAF departure from IPSAS 6 they have not been consolidated into these financial statements. A separate activity report is submitted to the Budget Committee as required by the NFRs, and summary information is provided at note 14.

### 1.7. Services In-Kind

The NDC received services in-kind in the form of military personnel provided by the NATO nations. Such personnel are assigned to specific, military positions on the Peacetime Establishments (PE) of the NDC (see note 9). In these financial statements services in-kind are recognized neither as revenue nor as an asset.

### 1.8. Financial Instruments

The NDC uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable, provisions and cash transfers between NATO entities.

All financial instruments are recognized in the statement of financial position at their fair value.

**Credit Risk:** In the normal course of business, NDC incurs credit risk from trade receivables and transactions with banking institutions. NDC manages its exposure to credit risk by:

- Holding current account bank balances and short-term deposits with registered banking institutions with a high credit rating;
- Maintaining credit control procedures over receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2022 is equal to the total amount of bank balances, short-term deposits, and receivables disclosed in the statement of financial position. Receivables considered uncollectible are adequately provided for. There is a very limited credit risk associated with the realization of these instruments.

**Currency risk:** The NDC's exposure to foreign currency exchange risk is very limited, as most transactions are in euros.

**Liquidity risk:** The liquidity risk is based on the assessment whether the organization will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is a limited exposure to liquidity risk because the budget funding mechanism guarantees contributions in relation to approved budgets. The accuracy of forecasting cash requirements as well as the delay in payment represent the main liquidity risk.

**Interest rate risk:** The NDC is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no interest rate risk identified.

### 1.9. Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfer substantially all the risks and rewards of ownership to the lessee. All other leases are classified as operating leases. Rentals payable under lease contracts are recognised as an expense in the Statement of Financial Performance on a straight line basis over the term of the lease.

The NDC is not party to any financial lease contracts and therefore is not reporting any assets or liabilities related to financial leases.

### 1.10. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand, petty cash, current bank accounts, deposits held with banks and other short-term, highly liquid investments.

### 1.11. Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts. Contributions receivable are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for loss is recorded with respect to member countries' assessed contributions receivable, except for exceptional and agreed technical reasons.

### 1.12. Prepayments

Prepayments and deposits are payments to suppliers, employees and other NATO entities in advance of the period to which they pertain.

### 1.13. Property, plant and equipment

Property, plant and equipment (PPE) with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated depreciation and any recognized impairment losses. Depreciation is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Full depreciation is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. PPE is derecognized upon disposal or when no future economic benefit is expected from the use of the asset. The cost and any related accumulated depreciation are removed from the accounting records.

In accordance with IPSAS 17 as adapted by the NAF, all assets qualified as PPE and under the control of the NDC at the reporting date have been capitalized if exceeding the set capitalization thresholds, and recognised as non-current assets in the statement of financial position. Land and buildings are offered for use to the NDC by the MOD Italy. The values of land and building represent the historic cost as provided by the MOD Italy.

### 1.14. Impairment of tangible assets

The carrying values of non-current assets are reviewed for impairment when events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Any provision for impairment is charged against the statement of financial performance in the year concerned.

### 1.15. Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are initially recognized at their fair value and subsequently measured at amortized cost. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received but not yet invoiced.

### 1.16. Deferred revenue and advances

Deferred revenue represents contributions from nations and/or third parties that have been called for current or prior years budgets but that have not yet been recognized as revenue. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities. Advances are contributions called or received related to future budgets.

### 1.17. Employee benefits

The NDC civilian employees either participate in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) or the Coordinated Pension Scheme (NATO Defined Benefit Plan).

The assets and liability for all NATO post-employment benefit schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters by the International Staff and therefore are not recognized in these financial statements.

**Defined Contribution plan:** The assets of the plan are held separately from those of NDC in funds under the control of independent trustees or an administrator. The NDC is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognized as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of NDC with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

**Defined Benefit plan:** Employees who have joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme which is a funded defined benefit plan. Under the plan and upon completion of 10 years of employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 60. Staff members whose length of service is not sufficient to entitle them to a retirement pension are eligible for a leaving allowance.

**Continued Medical Coverage:** Some qualifying retirees may also benefit from Continued Medical Coverage.

### 1.18. Revenue recognition

Revenue comprises contributions from member nations and other customers to fund the entity's budgets. It is recognized as revenue in the Statement of Financial Performance in the year for which the contributions are used for their intended purpose as envisioned by the budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognizes a liability until the condition is fulfilled.

### 1.19. Financial result

The financial result represents the net of bank interest earned, bank charges incurred and exchange rate gains and losses due to transactions in foreign currency. It is recognized as a payable to nations in order to return it to the nations.

## 2. Cash and cash equivalents

| (in EUR)                       | 2022             | 2021             |
|--------------------------------|------------------|------------------|
| Cash Accounts                  | 1,221            | 10,709           |
| Petty Cash and Advances        | 2,500            | 2,500            |
| Current Bank Accounts in Euros | 3,386,595        | 5,091,373        |
| Cash Equivalent                | -                | 100,186          |
| <b>Total</b>                   | <b>3,390,316</b> | <b>5,204,768</b> |

Cash and cash equivalents are short-term liquid assets. Deposit accounts are held in interest bearing bank accounts in immediately available funds. Cash holdings are largely determined by the timing of receipts from the nations, which arrive in two instalments, generally in April and December.

Cash equivalents are held in euros and are funds invested on a short term deposit or business account.

During the year, a cash transfer of 500,000 EUR (2021: nil) was provided by the IMS in order to cover a temporary shortfall of funds related to the timing of the receipt of the 2<sup>nd</sup> call for contributions. As at 31 December 2022 such cash transfer has been repaid.

Reduction in cash accounts with respect to the previous financial year is the result of the progressive implementation of a zero-cash policy at the NDC.

### 3. Receivables

| (in EUR)                                     | 2022           | 2021           |
|----------------------------------------------|----------------|----------------|
| Receivables from NATO Entities               | 233,108        | 236,367        |
| Receivables from Governments / Gov. Agencies | 183,072        | 779            |
| Receivables from Staff Members               | 4,000          | 130            |
| <b>Total</b>                                 | <b>420,180</b> | <b>237,276</b> |

Receivables include outstanding reimbursements from different kinds of debtors, to include other NATO entities, NATO nations, third parties and staff members. The main balance refers on the one side to outstanding invoices issued to the IMS for the collection of expenses related to the delegated portion of the centrally-managed outreach budget (BC501) and on outstanding reimbursements related to the latest field study of the Senior Course on the other.

### 4. Prepayments and Advances

| (in EUR)                             | 2022          | 2021          |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Advances – Non Assigned Expenditures | -             | 1,848         |
| Advances – Vendors                   | 11,052        | 17,542        |
| <b>Total</b>                         | <b>11,052</b> | <b>19,390</b> |

The amounts are mainly prepayments for software licences that have to be operational as from 1 January 2023.

### 5. Property, Plant and Equipment

|                                 | Land      | Buildings   | Installed Equipment | Machinery | Automated Information Systems | Totals      |
|---------------------------------|-----------|-------------|---------------------|-----------|-------------------------------|-------------|
| <b>Cost</b>                     |           |             |                     |           |                               |             |
| Balance at 1 January 2021       | 7,718,220 | 7,119,426   | 2,554,203           | 83,438    | 160,838                       | 17,636,124  |
| Additions                       | -         | -           | 631,498             | 22,556    | 88,187                        | 742,241     |
| Balance at 31 December 2021     | 7,718,220 | 7,119,426   | 3,185,700           | 105,994   | 249,025                       | 18,378,365  |
| Additions                       | -         | -           | 554,322             | -         | 397,000                       | 951,322     |
| Balance at 31 December 2022     | 7,718,220 | 7,119,426   | 3,740,022           | 105,994   | 646,025                       | 19,329,686  |
| <b>Accumulated depreciation</b> |           |             |                     |           |                               |             |
| Balance at 1 January 2021       | -         | (3,627,297) | (1,415,983)         | (62,220)  | (123,858)                     | (5,229,358) |
| Depreciation expense            | -         | (177,986)   | (231,228)           | (7,952)   | (33,390)                      | (450,555)   |
| Balance at 31 December 2021     | -         | (3,805,282) | (1,647,211)         | (70,172)  | (157,248)                     | (5,679,913) |
| Depreciation expense            | -         | (177,986)   | (255,790)           | (7,190)   | (109,543)                     | (550,509)   |
| Balance at 31 December 2022     | -         | (3,983,268) | (1,903,001)         | (77,362)  | (266,791)                     | (6,230,422) |
| <b>Net book value</b>           |           |             |                     |           |                               |             |
| Balance at 31 December 2021     | 7,718,220 | 3,314,144   | 1,538,489           | 35,821    | 91,777                        | 12,698,451  |
| Balance at 31 December 2022     | 7,718,220 | 3,136,158   | 1,837,021           | 28,631    | 379,234                       | 13,099,264  |

The following capitalization thresholds and useful lives are used in the calculation of depreciation:

| Category                      | Capitalization Threshold | Depreciation life |
|-------------------------------|--------------------------|-------------------|
| Land                          | € 200,000                | N/A               |
| Buildings                     | € 200,000                | 40 years          |
| Installed equipment           | € 5,000                  | 10 years          |
| Machinery                     | € 5,000                  | 10 years          |
| Furniture                     | € 5,000                  | 10 years          |
| Automated information systems | € 5,000                  | 3 years           |

The depreciation charge for the year was 550,509 EUR (2021: 450,555 EUR).

In accordance with the NATO Financial Regulations (art. 17) an annual summary of property written-off in 2022 is provided in the following table.

| Items (Quantity)                    | Purchased in | Net Book value | Total Cost     | Reason for Write-Off                                                |
|-------------------------------------|--------------|----------------|----------------|---------------------------------------------------------------------|
| Mission Equipment (495)             | 1994 → 2020  | -              | 26,889         | Obsolete or broken beyond economical repair. No longer serviceable. |
| Machinery (1)                       | 1988         | -              | 1,717          |                                                                     |
| Automated Information Systems (259) | 2006 → 2022  | -              | 76,237         |                                                                     |
| Communication Equipment (29)        | 1995 → 2010  | -              | 6,961          |                                                                     |
| Furniture (164)                     | 1967 → 2019  | -              | 30,142         |                                                                     |
| <b>Total</b>                        |              | -              | <b>141,946</b> |                                                                     |

## 6. Payables

| (in EUR)              | 2022             | 2021             |
|-----------------------|------------------|------------------|
| Payables to Suppliers | 493,278          | 747,313          |
| Accruals              | 387,307          | 391,368          |
| Payables to Nations   | 66,710           | 305,074          |
| Other Payables        | 138,553          | 97,302           |
| <b>Total</b>          | <b>1,085,848</b> | <b>1,541,057</b> |

Payables are short-term liabilities to third parties directly related to the activities and operations of the NDC. Payables to suppliers include invoices from commercial vendors not yet settled, whereas accruals include goods and services received by year-end, but for which relevant invoices were not received by the reporting date. Additionally, accruals also include the cost associated with the balance of untaken leave at the end of 2022 (448 days - 2021: 696 days), amounting to 82,717 EUR (2021: 124,729 EUR).

The average credit period on purchases is 30 days. The NDC has financial risk management policies in place to ensure that all payables are paid within the pre-agreed credit terms.

Payables to nations encompass liabilities from financial result, liabilities from operational result and liabilities from lapses. They will be offset in the 2<sup>nd</sup> call for contribution 2023.

Similar to 2021, nations have decided to convert prior years' surplus funds into advances for the following year (see note 7).

Other payables include credits advanced by nations to pay the field study costs of their personnel attending the Senior Course, as well as payments returned by banking institutions at year-end for reasons beyond NDC's control. Such payments will be newly processed in 2023.

## 7. Deferred revenue and advances

| (in EUR)                                  | 2022              | 2021              |
|-------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Deferred Revenue – carry forwards         | -                 | 1,400,000         |
| Advance Contributions for next year       | 2,735,700         | 2,520,377         |
| <b>Total current deferred revenue</b>     | <b>2,735,700</b>  | <b>3,920,377</b>  |
| Investment in PPE                         | 13,099,264        | 12,698,451        |
| <b>Total non-current deferred revenue</b> | <b>13,099,264</b> | <b>12,698,451</b> |
| <b>Total deferred revenue</b>             | <b>15,834,964</b> | <b>16,618,828</b> |

Current deferred revenue consists mostly of budget deferred revenue or advanced contributions for the next financial year, but for which corresponding expenses will be incurred after the reporting date. Advance contributions will be deducted from the 1<sup>st</sup> call for contribution 2023. In 2022 no credits were carried forward and therefore no related deferred revenues are recorded within these Financial Statements.

Advanced contributions include an element of prior years' surplus funds converted into 2023 advances (see note 6). Therefore, prior years' surpluses of 317 KEUR were converted into 2023 advanced contributions, along with the 2022 advance of 2,418 KEUR, for a total of 2.7 MEUR.

Non-current deferred revenue represents the net carrying amount of property, plant and equipment and intangible assets as at 31 December 2022. The revenue will be recognized in the year when the depreciation and amortization expense will be recognized.

## 8. Revenue

| (in EUR)                               | 2022              | 2021              |
|----------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Revenue from NDC budget 303            | 10,397,745        | 9,342,975         |
| Revenue from other NATO budgets        | 1,033,961         | 628,876           |
| Revenue from third party reimbursables | 1,286,444         | 382,345           |
| Other revenue                          | 550,509           | 450,555           |
| <b>Total Revenue</b>                   | <b>13,268,659</b> | <b>10,804,751</b> |

In 2022 the NDC managed the following budgets:

- **NDC Budget (Military Budget code 303):** This revenue relates to the contributions received from the participating nations to exclusively cover the operating expenses of the College.
- **Other NATO budgets:** This revenue is the total from other NATO budgets. In 2022 the NDC managed a portion of the IMS Outreach Budget (budget code 501) in order to conduct Outreach/Cooperation activities with partner nations.
- **Third Party Reimbursables:** This revenue is the total of reimbursable activities conducted by the NDC, to include the NATO-Iraq Trust Fund.

Other revenue is revenue released from deferred revenue in respect of PPE depreciation.

## 9. Personnel

Employees are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each host nation and the protocols of NATO.

The breakdown of personnel expenses is the following:

| (in EUR)                   | 2022             | 2021             |
|----------------------------|------------------|------------------|
| Employment of Personnel    | 5,325,179        | 5,153,710        |
| Recruitment and Separation | 84,218           | 9,496            |
| Clothing                   | 1,492            | 1,496            |
| Medical Examinations       | 12,817           | 14,016           |
| Training                   | 6,655            | 17,966           |
| Post-Employment Benefits   | 258,686          | 247,174          |
| <b>Total</b>               | <b>5,689,047</b> | <b>5,443,858</b> |

The balance of untaken leave at the end of 2022 was 448 days (2021: 696 days). The associated cost is

recognized as an accrual.

Peacetime Establishment (PE):

|                                       | Authorized PE | Filled Positions |
|---------------------------------------|---------------|------------------|
| Civilians                             | 57            | 52               |
| Military (IMP)                        | 58            | 44               |
| Voluntary National Contribution (VNC) | 1             | 2                |
| Host Nation                           | 33            | 30               |
| Partnership Posts                     | 6             | 3                |
| <b>Total</b>                          | <b>155</b>    | <b>131</b>       |

## 10. Contractual Supplies and Services

Contractual Supplies and Services are expenses required for administrative support to the NDC and include expenses for general administrative overheads, and the maintenance costs of buildings/grounds, communications and information systems, transportation, travel expenses, representation/hospitality and miscellaneous expenses.

**Operating Leases:** All leases of the NDC are operating leases as they do not transfer substantially all the risks and rewards incidental to ownership, they do not cover all of the assets' life, the ownership is not transferred by the end of the lease term and do not contain a bargain purchase option. Lease payments are recognized as an expense on a straight-line basis over the lease term.

In 2022, the NDC had only one non-cancellable operational lease contract related to the rental of copy machines for an amount of EUR 32,883 (2021: 32,883 EUR).

The future minimum lease payments are as follows:

- Less than one year: EUR 2,740
- Between one and five years: -
- Total non-cancellable operating lease payments: EUR 2,740

## 11. Related Parties Disclosure

The key management personnel includes: the Commandant, the Dean, the Director of Management, and the Head of Budget & Finance Branch. They are all rotated, typically every three years, and with the exception of the Head of Budget & Finance Branch, have only management oversight of routine operating and maintenance activities. The detailed work related to these tasks tends to be undertaken by staff officers.

The Financial Controller is also the Financial Controller of the International Military Staff and the Science and Technology Organization. The NDC, IMS and STO are therefore related parties under a common Financial Controller.

The other key management personnel of the entity have no significant known related party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Key management is remunerated in accordance with the applicable national or NATO pay scales. They do not receive from NATO any additional remuneration for Board responsibilities or access to preferential benefits such as the entitlement to receive loans over and above those available to all NATO personnel under normal rules.

During the year, the NDC entered into non material transactions with other NATO entities outside the IMS Budget Group. The fees charged for these transactions were an appropriate allocation of the costs incurred.

## 12. Representation Allowance

Representation Allowance is allocated to certain designated high level officials whose position entails responsibility for maintaining relationships of value to NATO.

In 2022, one senior NDC official received representation allowance. The total entitlement was 4,000 EUR (2021: 3,379 EUR) and the actual expenses were 623 EUR (2021: 3,379 EUR) .

### 13. Events after reporting date

There have been no other material events between the reporting date and the date the financial statements are authorized for issue that would affect the amounts recognized in these financial statements.

### 14. Morale and Welfare Activities

The NDC carried out Morale and Welfare Activities (MWA) in 2022 for which a detailed annual special purpose report is presented to the Budget Committee. Morale and Welfare Activity is an activity of a NATO body that enhances the quality of life, promotes cohesion and integrity, and/or contributes to the physical and mental wellbeing of eligible individuals. At the NDC, the MWA mainly relate to petrol products, rationed items and a small shop offering mementoes and other few items.

The position of MWA at year-end is:

| (in EUR)                                                          | 2022   | 2021   |
|-------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Cash and cash equivalents                                         | 73,120 | 64,670 |
| Total liabilities including provisions and contingent liabilities | 43,343 | 980    |

Two (2021: two) staff members support the MWA as a minor part of their duties. The total extent of their MWA responsibilities amounts to less than one part-time equivalent.

## ANNEX 1 - BUDGET EXECUTION STATEMENTS FOR THE YEAR ENDED 31/12/2022

A) NDC Budget (Military Budget Code 303)

| Budget Currency<br>EURO                   | Initial Budget<br>BA-1 | Transfers | BA-2              | Transfers | BA-3              | Transfers | Final Budget      | Expenses          | Carry Forward | Lapsed        |
|-------------------------------------------|------------------------|-----------|-------------------|-----------|-------------------|-----------|-------------------|-------------------|---------------|---------------|
| <b>BUDGET 303 - 2022</b>                  |                        |           |                   |           |                   |           |                   |                   |               |               |
| Chapter 1                                 | 6,115,841              | -         | 6,115,841         | (180,060) | 5,935,781         | (359,798) | 5,575,983         | 5,575,983         | -             | -             |
| Chapter 2                                 | 3,880,550              | -         | 3,880,550         | 180,060   | 4,060,610         | 359,798   | 4,420,408         | 4,420,408         | -             | -             |
| Chapter 3                                 | -                      | -         | -                 | -         | -                 | -         | -                 | -                 | -             | -             |
| <b>TOTAL FY 2022</b>                      | <b>9,996,391</b>       | <b>-</b>  | <b>9,996,391</b>  | <b>-</b>  | <b>9,996,391</b>  | <b>-</b>  | <b>9,996,391</b>  | <b>9,996,391</b>  | <b>-</b>      | <b>-</b>      |
| <b>BUDGET 303 - 2021</b>                  |                        |           |                   |           |                   |           |                   |                   |               |               |
| Chapter 1                                 | -                      | -         | -                 | -         | -                 | -         | -                 | -                 | -             | -             |
| Chapter 2                                 | 500,000                | -         | 500,000           | -         | 500,000           | -         | 500,000           | 462,649           | -             | 37,351        |
| Chapter 3                                 | 900,000                | -         | 900,000           | -         | 900,000           | -         | 900,000           | 890,027           | -             | 9,973         |
| <b>TOTAL FY 2021</b>                      | <b>1,400,000</b>       | <b>-</b>  | <b>1,400,000</b>  | <b>-</b>  | <b>1,400,000</b>  | <b>-</b>  | <b>1,400,000</b>  | <b>1,352,676</b>  | <b>-</b>      | <b>47,324</b> |
| <b>BUDGET 303 - ALL FYs</b>               |                        |           |                   |           |                   |           |                   |                   |               |               |
| Chapter 1                                 | 6,115,841              | -         | 6,115,841         | (180,060) | 5,935,781         | (359,798) | 5,575,983         | 5,575,983         | -             | -             |
| Chapter 2                                 | 4,380,550              | -         | 4,380,550         | 180,060   | 4,560,610         | 359,798   | 4,920,408         | 4,883,057         | -             | 37,351        |
| Chapter 3                                 | 900,000                | -         | 900,000           | -         | 900,000           | -         | 900,000           | 890,027           | -             | 9,973         |
| <b>GRAND TOTAL<br/>BUDGET 303 ALL FYs</b> | <b>11,396,391</b>      | <b>-</b>  | <b>11,396,391</b> | <b>-</b>  | <b>11,396,391</b> | <b>-</b>  | <b>11,396,391</b> | <b>11,349,067</b> | <b>-</b>      | <b>47,324</b> |

NATO UNCLASSIFIED

B) Other NATO Budgets & Third Party Reimbursables

| Budget Currency<br>EURO                                                                                                                                                                                                                       | Initial Budget   | Transfers<br>Adjustments | Final Budget     | Expenses         | Carry Forward | Lapsed   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------|------------------|------------------|---------------|----------|
| <b>REIMBURSABLE BUDGETS</b>                                                                                                                                                                                                                   |                  |                          |                  |                  |               |          |
| BUDGET 2022 ZNC (501/IMS - PfP)*                                                                                                                                                                                                              | 483,000          | (88,349)                 | 394,651          | 394,651          | -             | -        |
| BUDGET 2022 ZNC (501/IMS - MD)*                                                                                                                                                                                                               | 359,500          | (3,717)                  | 355,783          | 355,783          | -             | -        |
| BUDGET 2022 ZNC (501/IMS - ICI)*                                                                                                                                                                                                              | 108,500          | (7,665)                  | 100,835          | 100,835          | -             | -        |
| BUDGET 2022 ZNC (501/IMS - OMC)*                                                                                                                                                                                                              | 207,000          | (24,308)                 | 182,692          | 182,692          | -             | -        |
| <b>TOTAL REIMBURSABLE BUDGETS</b>                                                                                                                                                                                                             | <b>1,158,000</b> | <b>(124,039)</b>         | <b>1,033,961</b> | <b>1,033,961</b> | <b>-</b>      | <b>-</b> |
| (*) According to the IMS Directives, since Budget 501 (Outreach PfP, MD, ICI and OMC) is reimbursable, the accrued and carried forward amounts are shown in both IMS and NDC books.<br>Expenses are recognized / recorded on an accrual basis |                  |                          |                  |                  |               |          |
| <b>REIMBURSABLE EXPENSES</b>                                                                                                                                                                                                                  |                  |                          |                  |                  |               |          |
| BUDGET 2022 N04 (TRUST FUNDS)                                                                                                                                                                                                                 | 72,227           | -                        | 72,227           | 72,227           | -             | -        |
| BUDGET 2022 Z01 (REIMBURSABLE EXPENSES)                                                                                                                                                                                                       | 1,214,218        | -                        | 1,214,218        | 1,214,218        | -             | -        |
| <b>TOTAL REIMBURSABLE EXPENSES</b>                                                                                                                                                                                                            | <b>1,286,445</b> | <b>-</b>                 | <b>1,286,445</b> | <b>1,286,445</b> | <b>-</b>      | <b>-</b> |
| <b>TOTAL REIMBURSABLE BUDGETS &amp; EXPENSES</b>                                                                                                                                                                                              | <b>2,444,445</b> | <b>(124,039)</b>         | <b>2,320,406</b> | <b>2,320,406</b> | <b>-</b>      | <b>-</b> |

In accordance with the NFRs, article 34.4, the NDC has included within its financial statements a budget execution report of its main budget (military budget code 303) that shows the initial budget allocations, the in-year changes as authorized under the authority of the Financial Controller or by the Budget Committee, the final approved budget and its execution status for the financial year 2022. Funds lapsed are also included. In addition thereto, a budget execution statement for all reimbursable budgets managed by the NDC has also been included.

NATO UNCLASSIFIED

The budgets and the financial statements are not prepared on the same basis. In the financial statements current year depreciation is recognized as an expense, while in the budgets all non-current assets are fully expensed during the year. The following table summarizes the differences:

| (in EUR)                                                  | 2022              |
|-----------------------------------------------------------|-------------------|
| Total expenses NDC Budget (BC303)                         | 11,349,066        |
| Total expenses reimbursable budgets                       | 1,033,961         |
| Total other reimbursable expenses                         | 1,286,445         |
| <b>Total Expenses All Budgets</b>                         | <b>13,669,472</b> |
| Capital and investments (Note 5)                          | (951,322)         |
| Depreciation (Note 5)                                     | 550,509           |
| <b>Total Expenses, Statement of Financial Performance</b> | <b>13,268,659</b> |

Consolidated financial statements of the

# **NATO SCIENCE AND TECHNOLOGY ORGANIZATION**

for the year ended 31 December 2022



## Index

|                                                           |    |
|-----------------------------------------------------------|----|
| Introduction .....                                        | 3  |
| Statement on Internal Control.....                        | 5  |
| STO Consolidated Statement of Financial Position.....     | 8  |
| STO Consolidated Cash Flow Statement.....                 | 10 |
| STO Consolidated Statement of Changes in Net Assets ..... | 11 |
| Notes to the STO Consolidated Financial Statements .....  | 12 |
| 1. Significant accounting policies .....                  | 12 |
| 1.1. Basis of preparation .....                           | 12 |
| 1.2. Accounting estimates and judgments.....              | 12 |
| 1.3. Changes in pronouncements .....                      | 13 |
| 1.4. Foreign currency transactions .....                  | 13 |
| 1.5. Consolidation .....                                  | 13 |
| 1.6. Services in-kind .....                               | 14 |
| 1.7. Financial instruments disclosure/presentation .....  | 14 |
| 1.8. Cash and cash equivalents .....                      | 15 |
| 1.9. Receivables .....                                    | 15 |
| 1.10. Prepayments .....                                   | 15 |
| 1.11. Property, plant and equipment (PP&E) .....          | 15 |
| 1.12. Impairment of tangible and intangible assets .....  | 16 |
| 1.13. Payables .....                                      | 16 |
| 1.14. Deferred revenue.....                               | 16 |
| 1.15. Advances .....                                      | 16 |
| 1.16. Employee benefits – Post-employment benefits.....   | 16 |
| 1.17. Net Assets .....                                    | 17 |
| 1.18. Revenue .....                                       | 17 |
| 2. Cash and cash equivalents .....                        | 17 |
| 3. Receivables .....                                      | 18 |
| 4. Prepayments .....                                      | 18 |
| 5. Property, plant and equipment .....                    | 19 |
| 6. Payables .....                                         | 21 |
| 7. Deferred revenue.....                                  | 21 |
| 8. Advances .....                                         | 21 |
| 9. Other current liabilities .....                        | 22 |

|                                                      |    |
|------------------------------------------------------|----|
| 10. Deferred Revenue – Non-current liabilities ..... | 22 |
| 11. Net Assets .....                                 | 22 |
| 12. Revenue .....                                    | 23 |
| 13. Personnel .....                                  | 23 |
| 14. Contractual supplies and services.....           | 24 |
| 15. Contingent liabilities .....                     | 25 |
| 16. Segment reporting .....                          | 25 |
| 17. Related parties .....                            | 26 |
| 18. Representation allowance .....                   | 26 |
| 19. Morale and Welfare Activities .....              | 27 |
| 20. Events after the reporting date .....            | 27 |
| Annex 1: Budget Execution Statements.....            | 28 |

## Introduction

1. The NATO Science & Technology Organization (STO) is a NATO organisation, with a Charter approved by the North Atlantic Council. The mission of the STO is to help position the Nations' and NATO's S&T investments as a strategic enabler of the knowledge and technology advantage for the defence and security posture of NATO Nations and partner Nations by:
  - a. Conducting and promoting S&T activities that augment and leverage the S&T capabilities and programmes of Nations and NATO in support of Alliance objectives;
  - b. Contributing to NATO's ability to influence security and defence related capability development and threat mitigation in NATO and partner Nations;
  - c. Delivering targeted and timely evidence-based advice in support of decision-making in NATO Nations and NATO.
2. According to the STO Charter, governance of the STO is vested in the Science & Technology Board (STB). The STO has three separate executive bodies, each one with a Head of NATO Body, budget or revenue stream, supported by the STO Financial Controller:
  - a. Office of the Chief Scientist (OCS), located in the NATO Headquarters, Brussels, Belgium;
  - b. Collaboration Support Office (CSO), located in Neuilly-sur-Seine, France ; and
  - c. Centre for Maritime Research & Experimentation (CMRE), located in La Spezia, Italy.
3. The OCS and CSO are NATO common-funded entities and their budgets part of the Military Budget. CMRE is customer funded and its revenue recognized based on goods and services delivered to its customers.
4. The STO 2022 Financial Statements have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework, based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO and the NATO Financial Regulations. They are presented in a commonly adopted layout.
5. The IMS Budget Group covers a number of budgets and entities linked together for financial management purposes by a Financial Controller. The Financial Controller is the Financial Controller of the International Military Staff, the NATO Defence College and the Science and Technology Organization (STO). These entities are therefore related parties under a common Financial Controller.
6. In 2022, the STO was able to recover from the effects of the COVID-19 pandemic and returned to its normal pre-COVID operational activity level and provide NATO and the Nations with timely, targeted S&T Advice (OCS), sophisticated S&T Collaboration Support (CSO) and actual applied Science (CMRE) throughout all technology requirement areas including the Emerging Disruptive Technologies (EDTs).
7. Russia's unprovoked war on Ukraine, the new NATO Strategic Concept and the 2022 NATO Madrid Summit have put a complete new emphasis on Science & Technology in NATO and so the STO. Heads of State and Government and Allies at NATO have identified S&T as a key strategic enabler to NATO and the STO has begun to evaluate the impact and necessary organizational adaptation of the STO in its entirety to this new situation. All three STO entities work closely with and in support of the

Science & Technology Board (STB) 2030 Working Group (WG) to enable the STB to provide strategic guidance on the future direction of the STO with results expected by the end of 2023.

8. Following NAC approval of its new Peacetime Establishment, the OCS began implementation with a view to achieve its full capacity in 2023. In addition, the OCS continued to deliver high-level research reports in the areas of CBRN Defense, Autonomous Technologies, NATO Special Operations Forces and Artificial Intelligence. Following the developments in NATO after the 2022 Madrid Summit, the OCS is faced with an ever increasing demand for specific, targeted S&T Advice to NATO & NATO Nations and their leaderships in a variety of technology domains.

9. In 2022, the S&T Collaboration Support Office (CSO) finalized the implementation of its new PE, which allowed to support the return to normal S&T collaboration activity among NATO Nations & with Partners through the S&T Collaborative Program of Work (CPoW). As for the OCS, the CSO has also experienced an increase in demand for collaborative S&T from NATO Nations following the 2022 Madrid Summit. In coordination with the OCS, the CSO actively participates in supporting the STO2030 Working Group in its deliberations for subsequent STB decision in 2023 on the future direction of the S&T CPoW and related support service requirements.

10. In 2022, the CMRE profited from the effects of its restructuring efforts and an increase in demand for maritime S&T research from a variety of customers. This allowed the CMRE to achieve an operating result of MEUR 3.5 which was used to replenish the Net Equity Fund to its original volume, to increase the 'Vessel Reserve' for future scheduled dry-dock of the research vessels and into much needed investments in the IT infrastructure.

11. Nevertheless, despite the challenging circumstances, the STO and its composing activities and programmes were able to successfully contribute to the Alliance's overall objectives, its three core tasks and strengthened its Deter and Defend posture.



Dr Bryan Wells  
NATO Chief Scientist  
Chairman, NATO Science and Technology Board



Rui M.M. da Silva  
PRTCV - Financial Controller

## Statement on Internal Control

The NATO Chief Scientist and Chairman of the Science and Technology Board (STB), together with the Directors of the Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE) and the Collaborative Support Office (CSO), as Heads of the three Executive Bodies of the STO, collectively exercise overall responsibility for STO Risk Management and Internal Control systems, in accordance with Articles 11.1 and 12.1 of the NATO Financial Regulations (NFRs).

The STO Financial Controller is responsible for financial risk management and for establishing financial risk management standards (NFR Financial Rules and Procedures XI.3 and XI.4). In addition, the Financial Controller is responsible for the system of internal financial and budgetary control (NFR 12.2).

The systems of Risk Management and Internal Financial Control are based on an on-going process designed to identify the principal risks to the achievement of STO policies, aims and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently, effectively and economically. This process has been in place for the year ended 31 December 2022 and up to the date of these Financial Statements.

The systems of Risk Management and Internal Financial Control are designed to manage and minimize rather than entirely eliminate risk at the STO. Risk management and internal financial controls can therefore provide only a reasonable, but not absolute, assurance of effectiveness. The risks addressed at the STO include risks to STO operational aims and objectives; compliance with the NFRs; the reliability of financial information; and the safeguarding of assets.

The risk management and financial control processes at the STO provide a network of internal controls that can be assessed using the five key components of the COSO Framework:

### Control Environment

The culture and ethical values of the overall control environment are established by senior management. Measures for the promotion of ethical values include: STO participation in the NATO-wide 'Building Integrity' Initiative; the promulgation of the NATO Code of Conduct to all STO staff; and disclosures on any senior management related party transactions in the annual financial statements.

Oversight is provided by the Science and Technology Board (STB), supported by various sub-groups, who routinely scrutinize STO Senior Management reports on strategic operational matters.

On financial matters, interim Budgetary Execution Reports are presented to and reviewed by the NATO Budget Committee two times a year for the common-funded entities. In addition, STO financial requirements comprising the yearly budget proposals are screened and reviewed by the Nations at various oversight fora. For the customer-funded entity, the financial execution and the annual financial plan are submitted to and screened by the STB Finance and Audit Sub-Group (FASG).

The overall structure of the STO incorporates clearly defined responsibilities and authorities in the pursuit of operational objectives. In this regard, the Finance and Audit Sub-Group (FASG) mission is to prepare the decision making process of the STB, pertaining to the financial and

audit governance of the STO and the STO's Executive Bodies. The scope of the FASG activities covers all financial, audit and financial risk aspects of the STB's Governance.

#### Risk Assessment

The STO continues to develop internal risk management policies and procedures, adapting existing risk management frameworks, to better identify those events that if occurring may affect the achievement of its objectives.

The heads of each executive body regularly monitor actions mitigating the significant risks identified and regularly evaluate any evolving new risks for their potential impact on the organizations with a view to make the STO more resilient. Risk management processes continue to be developed, with the assistance of external consultants when necessary.

The STB is routinely informed about risks affecting the STO, via the work of the STB Finance and Audit Sub-Group (FASG).

#### Control Activities

In the financial domain, the STO finance and accounting system (FinS) has built-in approval workflows and controls, together with audit trails. The controls are designed in order that the transactions are recorded consistently, accurately and in accordance with the applicable rules and regulations.

The heads of each executive body are supported by executive management boards who meet on a routine basis to review internal processes and to inform decision-making.

#### Information and Communication

STO internal communications are enhanced by strong reporting lines. The STO has extensive guidance on the management of information and communications. This promotes effective communications in pursuit of operational objectives. Communication also provides for the effective functioning of internal control. The FASG, for example, reports to the STB.

The STO communicates externally on matters affecting the functioning of internal control mechanisms including the Statement on Internal Control, which is included in the financial statements. External Audits include examinations of internal controls and compliance. The results of these audits are reviewed by various oversight authorities and made available to the general public along with the financial statements.

#### Monitoring

An outsourced Internal Audit service provider is engaged on a periodic basis, to undertake internal audit assignments. The STO is also subject to annual external audit from the International Board of Auditors for NATO (IBAN).

Recommendations and observations arising from audits are assessed by the FASG, which vets the remediation actions, reporting the results to the STB.

The Chair of the STB, the Heads of NATO body of CSO and CMRE and the Financial Controller have collective responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. The review is informed by the above five COSO components, and by the work of STO Senior Managers, external

audits, internal audits, and the work of various sub-groups reporting to the STB, including the Finance and Audit Sub-Group (FASG).

The IBAN audit of the STO 2021 Financial Statements resulted in an unqualified opinion. The IBAN made three observations with regards to the capitalization of upkeep costs for CMRE's research vessels, the procedure in support of the STO Financial Statements' note on related parties and the prior approval of intra-budget transfers associated with the special carry-forward of uncommitted appropriations. While the STO believes that sufficient information was provided regarding these matters, the STO will ensure that IBAN's recommendation is considered for future submission in related matters.

As recommended by the NCIA Internal Audit Unit in their 2021 Report, STO is taking the necessary measures to address all outstanding observations, in particular by continuously implementing improvements to risk management practices specifically tailored to each of the executive bodies.

Overall, while continuing to develop further application guidance within the framework of the STO Risk Management Policy, we are satisfied that the Risk Management and Internal Financial Control systems in operation across the STO during the year 2022 were reasonably adequate and effective.



Dr Bryan Wells  
NATO Chief Scientist  
Chairman, NATO Science and Technology Board



Rui M.M. da Silva  
PRTCV - Financial Controller

## STO Consolidated Statement of Financial Position

as at 31 December 2022

(in EUR)

|                                         |       | <u>2022</u>       | <u>Restated<br/>2021</u> |
|-----------------------------------------|-------|-------------------|--------------------------|
|                                         | Notes |                   |                          |
| <b>Assets</b>                           |       |                   |                          |
| <b>Current assets</b>                   |       |                   |                          |
| Cash and cash equivalents               | 2     | 11,245,726        | 7,821,348                |
| Receivables                             | 3     | 6,750,257         | 5,487,658                |
| Prepayments                             | 4     | 920,201           | 491,029                  |
|                                         |       | <u>18,916,184</u> | <u>13,800,035</u>        |
| <b>Non-current assets</b>               |       |                   |                          |
| Property, plant & equipment             | 5     | 1,699,869         | 2,887,016                |
|                                         |       | <u>1,699,869</u>  | <u>2,887,016</u>         |
| <b>Total assets</b>                     |       | <u>20,616,053</u> | <u>16,687,051</u>        |
| <b>Liabilities</b>                      |       |                   |                          |
| <b>Current liabilities</b>              |       |                   |                          |
| Payables                                | 6     | 2,799,233         | 2,237,966                |
| Deferred revenue                        | 7     | 419,872           | 725,924                  |
| Advances                                | 8     | 2,908,253         | 2,839,152                |
| Other current liabilities               | 9     | 667,683           | 1,100,610                |
|                                         |       | <u>6,795,041</u>  | <u>6,903,652</u>         |
| <b>Non-current liabilities</b>          |       |                   |                          |
| Deferred revenue                        | 10    | 733,562           | 814,207                  |
|                                         |       | <u>733,562</u>    | <u>814,207</u>           |
| <b>Total liabilities</b>                |       | <u>7,528,603</u>  | <u>7,717,859</u>         |
| Surplus/Deficit                         |       | 4,118,258         | (622,677)                |
| Retained earnings                       |       | 8,969,192         | 9,591,869                |
| <b>Total net assets</b>                 | 11    | <u>13,087,450</u> | <u>8,969,192</u>         |
| <b>Total net assets and liabilities</b> |       | <u>20,616,053</u> | <u>16,687,051</u>        |



Dr Bryan Wells  
NATO Chief Scientist  
Chairman, NATO Science and Technology Board



Rui M.M. da Silva  
PRTCV - Financial Controller

The notes on pages 12 to 27 form an integral part of these financial statements. The financial statements were issued to the International Board of Auditors for NATO on 31 March 2023.

## STO Consolidated Statement of Financial Performance

for the year ended 31 December 2022

(in EUR)

|                                         |       | <u>2022</u>       | <u>2021</u>       |
|-----------------------------------------|-------|-------------------|-------------------|
|                                         | Notes |                   |                   |
| <b>Revenue</b>                          |       |                   |                   |
| Revenue                                 | 12    | 38,187,307        | 33,776,586        |
| Financial revenue                       |       | 64,792            | 173,368           |
| <b>Total revenue</b>                    |       | <u>38,252,099</u> | <u>33,949,954</u> |
| <b>Expense</b>                          |       |                   |                   |
| Personnel                               | 13    | 19,358,905        | 21,828,329        |
| Contractual supplies and services       | 14    | 13,401,504        | 11,118,829        |
| Depreciation                            | 5     | 1,219,840         | 1,435,532         |
| Financial costs                         |       | 153,592           | 189,941           |
| <b>Total expense</b>                    |       | <u>34,133,841</u> | <u>34,572,631</u> |
| <b>Surplus/(Deficit) for the period</b> |       | <u>4,118,258</u>  | <u>(622,677)</u>  |

## STO Consolidated Cash Flow Statement

|                                                                |       | 2022              | Restated<br>2021 |
|----------------------------------------------------------------|-------|-------------------|------------------|
| <b>Cash flow from operating activities</b>                     | Notes |                   |                  |
| Surplus/(Deficit)                                              |       | 4,118,258         | (622,677)        |
| <b>Non-cash movements</b>                                      |       |                   |                  |
| Depreciation                                                   | 5     | 1,219,840         | 1,435,532        |
| Effect of foreign exchange rate changes                        |       | 55,525            | (145,336)        |
| Increase / (decrease) in payables                              |       | 561,266           | (714,153)        |
| Increase / (decrease) in deferred revenue                      |       | (306,052)         | 98,379           |
| Increase / (decrease) in advances                              |       | 69,101            | (889,355)        |
| Increase / (decrease) in other current liabilities             |       | (432,927)         | 867,223          |
| Increase / (decrease) in deferred revenue                      |       | (80,645)          | 467,132          |
| (Increase) / decrease in other current assets                  |       | (429,171)         | 119,722          |
| (Increase) / decrease in receivables                           |       | (1,262,599)       | (695,402)        |
| <b>Net cash flow from operating activities</b>                 |       | <u>3,512,596</u>  | <u>(78,935)</u>  |
| <b>Cash flow from investing activities</b>                     |       |                   |                  |
| Purchase of property plant and equipment                       | 5     | <u>(32,693)</u>   | <u>(531,209)</u> |
| <b>Net cash flow from investing activities</b>                 |       | <u>(32,693)</u>   | <u>(531,209)</u> |
| <b>Cash flow from financing activities</b>                     | 2     |                   |                  |
| Cash in from IMS BG transfer                                   |       | 500,000           | -                |
| Cash out from IMS BG transfer                                  |       | <u>(500,000)</u>  | <u>-</u>         |
| <b>Net cash flow from financing activities</b>                 |       | <u>-</u>          | <u>-</u>         |
| <b>Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents</b>    |       | <u>3,479,903</u>  | <u>(610,144)</u> |
| <b>Cash and cash equivalent at the beginning of the period</b> |       | <u>7,821,348</u>  | <u>8,286,156</u> |
| Effect of foreign exchange rate changes                        |       | (55,525)          | 145,336          |
| <b>Cash and cash equivalent at the end of the period</b>       | 2     | <u>11,245,726</u> | <u>7,821,348</u> |

## STO Consolidated Statement of Changes in Net Assets

for the year ended 31 December 2022

(in EUR)

|                                                            | Commitments<br>/ Legal<br>Obligations | Depreciation<br>Reserve | Vessels<br>Reserve | Net Equity<br>Fund | General<br>Reserve | Total      |
|------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------|
| <b>Balance at the end of the period 2020</b>               | 1,255,307                             | 3,444,265               | 806,537            | 3,500,000          | 585,760            | 9,591,869  |
| Surplus/(deficit) for the period                           | (652,315)                             | (1,371,455)             | 4,313              | (1,184,484)        | 2,581,264          | (622,677)  |
| <b>Change in net assets/equity for the year ended 2021</b> | (652,315)                             | (1,371,455)             | 4,313              | (1,184,484)        | 2,581,264          | (622,677)  |
| <b>Balance at the end of the period 2021</b>               | 602,992                               | 2,072,810               | 810,850            | 2,315,516          | 3,167,024          | 8,969,192  |
| Surplus/(deficit) for the period                           | 666,221                               | (1,106,502)             | 1,400,000          | 1,184,484          | 1,974,055          | 4,118,258  |
| <b>Change in net assets/equity for the year ended 2022</b> | 666,221                               | (1,106,502)             | 1,400,000          | 1,184,484          | 1,974,055          | 4,118,258  |
| <b>Balance at the end of the period 2022</b>               | 1,269,213                             | 966,308                 | 2,210,850          | 3,500,000          | 5,141,079          | 13,087,450 |

## Notes to the STO Consolidated Financial Statements

### 1. Significant accounting policies

#### 1.1. Basis of preparation

The STO financial statements 2022 have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF). The NAF is based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS), as adopted by NATO. The financial statements comply with the financial requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the relevant entity directives and policies. In instances where there is a conflict between IPSAS and the NFRs, this has been noted.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with Article 2 of the NFRs, the financial year covered by these financial statements is 1 January to 31 December 2022. The financial statements have been prepared on the historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The principal accounting policies are set out below. They have been applied consistently to all periods presented. The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual-based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period.

#### 1.2. Accounting estimates and judgments

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

#### **Prior period restatement for presentation purposes in the 2021 cash flow statement**

In the 2021 cash flow statement, the amount related to unrealized foreign exchange rate changes was not disclosed as a separate line item. While not material, the cash flow statement has been amended to present these changes separately in the 2022 financial statements (loss of 55,525 EUR in 2022). The same approach is reflected in the 2021 presentation of the cash flow statement (gain of 145,336 EUR in 2021).

The advance on education allowance entitlements for the following school year is now disclosed as part of the prepaid expenses balance instead of other receivables. The corresponding 2021 comparatives were restated by reducing other receivables and increasing prepaid expenses by 149,764 EUR.

### 1.3. Changes in pronouncements

At the date of authorization of these financial statements, the following revised IPSAS is effectively implemented at the STO:

- IPSAS 5, Borrowing Costs – Non-Authoritative Guidance (issued November 2021).

The STO has not applied the following new IPSAS that has been issued but is not yet effective.

- IPSAS 43, Leases (issued January 2022)

The IPSASB also approved Improvements to IPSAS, 2021 (issued January 2022), which resulted in the amendment of the following IPSAS:

- IPSAS 17, Property, Plant, and Equipment;
- IPSAS 19, Provisions, Contingent Liabilities and Contingent Assets;
- IPSAS 22, Disclosure of Financial Information About the General Government Sector;
- IPSAS 29, Financial Instruments: Recognition and Measurement;
- IPSAS 30, Financial Instruments: Disclosures;
- IPSAS 33, First-time Adoption of Accrual Basis International Public Sector Accounting Standards (IPSASs);
- IPSAS 39, Employee Benefits; and
- IPSAS 41, Financial Instruments.

It is not expected that the adoption of or updates to these standards will have a material impact on the financial statements of the STO in future periods.

### 1.4. Foreign currency transactions

These financial statements are presented in euro (EUR), which is the STO functional and reporting currency. Foreign currency transactions are accounted for at the NATO exchange rates prevailing at the date of the transaction. Monetary assets and liabilities which were denominated in foreign currencies at year-end are assessed for materiality and if material are converted into euro using the applicable NATO exchange rates as at 31 December 2022. Realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of Financial Performance.

### 1.5. Consolidation

The STO comprises the Science and Technology Board (STB) and three separate executive bodies:

| Name                                                    | Location                   |
|---------------------------------------------------------|----------------------------|
| Office of the Chief Scientist (OCS)                     | Brussels – Belgium         |
| Collaboration Support Office (CSO)                      | Neuilly-sur-Seine – France |
| Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE) | La Spezia – Italy          |

According to Article 25 of the Charter of the NATO Science and Technology Organization, the NATO Chief Scientist, supported by the STO Financial Controller, shall submit consolidated annual financial statements to the STB and the International Board of Auditors for NATO (IBAN).

The three bodies each have a separate Director (Head of NATO Body), and a separate budget or revenue stream. None of the bodies has control over the others, as defined in IPSAS 35 - paragraphs 18-22. CSO and OCS are common funded entities and CMRE is customer funded.

Morale and Welfare Activities (MWA) such as sport, community service, retail and concessionary activities are only conducted by the CMRE. In accordance with the NATO Accounting Framework departure from IPSAS 6, these activities are not consolidated into the respective financial statements of NATO reporting entities. More information on MWA is disclosed in note 19.

#### 1.6. Services in-kind

The STO received services in-kind in the form of military personnel provided by the NATO nations. Such personnel are assigned to specific military positions on the Personnel Establishment (CMRE) and Peacetime Establishments (CSO and OCS) of the executive bodies and/or provided as voluntary contributions. This also includes military personnel assigned to the crew of the research vessels Alliance and Leonardo. In these financial statements, services in-kind are recognized neither as revenue nor as an asset.

#### 1.7. Financial instruments disclosure/presentation

STO uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable, provisions and cash transfers between NATO entities.

All the financial instruments are recognized in the Statement of Financial Position at their fair value.

**Credit risk:** In the normal course of business, STO incurs credit risk from trade receivables and transactions with banking institutions. The STO manages its exposure to credit risk by:

Holding current account bank balances and short-term deposits with registered banking institutions with a high credit rating;

Maintaining credit control procedures over receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2022 is equal to the total amount of bank balances, short-term deposits, and receivables disclosed in the Statement of Financial Position. Receivables considered uncollectible are adequately accounted for. There is a very limited credit risk associated with the realization of these instruments.

**Currency risk:** The STO's exposure to foreign currency exchange risk is very limited, as most of its transactions are dealt with in euros. A limited number of transactions are accounted for in other currencies.

**Liquidity risk:** The liquidity risk is based on the assessment of whether the organization will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities.

For CSO and OCS, there is a very limited exposure to liquidity risk because of the budget funding mechanism that guarantees contributions in relation to approved budgets. The accuracy of forecasting cash requirements as well as the delay in payment represent the main liquidity risk. For CMRE, liquidity risk is minimized by the cash available in the Net Equity Fund (NEF) and by the policy of requiring pre-payments and milestone payments from customers.

**Interest rate risk:** The organization is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no interest rate risk identified.

### 1.8. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand and deposits held with banks.

### 1.9. Receivables

Receivables are stated at net realizable value after provision for doubtful and uncollectible debts. It can also include amounts due from other NATO entities and/or staff members.

Contributions receivable are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for loss is recorded with respect to member countries' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

### 1.10. Prepayments

Prepayments and deposits are payments to suppliers, employees and other NATO entities in advance of the period to which they pertain.

### 1.11. Property, plant and equipment (PP&E)

Property, plant and equipment with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated depreciation and any recognized impairment losses.

Depreciation is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Monthly depreciation is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Property, plant and equipment is derecognized when no future economic benefit is expected. The cost and any related accumulated depreciation are removed from the accounting records.

#### **Assets purchased prior to the implementation of the NATO Accounting Framework**

In accordance with the NATO Accounting Framework adaptation of IPSAS 17, Property, plant and equipment acquired prior to 1 January 2013 has been fully expensed and the STO does not foresee any grouping of assets. STO owns or controls approximately 100 assets purchased before 1 January 2013, amongst them the NATO Research Vessel Alliance and the Coastal Research Vessel Leonardo. In accordance with the NATO Accounting Framework, the STO capitalizes within the relevant equipment category, improvements made to the assets on or after 1 January 2013.

### 1.12. Impairment of tangible and intangible assets

The carrying values of non-current assets are reviewed for impairment when events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Any provision for impairment is charged against the statement of financial performance in the year concerned.

### 1.13. Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are recognized at their fair value. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received but not yet invoiced.

### 1.14. Deferred revenue

For CSO and OCS, deferred revenue represents contributions from nations and/or third parties that have been called for current or prior year budgets but that have not yet been recognized as revenue.

For CMRE, deferred revenue represents revenue from customers for current or prior year activities for which goods have not been delivered or services have not been rendered at year-end.

### 1.15. Advances

For CSO and OCS, advances are income or contributions from member nations or third parties called or received, that are related to future budgets. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

For CMRE, advances from customers are either cash received as working capital or result from advance billing to customers where the rate of expenditure has fallen behind the agreed payment milestones.

### 1.16. Employee benefits – Post-employment benefits

STO employees participate either in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) or in the Coordinated Pension Scheme.

The assets and liabilities for all of NATO's post-employment benefit schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters by the International Staff (NATO IS) and therefore are not recognized in these financial statements.

**Defined Contributions Pension Scheme:** The assets of the plan are held separately from those of STO in funds under the control of an independent Administrator. The STO is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognized as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of STO with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

**Coordinated Pension Scheme:** Employees who joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme, which is a funded defined benefit plan. Under the plan and upon completion of 10 years employment with NATO, the employees are entitled to

retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 60.

**Continued Medical Coverage:** Some qualifying retirees may also benefit from Continued Medical Coverage.

### 1.17. Net Assets

Net assets are the residual interest in the assets of the entity after deducting its liabilities.

NATO entities perform their activities on a no profit/no loss basis over the reporting period. However, this does not prohibit the realization of an operating surplus or deficit in the financial reporting period.

### 1.18. Revenue

Revenue comprises contributions from member nations and other customers to fund STO activities. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

For CSO and OCS, revenue is recognized in the Statement of Financial Performance in the year for which the contributions are used for their intended purpose as envisioned by the budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly. Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognizes a liability until the condition is fulfilled.

For CMRE, revenue is recognized as goods and services are delivered to customers.

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable.

Exchange rate revenue due to transactions in foreign currency, in accordance with IPSAS 4 – Effect of the foreign exchange rate, is recognized as financial revenue.

## 2. Cash and cash equivalents

|                  | (in EUR)          |                  |
|------------------|-------------------|------------------|
|                  | 2022              | 2021             |
| Current accounts | 11,243,036        | 7,818,479        |
| Petty cash       | 2,690             | 2,869            |
| <b>Total</b>     | <b>11,245,726</b> | <b>7,821,348</b> |

Cash and cash equivalents are short-term liquid assets, held in EUR, GBP and USD. Deposits are held in interest bearing bank accounts in immediately available funds. For CSO and OCS, cash holdings are largely determined by the timing of receipts from the nations, which arrive in two instalments, generally in March and November.

During the year, cash transfers totalling 500,000 EUR (2021: nil) were received from another entity in the IMS Budget Group in order to cover temporary shortfalls of funds related to the timing of the

receipt of the calls for contributions. As at 31 December 2022 all of these cash transfers have been repaid.

### 3. Receivables

|                                                | (in EUR)         |                  |
|------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                | 2022             | Restated 2021    |
| Receivable from non consolidated NATO entities | 882,182          | 209,499          |
| Receivable from governments                    | 135,590          | 65,286           |
| Other receivables                              | 5,732,485        | 5,212,873        |
| <b>Total</b>                                   | <b>6,750,257</b> | <b>5,487,658</b> |

Other receivables are mainly invoices to be established for services that have been provided to CMRE customers, including NATO HQ SACT, but not yet invoiced at the end of the reporting period. The education advance for the following school year is now disclosed as part of the prepaid expenses balance instead of other receivables (see note 4).

### 4. Prepayments

|                          | (in EUR)       |                |
|--------------------------|----------------|----------------|
|                          | 2022           | Restated 2021  |
| Prepaid expenses         | 344,987        | 371,283        |
| Advances to vendors      | 575,214        | 119,746        |
| <b>Total Prepayments</b> | <b>920,201</b> | <b>491,029</b> |

Prepaid expenses are amounts paid for expenses to be incurred or services to be rendered in the following financial years. The figure relates, for the most part, to CMRE prepaid insurance for the two vessels and software licences. The balance now includes the education advance paid to staff members for the following school year.

Advances to vendors is a payment for which goods have not been received, or services have not been rendered.

## 5. Property, plant and equipment

| (in EUR)                        |                   |               |          |                     |                  |             |
|---------------------------------|-------------------|---------------|----------|---------------------|------------------|-------------|
| Cost                            | Mission equipment | AIS equipment | Vehicles | Installed equipment | Work in progress | Total       |
| Balance at 1 January 2021       | 4,950,015         | 1,384,137     | 55,608   | 2,852,593           | 3,022            | 9,245,375   |
| Addition                        | -                 | -             | 47,416   | 483,793             | -                | 531,209     |
| Adjustments in 2021             | -                 | -             | -        | 3,022               | (3,022)          | -           |
| Balance at 31 December 2021     | 4,950,015         | 1,384,137     | 103,024  | 3,339,408           | -                | 9,776,584   |
| Additions in 2022               | -                 | -             | -        | -                   | 32,693           | 32,693      |
| Balance at 31 December 2022     | 4,950,015         | 1,384,137     | 103,024  | 3,339,408           | 32,693           | 9,809,277   |
| <b>Accumulated Depreciation</b> |                   |               |          |                     |                  |             |
| Balance at 1 January 2021       | (3,479,470)       | (668,914)     | (28,442) | (1,277,210)         | -                | (5,454,036) |
| Depreciation expenses 2021      | (827,363)         | (303,025)     | (11,907) | (293,237)           | -                | (1,435,532) |
| Balance at 31 December 2021     | (4,306,833)       | (971,939)     | (40,349) | (1,570,447)         | -                | (6,889,568) |
| Depreciation expenses 2022      | (574,585)         | (291,575)     | (19,876) | (333,804)           | -                | (1,219,840) |
| Balance at 31 December 2022     | (4,881,418)       | (1,263,514)   | (60,225) | (1,904,251)         | -                | (8,109,408) |
| <b>Net book value</b>           |                   |               |          |                     |                  |             |
| Balance at 31 December 2021     | 643,182           | 412,198       | 62,675   | 1,768,961           | -                | 2,887,016   |
| Balance at 31 December 2022     | 68,597            | 120,623       | 42,799   | 1,435,157           | 32,693           | 1,699,869   |

Property, plant and equipment are capitalized in the following categories:

| Category            | Useful life | Threshold |
|---------------------|-------------|-----------|
| Mission equipment   | 3           | 50,000    |
| AIS equipment       | 3           | 50,000    |
| Vehicles            | 5           | 10,000    |
| Installed equipment | 10          | 30,000    |

The depreciation charge for the year was 1,219,840 EUR (2021: 1,435,532 EUR)

The premises of the three entities are generally provided by the Host Nation at no cost or at a nominal charge. Leaseholds improvements made after 1 January 2013 are capitalized in accordance with the STO accounting policies.

### STO – Assets purchased prior to the implementation of the NATO Accounting Framework

In accordance with the NATO Accounting Framework, PP&E acquired prior to 1 January 2013 has been fully expensed and the STO does not foresee any grouping of assets.

CMRE owns approximately 100 assets purchased before 1 January 2013.

- *Vessels*
  - *The NRV Alliance*
  - *The CRV Leonardo*
- *IT Equipment*
  - *Disaster recovery*
  - *Satellite communication system*
  - *Various workstations and servers*
- *Mission Equipment*

- *Multiple types of autonomous vehicles*
  - *Towed acoustics arrays*
  - *Multiple types of sonar*
- *Vehicles (car and forklift)*
- *Machinery (shredding machine)*
- *Installed Equipment*
  - *Air condition systems for the new and old building*
  - *Uninterrupted Power Supply (UPS) systems*
  - *TV closed circuit system*

### **NATO Research Vessels**

The NATO vessels NRV Alliance and CRV Leonardo are used to carry out the CMRE programme of work for its customers. The CMRE and its predecessor organizations acquired full operational control and beneficial ownership of these two NATO vessels in 1988 and 2002 respectively. Following a North Atlantic Council decision on 21 December 2015, custody of both vessels (on behalf of NATO) was transferred from the Supreme Allied Commander Transformation, to the STO Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE) with effect from 1 January 2016.

The vessels are operated by the Italian Navy under Italian flagging and Italian military crew as agreed in a memorandum of understanding between the CMRE and Italy.

Notwithstanding the formal transfer in custody effective 1 January 2016, both vessels have been under the full operational control of the CMRE since their introduction into service in 1988 and 2002. The transfer of custody on behalf of NATO was a non-adjusting event. The acquisition date of both vessels remains unchanged. In accordance with the NATO Accounting Framework, the STO considers Property, Plant and Equipment (PP&E) acquired prior to 2013 as fully expensed. Therefore, consistent with the accounting treatment in prior years, these assets are not capitalized as PP&E on the face of the STO Consolidated Statement of Financial Position.

In accordance with the NATO Accounting Framework, improvements made to the vessels on or after 1 January 2013 are capitalized within the relevant equipment category.

CMRE intends to operate the vessels for the foreseeable future. Costs related to a potential future divestment have therefore not been assessed nor accounted for. Any future divestment decision (sale, dismantling or donation) regarding these vessels requires formal approval from the North Atlantic Council upon recommendation from the Defence Policy and Planning Committee (Resources) and Resource Policy and Planning Board.

### **Write-offs**

In accordance with the NATO Financial Regulations (art. 17) an annual summary of property written-off is provided. In 2022, the CSO staff car was written-off which was the only CSO asset purchased prior to 1 January 2013.

## 6. Payables

|                      | (in EUR)         |                  |
|----------------------|------------------|------------------|
|                      | 2022             | 2021             |
| Payable to suppliers | 1,254,163        | 592,616          |
| Accruals             | 1,545,070        | 1,645,350        |
| <b>Total</b>         | <b>2,799,233</b> | <b>2,237,966</b> |

Payables are short-term liabilities to third parties directly related to the activities and operations of the STO. The average credit period on purchases is 30 days. STO has financial risk management policies in place to ensure that all payables are paid within the pre-agreed credit terms.

Accruals mainly relate to goods and services received before year-end and untaken leave.

## 7. Deferred revenue

The deferred revenue, in an amount of EUR 419,872 at year-end 2022 (2021: 725,924 EUR), is related to Programme of Work activities (OCS and CSO) and associated commitments not fully delivered by suppliers (carried-forward) at 31 December 2022 due to delays from contractors unable to fulfil their deliveries as planned.

## 8. Advances

|                         | (in EUR)         |                  |
|-------------------------|------------------|------------------|
|                         | 2022             | 2021             |
| Advances from customers | 434,240          | 663,752          |
| Contributions           | 2,450,000        | 2,133,387        |
| Other advances          | 24,013           | 42,013           |
| <b>Total</b>            | <b>2,908,253</b> | <b>2,839,152</b> |

Contributions are cash called or received related to future years' budgets (applicable to CSO and OCS), and advances from customers (applicable to CMRE) for pre-financing of European Community projects and other customers.

Advanced contributions include an element of prior year's surpluses funds converted into 2022 advances (see note 9). Therefore, 540,411 EUR of prior years' surpluses were converted into 2023 advanced contributions, along with the 2023 advance of 1,909,589 EUR, for a total of 2,450,000 EUR.

## 9. Other current liabilities

|                                       | (in EUR)       |                  |
|---------------------------------------|----------------|------------------|
|                                       | 2022           | 2021             |
| Payables to nations                   | 526,877        | 542,410          |
| Liabilities for loss of job indemnity | 140,806        | 558,200          |
|                                       | <b>667,683</b> | <b>1,100,610</b> |

Payables to nations are budget authorizations that were not used during the financial year and miscellaneous income to be returned to the nations. They include lapses, miscellaneous income from operational and financial results.

Similar to 2021, nations have decided to convert prior years' surplus funds into advances for the following year (see note 8).

The remaining liability for loss of job indemnity is paid out in 2023 (see also note 15).

## 10. Deferred Revenue – Non-current liabilities

The deferred revenue for the capitalization of PP&E of CSO and OCS in an amount of 733,562 EUR (2021: 814,207 EUR) represents depreciation that has not been incurred. The revenue is recognized incrementally in the same year as the depreciation expense.

## 11. Net Assets

The surplus of the period of 4,118,258 EUR reduced the net assets, which are allocated as follows:

| Reserve                              | Commitments<br>/ Legal<br>Obligations | Depreciation<br>Reserve | Vessels<br>Reserve | Net Equity<br>Fund | General<br>Reserve | Total             |
|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| <b>Net Assets 31st December 2021</b> | <b>602,992</b>                        | <b>2,072,810</b>        | <b>810,850</b>     | <b>2,315,516</b>   | <b>3,167,024</b>   | <b>8,969,192</b>  |
| Net change in Vessels Reserve        |                                       |                         | 1,400,000          |                    |                    | 1,400,000         |
| Net change in PPE                    |                                       | (1,106,502)             |                    |                    |                    | (1,106,502)       |
| Net change in Commitments            | 666,221                               |                         |                    |                    |                    | 666,221           |
| Net change in Net Equity Fund        |                                       |                         |                    | 1,184,484          |                    | 1,184,484         |
| Net change in General Reserve        |                                       |                         |                    |                    | 1,974,055          | 1,974,055         |
| <b>Net Assets 31st December 2022</b> | <b>1,269,213</b>                      | <b>966,308</b>          | <b>2,210,850</b>   | <b>3,500,000</b>   | <b>5,141,079</b>   | <b>13,087,450</b> |
| Net result of the period             |                                       |                         |                    |                    |                    | <b>4,118,258</b>  |

### Commitments/Legal Obligations

The reserve for commitments represents the value of orders for goods and services placed in one financial year, but neither received nor invoiced until the following fiscal year(s).

### Depreciation Reserve

The depreciation reserve represents the net book value of assets and a source of future depreciation

expense.

**Vessels Reserve**

The reserve is used to accumulate resources in current periods to fund future major vessel upkeep projects. At year-end, a contribution to the vessel reserve fund was made in the amount of 1,400,000 EUR in preparation for the next upkeep.

**Net Equity Fund (NEF)**

The STO Charter states that the governing board may establish a Net Equity Fund (NEF) to facilitate the CMRE operations. The fund was established to provide liquidity for projects, to act as a buffer for project gains and losses, and to be a source of funds for investments.

The NEF was to be repaid fully within a three-year period; however, the current period surplus allowed for early payment, thereby restoring the fund to the previous established level of 3,500,000 EUR.

**General Reserve**

This represents the net accumulated surplus available for allocation in subsequent financial periods. In 2022, due to a reduction in expenditures, the general reserve increased by 1,974,055 EUR (2021 increased by 2,581,264 EUR), after funding the vessel reserve in the amount of 1,400,000 EUR and the NEF in the amount of 1,184,484 EUR.

**12. Revenue**

|                            | (in EUR)          |                   |
|----------------------------|-------------------|-------------------|
|                            | 2022              | 2021              |
| Revenue from contributions | 8,989,753         | 7,140,252         |
| Revenue from services      | 29,197,554        | 26,636,334        |
| <b>Total</b>               | <b>38,187,307</b> | <b>33,776,586</b> |

Revenue from contributions is the revenue received from the member nations to cover the operational expenses of CSO and OCS.

Revenue from services is the revenue received from CMRE customers and projects funded from industries and other public organizations.

**13. Personnel**

Employees are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each host nation and the protocols of NATO.

The personnel establishments (PE) of the STO entities at 31 December 2022 are shown in the table below.

| Personnel Establishment               | PE - Authorized |            |            | PE - Filled |            |            | VNC      |
|---------------------------------------|-----------------|------------|------------|-------------|------------|------------|----------|
|                                       | Mil             | Civ        | Total      | Mil         | Civ        | Total      |          |
| CSO                                   | 13              | 39         | 52         | 10          | 38         | 48         | 1        |
| OCS                                   | 4               | 5          | 9          | 2           | 4          | 6          | -        |
| CMRE                                  | 9               | -          | 9          | 6           | -          | 6          | -        |
| <b>International Manpower Celling</b> | <b>26</b>       | <b>44</b>  | <b>70</b>  | <b>18</b>   | <b>42</b>  | <b>60</b>  | <b>1</b> |
| CMRE - Customer funded positions      | -               | 142        | 142        | -           | 121        | 121        | -        |
| <b>Total</b>                          | <b>26</b>       | <b>186</b> | <b>212</b> | <b>18</b>   | <b>163</b> | <b>181</b> | <b>1</b> |

The breakdown of salaries and other personnel related expenses is as follows:

|                                                     | (in EUR)          |                   |
|-----------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                     | 2022              | 2021              |
| Basic salary                                        | 13,237,975        | 13,660,226        |
| Allow ances                                         | 2,519,990         | 2,122,376         |
| Employer's contribution to post-employment benefits | 1,183,910         | 1,149,128         |
| Employer's contribution to insurance                | 1,582,954         | 1,719,536         |
| Loss of job indemnities                             | -                 | 1,684,484         |
| Consultant                                          | 542,423           | 345,934           |
| Other allow ances                                   | 160,354           | 1,050,862         |
| Medical examination                                 | 57,938            | 35,189            |
| Training                                            | 73,361            | 60,594            |
| <b>Total personnel expenses</b>                     | <b>19,358,905</b> | <b>21,828,329</b> |

#### Untaken leave

The balance of untaken leave at the end of 2022 is days 1,481 (2021: 1,729 days). The associated cost is recognized as an accrual of 594,813 EUR (2021: 774,449 EUR).

#### 14. Contractual supplies and services

|                         | (in EUR)          |                   |
|-------------------------|-------------------|-------------------|
|                         | 2022              | 2021              |
| General support         | 2,202,293         | 1,839,016         |
| Mission support         | 9,255,984         | 8,733,087         |
| Travel                  | 861,863           | 257,713           |
| Grants and subsidies    | 619,040           | 205,050           |
| Miscellaneous           | 236,941           | 83,962            |
| Capital and investments | 225,383           | -                 |
| <b>Total Expenses</b>   | <b>13,401,504</b> | <b>11,118,829</b> |

Contractual supplies and services include expenses required for STO activities: general administrative costs, maintenance costs of buildings/grounds, communications and information systems, transportation, travel expenses, representation/hospitality and miscellaneous expenses.

## 15. Contingent liabilities

In 2022, the Italian authorities re-issued a claim to the CMRE for contributions to the Italian National Health System. The claim covers all NATO entities in Italy and dates back to the 1980's. The NATO HQ legal services are aware of this matter, and the claims are suspended pending resolution of the issue between NATO and Italy. As of the date of the financial statements, the CMRE is not aware that the claim will be substantiated, and can make no estimate as to when this case will be resolved. There is a remote possibility of a future obligation and the CMRE assessment is that no settlement will be made.

In 2020, CMRE became aware of an invoice issued in 2019 in the amount of 213,000 EUR for repairs made to the NRV Alliance. CMRE's position is that these repairs, conducted in 2019, were a direct consequence of the supplier's defective workmanship when carrying out prior repairs in 2018. An initial court survey has indicated that CMRE would not be responsible for these costs. If further proceedings result in a liability, some or all of these costs may be reimbursed to CMRE through insurance proceeds. A decision is expected in April 2023.

Due to sequential years of losses at CMRE, restructuring began on 1 June 2021 after STB approval, with 12 posts approved for suppression. The total cost of Loss of Job Indemnity (LOJI) was estimated to be 1,684,484 EUR. The remaining amount of 140,806 EUR will be paid out in 2023. The one appeal lodged in 2021 with the NATO Administrative Tribunal against the CMRE, which was related to an involuntary post suppression, was heard and finally settled in 2022.

## 16. Segment reporting

In accordance with IPSAS 18, the STO discloses segment information for its three executive bodies as provided in the STO Charter: CMRE, CSO and OCS. The inter-entity transactions have been eliminated at consolidation.

|                                     | (in EUR)          |                   |                  |                  |                  |                  |                 |                  |                   |                   |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|------------------|-------------------|-------------------|
|                                     | CMRE              |                   | CSO              |                  | OCS              |                  | CONSOLIDATION   |                  | Total             |                   |
|                                     | 2022              | 2021              | 2022             | 2021             | 2022             | 2021             | 2022            | 2021             | 2022              | 2021              |
| <b>Segment revenue</b>              |                   |                   |                  |                  |                  |                  |                 |                  |                   |                   |
| Revenue from contributions          |                   |                   | 7,348,059        | 5,684,531        | 1,641,695        | 1,455,720        | -               | -                | 8,989,754         | 7,140,251         |
| Revenue from services               | 29,272,553        | 26,811,400        | -                | -                | -                | -                | (75,000)        | (175,065)        | 29,197,553        | 26,636,335        |
| Financial revenue                   | 64,792            | 173,368           | -                | -                | -                | -                | -               | -                | 64,792            | 173,368           |
| <b>Total segment revenue</b>        | <b>29,337,345</b> | <b>26,984,768</b> | <b>7,348,059</b> | <b>5,684,531</b> | <b>1,641,695</b> | <b>1,455,720</b> | <b>(75,000)</b> | <b>(175,065)</b> | <b>38,252,099</b> | <b>33,949,954</b> |
| <b>Segment expenses</b>             |                   |                   |                  |                  |                  |                  |                 |                  |                   |                   |
| Personnel costs                     | 13,505,419        | 16,788,849        | 4,860,247        | 4,208,911        | 993,239          | 830,569          | -               | -                | 19,358,905        | 21,828,329        |
| Contractual supplies and services   | 10,453,575        | 9,257,200         | 2,374,474        | 1,411,543        | 648,456          | 625,151          | (75,000)        | (175,065)        | 13,401,505        | 11,118,829        |
| Depreciation and amortisation       | 1,106,502         | 1,371,455         | 113,338          | 64,077           | -                | -                | -               | -                | 1,219,840         | 1,435,532         |
| Financial costs                     | 153,591           | 189,941           | -                | -                | -                | -                | -               | -                | 153,591           | 189,941           |
| <b>Total segment expenses</b>       | <b>25,219,087</b> | <b>27,607,445</b> | <b>7,348,059</b> | <b>5,684,531</b> | <b>1,641,695</b> | <b>1,455,720</b> | <b>(75,000)</b> | <b>(175,065)</b> | <b>34,133,841</b> | <b>34,572,631</b> |
| <b>Surplus/deficit for the year</b> | <b>4,118,258</b>  | <b>(622,677)</b>  | <b>-</b>         | <b>-</b>         | <b>-</b>         | <b>-</b>         | <b>-</b>        | <b>-</b>         | <b>4,118,258</b>  | <b>(622,677)</b>  |
| <b>Segment assets</b>               | 15,805,418        | 11,860,483        | 3,580,833        | 3,892,106        | 1,236,588        | 939,017          | (6,785)         | (4,555)          | 20,616,054        | 16,687,051        |
| <b>Segment liabilities</b>          | 2,717,967         | 2,891,291         | 3,580,833        | 3,892,106        | 1,236,588        | 939,017          | (6,785)         | (4,555)          | 7,528,603         | 7,717,859         |

## 17. Related parties

The key management personnel of the STO, and the STB National Representatives, have no significant known related party relationships that could affect the operations of the STO. However, the STO Financial Controller is also the Financial Controller of the International Military Staff (IMS) and the NATO Defense College (NDC). The STO, IMS and NDC are therefore related parties.

During the year, the STO entered into transactions with NATO entities outside the IMS Budget Group. The fees charged for these transactions were an appropriate allocation of the costs incurred.

Key management personnel include the following officials:

|                                                  |                                                                                               |
|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| Science and Technology Board                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>NATO National Representatives on STB</li> </ul>        |
| Office of the Chief Scientist                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>NATO Chief Scientist</li> </ul>                        |
| Centre for Maritime Research and Experimentation | <ul style="list-style-type: none"> <li>CMRE Director</li> <li>CMRE Deputy Director</li> </ul> |
| Collaboration Support Office                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>CSO Director</li> <li>CSO Deputy Director</li> </ul>   |

### Remuneration of key management personnel

STO Board members do not receive remuneration or access to preferential benefits such as the entitlement to receive loans from NATO for their Board responsibilities.

STO key management personnel are remunerated in accordance with the applicable national or NATO pay scales. They do not receive from NATO any additional remuneration for Board responsibilities or access to preferential benefits such as the entitlement to receive loans over and above those available to all NATO personnel under the NATO Civilian Personnel Regulations.

|                                      | (in EUR)       |                |
|--------------------------------------|----------------|----------------|
|                                      | 2022           | 2021           |
| Basic salaries                       | 583,142        | 579,767        |
| Allowances                           | 48,231         | 61,595         |
| Post-employment benefits             | 69,322         | 69,572         |
| Employer's contribution to Insurance | 68,395         | 70,045         |
| <b>Total</b>                         | <b>769,090</b> | <b>780,979</b> |

## 18. Representation allowance

Representation allowance is available to certain designated NATO high-level officials whose position entails responsibility for maintaining relationships of value to NATO. In 2022, three senior STO officials received representation allowance. The total entitlement was 24,325 EUR (2021: 24,325 EUR) and actual expenses were 11,863 EUR (2021: 4,225 EUR).

## 19. Morale and Welfare Activities

The STO carried out Morale and Welfare Activities (MWA) in 2022 for which a detailed annual special purpose report is presented to the relevant Financial Committee. Morale and Welfare Activity is an activity of a NATO body that enhances the quality of life, promotes cohesion and integrity, and/or contributes to the physical and mental wellbeing of eligible individuals. At the CMRE, the MWA mainly relate to common interest clubs, athletic and recreational activities.

The position of MWA at year-end is:

|                                                                   | (in EUR) |         |
|-------------------------------------------------------------------|----------|---------|
|                                                                   | 2022     | 2021    |
| Cash and cash equivalents                                         | 229,029  | 278,468 |
| Total liabilities including provisions and contingent liabilities | 68,485   | 119,519 |

At year-end, 0.5 full-time equivalent staff (2021: 0.5 full-time equivalent staff) directly support the MWA.

## 20. Events after the reporting date

In early 2023, two CSO civilian staff members have lodged an appeal against the CSO with the NATO Administrative Tribunal. Respective hearings are not scheduled to be held prior to September 2023. The financial compensations claimed by the appellants are not deemed material at the STO level.

## Annex 1: Budget Execution Statements

The budgets cover the financial year from 1 January 2022 to 31 December 2022 and include the common funded elements of the STO. The initial budget and subsequent revisions are reviewed, approved and issued by the Budget Committee.

In accordance with the NFRs, all changes between the initial and the final budget due to transfers of appropriations were either authorised by the Budget Committee or were within the authority of the IMS/STO Financial Controller. These changes are presented in the Budget Execution Statement. The credits carried forward are presented in the Budget Execution Statement as required by the NATO Financial Regulations and the FRPs. They represent the unexpended balances at year-end for which there is a legal liability and are equal to the deferred revenue (see Note 7).

The Budget and the Financial Statements are not prepared on the same basis. In the financial statements only current year depreciation is recognized as an expense, while in the budget all noncurrent assets are fully expensed during the year.

### OFFICE OF THE CHIEF SCIENTIST

#### STATEMENT OF BUDGET EXECUTION AS OF 31 DECEMBER 2022

|                               | Initial Budget   | BA2              | Transfers | BA3              | Transfers | Final Budget     | Expenses         | Carry-Forward | Lapsed         |
|-------------------------------|------------------|------------------|-----------|------------------|-----------|------------------|------------------|---------------|----------------|
| <b>BUDGET 907 (OCS) 2022</b>  |                  |                  |           |                  |           |                  |                  |               |                |
| Chapter 1                     | 1,272,476        | 1,272,476        | (125,000) | 1,147,476        | (75,000)  | 1,072,476        | 993,239          | -             | 79,237         |
| Chapter 2                     | 592,777          | 592,777          | 125,000   | 717,777          | 75,000    | 792,777          | 559,154          | 86,321        | 147,302        |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>1,865,253</b> | <b>1,865,253</b> | <b>-</b>  | <b>1,865,253</b> | <b>-</b>  | <b>1,865,253</b> | <b>1,552,393</b> | <b>86,321</b> | <b>226,539</b> |
| <b>BUDGET 907 (OCS) 2021</b>  |                  |                  |           |                  |           |                  |                  |               |                |
| Chapter 2                     | 90,102           | 90,102           | -         | 90,102           | -         | 90,102           | 89,302           | -             | 800            |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>90,102</b>    | <b>90,102</b>    | <b>-</b>  | <b>90,102</b>    | <b>-</b>  | <b>90,102</b>    | <b>89,302</b>    | <b>-</b>      | <b>800</b>     |
| <b>TOTAL BUDGET 907 (OCS)</b> | <b>1,955,355</b> | <b>1,955,355</b> | <b>-</b>  | <b>1,955,355</b> | <b>-</b>  | <b>1,955,355</b> | <b>1,641,695</b> | <b>86,321</b> | <b>227,339</b> |

Credits carried forward relate to the programme of work. The lapses are mainly due to vacant positions during the year, as well as reduced activities in the programme of work. As the OCS does not have any assets at the end of 2022, there is no difference between the expenses reported in the Budget Execution Statement and expenses reported in the Statement of Financial Performance (see note 16).

**COLLABORATION SUPPORT OFFICE**

STATEMENT OF BUDGET EXECUTION AS AT 31 DECEMBER 2022

|                               | Initial Budget   | BA2              | Transfers | BA3              | Transfers | Final Budget     | Expenses         | Carry-Forward  | Lapsed         |
|-------------------------------|------------------|------------------|-----------|------------------|-----------|------------------|------------------|----------------|----------------|
| <b>BUDGET 908 (CSO) 2022</b>  |                  |                  |           |                  |           |                  |                  |                |                |
| Chapter 1                     | 5,126,443        | 5,126,443        | (105,774) | 5,020,669        | (21,636)  | 4,999,033        | 4,850,271        | -              | 148,762        |
| Chapter 2                     | 1,963,500        | 1,963,500        | 105,774   | 2,069,274        | 21,636    | 2,090,910        | 1,887,455        | 203,455        | -              |
| Chapter 3                     | 100,000          | 100,000          | -         | 100,000          | -         | 100,000          | 45,172           | 38,898         | 15,930         |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>7,189,943</b> | <b>7,189,943</b> | <b>-</b>  | <b>7,189,943</b> | <b>-</b>  | <b>7,189,943</b> | <b>6,782,898</b> | <b>242,353</b> | <b>164,692</b> |
| <b>BUDGET 908 (CSO) 2021</b>  |                  |                  |           |                  |           |                  |                  |                |                |
| Chapter 1                     | 9,975            | 9,975            | -         | 9,975            | -         | 9,975            | 9,975            | -              | -              |
| Chapter 2                     | 408,901          | 408,901          | -         | 408,901          | -         | 408,901          | 344,901          | 14,915         | 49,085         |
| Chapter 3                     | 216,947          | 216,947          | -         | 216,947          | -         | 216,947          | 129,639          | 76,283         | 11,025         |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>635,823</b>   | <b>635,823</b>   | <b>-</b>  | <b>635,823</b>   | <b>-</b>  | <b>635,823</b>   | <b>484,515</b>   | <b>91,198</b>  | <b>60,110</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET 908 (CSO)</b> | <b>7,825,766</b> | <b>7,825,766</b> | <b>-</b>  | <b>7,825,766</b> | <b>-</b>  | <b>7,825,766</b> | <b>7,267,413</b> | <b>333,551</b> | <b>224,802</b> |

The lapses are related to activities of the 2022 S&T Collaborative Program of Work, which were scheduled for 2022 but eventually postponed due to high workload from post-COVID recovery and other priorities by Nations. In 2021, the BC authorised a 'Special Carry-Forward' of the 2021 CSO budget for an amount of EUR 120,000 (Chapter 3) for the replacement of the Fire Detection System at the CSO (BC-D(2021)0232-FINAL). In 2022, a contract was awarded for EUR 108,976 but due to delays in delivery by the supplier, the outstanding work related amount of EUR 76,283 was carried forward in 2023. The following table is a reconciliation of actual budget execution amounts as per the CSO budget execution statement to actual expenses as per the CSO segment reporting (see note 16).

|                                                                                        | (in EUR)         |
|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| <b>Expenses</b>                                                                        | <b>Actuals</b>   |
| <b>Total Expenses as per Budget Execution Statement</b>                                | <b>7,267,413</b> |
| Property Plant and Equipment capitalized<br>(Recognition from Capital and Investments) | (32,693)         |
| Depreciation                                                                           | 113,339          |
| <b>Total Expenses as per Statement of Financial Performance</b>                        | <b>7,348,059</b> |